

LaRevueDurable

Pour s'informer et s'engager sur l'écologie

RENCONTRE :
L'ATELIER PAYSAN

**Créer un puissant
mouvement social appuyé
sur l'alimentation**

**Un traité mondial
pour laisser
les énergies fossiles
sous terre**

**Chez les jeunes,
les femmes
sont plus enclines à agir
pour l'environnement**

**La famille, tremplin privilégié
pour l'action climatique**

RENCONTRE :
**Jacques Dubochet,
l'ami des jeunes**

**Aider les enfants
et les jeunes
à transformer
leurs émotions
en espoir**

**Le Gymnase
d'Yverdon,
laboratoire
de la durabilité**

DOSSIER
**LES JEUNES
ET L'ÉCOLOGIE**

QUE PENSERIEZ-VOUS
D'OFFRIR
CE NUMÉRO
DE LaRevueDurable
SUR « LES JEUNES
ET L'ÉCOLOGIE »
À UNE JEUNE,
À UN JEUNE,
À DES PARENTS
OU À DES
GRANDS-PARENTS ?

ÉDITORIAL Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz

Le signe d'une vitalité

« Pendant une dizaine d'années, nous n'avons pas voulu voir quel type de régime sévissait en Russie. Nous avons refusé d'admettre que Poutine était en guerre contre l'Occident. Nous voyons aujourd'hui où nous a conduits ce déni », déplore Anne Applebaum, historienne et journaliste spécialiste de l'Europe centrale et orientale, Etats-Unienne et aussi Polonaise depuis 2013¹.

Le plus triste ou le plus rageant est que cette guerre contre l'Occident est en grande partie financée par l'Occident lui-même, en particulier l'Union européenne, qui achète pour 650 à 900 millions d'euros chaque jour de gaz, de pétrole et de charbon à l'autocratie kleptocratique russe (page 59). Instaurer un embargo sur ces importations serait non seulement juste du point de vue diplomatique, mais aussi très profitable au climat puisqu'il faudrait s'organiser pour s'en passer.

Le choc serait trop brutal ? Le sacrifice trop important ? Mais de quoi parle-t-on ? Comme le résume le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat dans le troisième volet de son sixième rapport publié le 5 avril 2022, on parle de faire en sorte que la Terre reste vivable pour l'espèce humaine. Est-ce suffisant pour être capable de prendre des mesures certes difficiles ?

Le déni dont parle Anne Applebaum cache ainsi un déni encore plus monumental, celui de la gravité extrême de la situation dans laquelle l'humanité se trouve. Les jeunes, eux, le savent très bien : quelque chose ne tourne pas du tout rond. En Suisse, dans les quatre écoles du canton de Vaud où les **Artisans de la transition** ont mené l'enquête qui fait l'objet du dossier de ce numéro (page 15), leur confiance dans leur gouvernement est extraordinairement basse.

Et en effet, il y a largement de quoi perdre confiance ! Qu'ils soient ou non leurs parents ou grands-parents, les adultes devraient partager la souffrance des jeunes face à cette situation. La bonne nouvelle est que cette souffrance est aussi le signe d'une vitalité sur laquelle on peut s'appuyer pour, à l'image des Ukrainiens, trouver la puissance d'agir pour la liberté actuelle et future.

Il y a de multiples voies pour cela, dont la première est bien sûr l'école. Une autre est la diplomatie. L'idée circule de créer un Traité de non-prolifération des énergies fossiles (page 60). Et si un tel traité est impossible avec des dirigeants aussi cyniques que Vladimir Poutine, cela devrait être une raison de plus de briser le schisme qui isole depuis trente ans au moins la diplomatie du climat du reste de la politique internationale². Ce qui la rend complètement impuissante.

Sur un autre terrain, l'Atelier Paysan propose un engagement politique très construit pour changer les pratiques agricoles et alimentaires sur les territoires en France et ailleurs (page 9). Cette approche intéresse beaucoup les **Artisans de la transition** qui sont engagés sur l'agriculture et l'alimentation en Suisse romande (page 6). Et l'actualité du livre montre une palette d'autres actions possibles (page 67). ■

1) Anne Applebaum. *Nous n'avons pas pris conscience du risque qui s'installait en Russie*, *Le Monde*, 23 mars 2022.

2) Amy Dahan. *Après l'accord de Paris sur le climat, le schisme entre les mots et la réalité reste entier*, *LaRevueDurable* n°58, avril-mai-juin 2016, pp. 15-19.

Une publication des Artisans de la transition

Rue de Lausanne 23, 1700 Fribourg, Suisse

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

www.larevedurable.com

www.artisansdelatransition.org

Directeur de la publication

Jacques Mirenowicz

Rédacteurs responsables

Susana Jourdan

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Jacques Mirenowicz

Tél. : + 41 (0)26 321 37 10

Mise en page et iconographie

Jean-Christophe Froidevaux

Photo de couverture :

Athénaïs Python

Illustrations

Tom Tirabosco (page 14)

Correction

Anne Florence Perrenoud

Communication, marketing et publicité

Susana Jourdan

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Abonnements

Nathalie Martinoli Kolba

Tél. : + 41 (0)26 321 37 11

Tirage : 3000 exemplaires

Imprimé en Suisse

Staempfli SA

3001 Berne

Papier : Nautilus, 100 % recyclé

Commission paritaire : 1009 N 08170

ISSN 1660-3192

Brèves sur le climat



Atlas mondial des souffrances

« C'est un recueil de la souffrance humaine et une accusation accablante envers l'échec des dirigeants dans la lutte contre les changements climatiques. » A l'occasion

de la parution de la deuxième partie du sixième rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), le 28 février 2022, António Guterres, secrétaire général des Nations unies, a pointé du doigt une « abdication de leadership criminelle » et jugé que « les coupables sont les plus grands pollueurs du monde, qui mettent le feu à la seule maison que nous ayons ».

Ce deuxième volet du sixième rapport du Giec présente les dernières données sur les impacts du changement climatique et les moyens de s'y adapter. Il fait suite à la première partie, publiée en août 2021, sur la physique du climat. Le troisième volet, sur les moyens de réduire les émissions, est paru début avril.

Rapport après rapport, le tableau de la situation tragique dans laquelle l'humanité s'enfonce se précise toujours plus. Les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines sont responsables d'un réchauffement d'environ 1,1°C depuis 1850-1900. A ce rythme, la ligne rouge de 1,5°C de réchauffement sera atteinte, voire dépassée d'ici une vingtaine d'années.

Le Giec met en évidence les interactions entre le changement climatique et divers maux mondiaux tels que l'utilisation non durable des ressources naturelles, l'urbanisation croissante, les inégalités sociales, les pertes et les préjudices causés par les événements extrêmes et une pandémie.

Les scientifiques constatent pour la première fois que le changement climatique contribue d'ores et déjà aux crises humanitaires. Ils évaluent en détail ses impacts dans les villes, qui concentrent plus de la moitié de la population mondiale. Le risque d'extinction des espèces est aussi mieux cerné grâce à des analyses spécifiques des risques pour les points chauds de la biodiversité et pour la biodiversité terrestre des petites îles.

Les impacts du climat sur les écosystèmes et la perte de biodiversité rendent les populations plus vulnérables, minent leur capacité d'adaptation au changement climatique et détruisent les services

écosystémiques : sources de nourriture, santé, protection des côtes et stockage du carbone.

www.ipcc.ch

Emissions en hausse en 2021

En 2021, les émissions mondiales de CO₂ ont atteint le niveau inédit de 36,3 milliards de tonnes, soit une hausse de 6 % par rapport à leur niveau de 2020. Aux Etats-Unis, dans l'Union européenne et au Japon, les émissions sont restées sous leurs niveaux de 2019 : -4 % aux Etats-Unis, -2,4 % dans l'UE, -1 % au Japon. La Chine, premier émetteur mondial de CO₂ avec 33 % des émissions totales, est largement responsable de ce rebond au-dessus des niveaux pré-pandémiques.

Les émissions de CO₂ issues du pétrole sont restées nettement inférieures aux niveaux d'avant la pandémie du fait de la reprise limitée de l'aviation en 2021, mais les rebonds des consommations de charbon et de gaz ont plus qu'annulé ce progrès. La flambée des prix du gaz naturel a induit une hausse de la consommation de charbon malgré la plus forte croissance de la production d'énergies renouvelables jamais enregistrée.

Par habitant, les émissions de CO₂ (sans les émissions grises) dans les économies avancées sont tombées à 8,2 tonnes en moyenne et sont désormais inférieures à la moyenne de 8,4 tonnes en Chine, mais de grandes différences subsistent entre les économies avancées.

www.iea.org

La forêt amazonienne en passe de s'effondrer

A partir d'observations satellites, une étude parue en mars 2022 dans le journal *Nature Climate Change* relève à quel point la plus grande forêt tropicale de la planète est mal en point. Les analyses des climatologues indiquent que plus de 75 % de la forêt a perdu sa stabilité et sa résilience depuis le début des années 2000.

Même les parties restées intactes ont perdu leurs facultés régénératrices en cas d'incendie ou de sécheresse, ce qui fragilise l'ensemble de l'écosystème. Les régions forestières proches des cultures sont les plus

touchées par ces bouleversements. Lorsque la limite de résilience de la forêt sera atteinte, l'impact sur la production alimentaire humaine sera désastreux.

Les auteurs ne précisent pas quand ce point de non-retour pourrait survenir, mais estiment qu'il est proche et prédisent des conséquences épouvantables. Une fois dépassé, la forêt atteindrait un tel état de fragilité qu'en cas d'incendie ou de sécheresse, elle ne pourrait plus se régénérer et ferait place à des savanes peu fertiles incapables d'emmagasiner les émissions de CO₂. Tout l'équilibre climatique planétaire serait alors durablement détruit. Les chercheurs pensent qu'il reste une petite fenêtre d'action aux humains pour essayer d'inverser la tendance.

Boulton CA, Lenton TM, Boers N. *ronounced Loss of Amazon Rainforest Resilience since the Early 2000s*. *Nature Climate Change* 12, pp. 271-278, 2022.

Soulèvements de la Terre

« Au fond, nous le savons, il ne nous reste aujourd'hui plus d'autre voie que de mettre toutes nos forces dans la bataille pour enrayer le désastre en cours et abattre le système économique dévorant qui l'engendre. »

Après une saison 2021 consacrée à la lutte contre la bétonisation, le mouvement Soulèvements de la Terre s'attaque ce printemps 2022 à l'agro-industrie. Des militants des Faucheurs volontaires, du syndicat Confédération paysanne, d'Extinction Rebellion, de Greenpeace, de Générations futures et de mouvements féministes se rassemblent dans ce nouveau mouvement qui prône un basculement radical – un soulèvement – pour enrayer le réchauffement climatique et la sixième extinction massive des espèces.

Début mars, ses partisans se sont introduits sur un site de production de pesticides de la multinationale Bayer Monsanto et ont interrompu pendant quelques heures les chaînes de production de produits chimiques du site pour dénoncer les crimes écologiques de l'entreprise. Durant tout le mois, Soulèvements de la Terre et d'autres collectifs ont manifesté contre les mégabassines. Alors que l'eau se raréfie, ces énormes cratères plastifiés de cinq à quinze hectares stockent l'eau destinée à irriguer des cultures intensives.

<https://lessoulevementsdelaterre.org>

3	ÉDITORIAL
4	BRÈVES générales et biodiversité
6	LE POINT SUR Bilan des conférences sur les circuits courts alimentaires collectifs
8	ARTISANS DE LA TRANSITION Appel à témoignages
9	RENCONTRE L'ATELIER PAYSAN : Créer un puissant mouvement social appuyé sur l'alimentation
	DOSSIER LES JEUNES ET L'ÉCOLOGIE
15	<i>Editorial</i>
16	<i>Illustration : Tom Tirabosco</i>
17	<i>La vie désire la vie</i>
18	<i>Indicateurs sur les jeunes et le climat</i>
24	<i>Sur le climat, les jeunes se distinguent peu des autres groupes d'âge</i>
28	<i>Les répertoires d'actions de jeunes Vaudois</i>
32	<i>Chez les jeunes, les femmes sont plus enclines à agir pour l'environnement</i>
35	<i>Rencontre avec Jacques Dubochet, l'ami des jeunes</i>
38	<i>Détruire le climat détruit aussi les enfants</i>
42	<i>Aider les enfants et les jeunes à transformer leurs émotions en espoir</i>
47	<i>La famille, tremplin privilégié pour l'action climatique</i>
50	<i>Le Gymnase d'Yverdon, laboratoire de la durabilité. Rencontre avec Christian Henchoz</i>
56	<i>Guide sur les jeunes et l'écologie</i>
59	BRÈVES sur la guerre et autres désastres
60	MINIDOSSIER Un traité mondial pour laisser les énergies fossiles sous terre
67	LIVRES

9  **RENCONTRE :**
L'ATELIER PAYSAN
Créer un puissant mouvement social appuyé sur l'alimentation

24  **Sur le climat, les jeunes se distinguent peu des autres groupes d'âge**
JAN ROSSET

28  **Les répertoires d'actions de jeunes Vaudois**
JASMINE LORENZINI
ET AMÉDÉE FÉLIX

32  **Chez les jeunes, les femmes sont plus enclines à agir pour l'environnement**
JAN ROSSET
ET AMÉDÉE FÉLIX

42  **Aider les enfants et les jeunes à transformer leurs émotions en espoir**
MARIA OJALA

50  **Le Gymnase d'Yverdon, laboratoire de la durabilité**
Rencontre avec Christian Henchoz
LRD

60  **Un traité mondial pour laisser les énergies fossiles sous terre**
LRD

LRD

Bilan des conférences sur les circuits courts alimentaires collectifs

En 2021, les Artisans de la transition ont organisé ou coorganisé cinq conférences publiques dans cinq cantons romands autour du film *Manger, c'est politique !* afin de débattre en public avec des actrices et des acteurs locaux des possibilités de créer ou de renforcer des circuits courts alimentaires collectifs artisanaux. Avant d'envisager la suite du projet alimentaire des Artisans de la transition, le moment est propice pour dresser un petit bilan de ces conférences.

L'année 2021 s'est terminée pour les **Artisans de la transition** par l'intense dynamique du cycle romand de soirées organisées autour du film *Manger, c'est politique !* Les discussions qui ont suivi ces projections ont réuni, au total, quarante intervenants. Quelque 600 personnes ont participé à l'une ou l'autre de ces soirées qui ont eu lieu avec l'appui d'Uniterre et de plusieurs organisations locales à La Chaux-de-Fonds le 1^{er} octobre, Fribourg le 13 octobre, Sion le 14 octobre, Lausanne le 2 novembre et Genève le 17 novembre.

La soirée à Lajoux initialement prévue le 7 octobre, puis reportée au 20 janvier, a finalement dû être annulée à cause des difficultés sanitaires. Heureusement, une soirée a pu avoir lieu dans le canton du Jura, à Porrentruy, le 25 avril 2022 grâce à Eliane Domon et Vincent Chapuis, tous deux membres des **Artisans de la transition**.

L'association remercie ici très chaleureusement toutes les personnes qui se sont impliquées dans l'organisation de ces soirées et/ou y ont participé, ainsi que les membres du comité de pilotage qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour suivre le projet alimentaire des **Artisans de la transition**, mené en partenariat avec Uniterre de 2019 à 2021.

Objectifs atteints

D'un canton à l'autre, les thèmes, les intervenants et les dynamiques locales ont varié, et les organisateurs locaux ne s'y sont pas toujours pris de la même manière. Ces organisateurs s'étaient tous impliqués, en

2020, dans les « regards croisés » qui ont réuni des acteurs et des actrices des circuits locaux de l'alimentation : productrices, transformateurs, distributrices, restaurateurs et mangeuses.

Les organisations ont eu lieu grâce :

- à La Chaux-de-Fonds, à Valeria Bucher, participante aux regards croisés membre du comité de la coopérative d'agriculture contractuelle de proximité (ACP) Rage de vert, avec un petit collectif en lien avec les **Artisans de la transition** ;
- à Fribourg, aux **Artisans de la transition** en lien avec les participants aux regards croisés ;
- à Sion, à Uniterre en lien avec les participants aux regards croisés et les **Artisans de la transition** ;
- à Lausanne, à l'ACP le panier à deux roues avec un petit collectif en lien avec les participants aux regards croisés et les **Artisans de la transition** ;
- à Genève, aux **Artisans de la transition** en lien avec le Mouvement pour une agriculture paysanne et citoyenne (MAPC).

Au final, les objectifs du cycle ont tous été atteints. Les soirées ont fait connaître la dynamique de convergence des acteurs de la transition alimentaire amorcée en 2020 avec un premier noyau d'acteurs. Elles ont mis en avant de nombreuses initiatives de transition locales et renforcé l'envie de les soutenir et de s'y impliquer.

Les parties informelles ont permis de nombreux contacts et partout les échos attestent l'intérêt suscité, par exemple pour les épiceries participatives à La Chaux-

de-Fonds, le magasin paysan bio local initié par Urs Gfeller à Fribourg, le programme Cuisinons notre région à Sion, l'engagement du MAPC à Genève pour l'accès à la terre et même les initiatives pourtant déjà très établies d'agriculture contractuelle de proximité à Lausanne.

Le film a fait connaître la dynamique meyrinoise et son accueil très positif rend possible sa diffusion auprès d'un public plus large. Le levier de la restauration collective publique pour donner une assise solide aux circuits courts alimentaires collectifs a été bien mis en exergue. Et élus et porteurs de projet ont pu échanger à ce sujet.

Partout, les problèmes structurels qui entraînent le démantèlement des circuits courts et rendent leur reconstruction ardue, ainsi que les difficultés chroniques à mobiliser des citoyens au-delà d'un cercle relativement restreint de personnes très engagées ont été soulignés.

Trois pistes

Fort de ces expériences, la suite du projet suivra trois pistes principales :

- promouvoir les projections du film *Manger, c'est politique !* dans les communes ;
- appuyer la dynamique émergente des épiceries alternatives à la grande distribution ;
- assurer une veille sur les marges de manœuvre cantonales et communales.

Promouvoir le film *Manger, c'est politique !*

Le caractère synthétique et très pédagogique du film, sa densité et sa force de proposition ayant généré beaucoup d'enthousiasme, l'intention, avant de le mettre en accès libre, est de promouvoir d'autres projections-discussions dans un maximum de communes avec des élus et des acteurs locaux. Une dizaine de projections-débats ont déjà eu lieu en 2022 et de nouvelles dates sont constamment mises à l'agenda.

Toute personne liée ou non à une association, une coopérative ou une entreprise impliquée dans la transition alimentaire à l'échelon local peut organiser un tel événement afin d'élargir le cercle des personnes, élues et élus tout particulièrement, susceptibles de s'inspirer de la dynamique meyrinoise pour faire évoluer les politiques publiques locales sur l'alimentation.

Précision : ce film rend compte de l'exemple le plus abouti aujourd'hui en Suisse romande et sans doute en Suisse, à Meyrin. Mais ce qu'il montre avant tout, ce sont les torts des circuits longs, puis les immenses avantages des circuits courts et leurs composantes essentielles : le besoin de coopérer tout au long du circuit, l'importance stratégique des unités locales de transformation comme outil de relocalisation territoriale et la nécessaire implication des autorités communales.

Le but est de motiver les communes ou les intercommunalités à plus et à mieux travailler avec les initiatives qui existent sur leur territoire et de les inciter à élaborer d'authentiques politiques alimentaires adossées à des circuits courts alimentaires collectifs. Sans dynamique citoyenne, les communes ne peuvent pas grand-chose. Mais si dynamique il y a, elles doivent s'engager à leur côté pour en potentialiser les effets bénéfiques.

Si vous souhaitez organiser une projection du film, vous pouvez vous inscrire sur le site des **Artisans de la transition**.

Appuyer la dynamique émergente des épiceries alternatives

Lors des soirées du cycle, des personnes actives dans des épiceries alternatives à la grande distribution – participatives, bio, vrac, de producteurs et productrices, de village – étaient présentes en nombre et très motivées. Si bien que l'idée a émergé pour les **Artisans de la transition** de soutenir le travail de ces épiceries, qui sont la porte d'entrée pour les mangeuses et les mangeuses dans les circuits alternatifs de l'alimentation.

Les besoins en mutualisation des épiceries participatives, notamment, couvrent trois secteurs :

- synergies entre elles et avec les producteurs alternatifs et la restauration collective publique pour les contrats et la logistique : approvisionnement, livraison, stockage et gestion des flux ;
- élargissement de la clientèle au-delà du cercle des happy few et de l'entre-soi ;
- communication et plaidoyer politique.

Assurer une veille sur les marges de manœuvre cantonales et communales

Selon Valentina Hemmeler Maïga, directrice de l'Office de l'agriculture et de la nature (OCAN), à Genève, les lois fédérales donnent 90 % du cadre de la politique agricole. Les cantons n'ont donc que 10 % de marge de manœuvre pour aider les communes à favoriser les circuits courts alimentaires collectifs.



A Genève, la loi sur l'agriculture entrée en vigueur en juillet 2021 s'est saisie de cette marge de manœuvre pour se donner les objectifs d'introduire la souveraineté alimentaire, de faciliter la reprise des fermes et d'encourager les nouvelles structures à produire, transformer et commercialiser.

Il semble dès lors à propos de suivre le travail mené à Genève et dans les autres cantons pour identifier les avancées dans les politiques publiques mises en œuvre dans les interstices de la législation fédérale pour favoriser la construction de circuits courts alimentaires collectifs. Une telle veille gagnerait bien sûr à être complétée par une réflexion sur les possibilités de faire évoluer le cadre fédéral pour élargir ces interstices. A cet égard, les analyses et les propositions de l'Atelier Paysan méritent une grande attention (page 9). ■

LRD

Appel à témoignages

8

Il fut un temps où LaRevueDurable était jeune ! Eh oui, ce temps est désormais lointain. Vingt années de dur labeur nous séparent de cette époque où le virage vers la durabilité semblait plus facile à négocier que ce que les événements ont prouvé. Entre-temps, nous avons créé une association, Artisansdelatransition, qui cherche à concrétiser les idéaux et les propositions de cette revue. Voici quelques nouvelles en ce début 2022.

Ce fut l'un des printemps les plus enthousiasmants de notre vie. Préciser le positionnement de LaRevueDurable, définir sa ligne graphique, choisir les sujets prioritaires. A toute personne qui nous interrogeait sur l'étude de marché que nous aurions dû mener, nous répondions qu'elle aurait coûté autant que simplement lancer la revue : autant se jeter à l'eau, nous semblait-il. C'était il y a vingt ans !

Faut-il fêter l'existence d'une revue qui, année après année, n'a cessé de montrer, dossier après dossier, qu'il est possible d'éviter la catastrophe écologique en organisant différemment la société, en privilégiant d'autres indicateurs de richesse, en relocalisant l'économie et les savoir-faire, en cernant mieux les limites et les ambivalences des êtres humains ?

La question se pose ! L'échec du genre humain à éviter les pires conséquences des désastres écologiques en cours est patent. Mais ces vingt années ont aussi été une formidable aventure humaine. Et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) insiste pour dire qu'il est encore possible d'éviter le pire.

Racontez-nous vos plus beaux moments

C'est pourquoi, pour marquer ce vingtième anniversaire, nous lançons un appel à toutes nos lectrices et à tous les amis de LaRevueDurable, anciens et nouveaux. Racontez-nous des moments forts ou des anecdotes que vous avez vécus avec LaRevueDurable. Un numéro qui vous a particulièrement touché, un article qui vous a donné une idée forte, une belle rencontre faite grâce à LaRevueDurable, des moments de suspense lors de l'un de nos financements participatifs.

Pendant toutes ces années, nous avons rencontré d'innombrables porteurs et porteuses de projet, de personnes en reconversion professionnelle pour contribuer à la transition, de familles engagées sur plusieurs générations. Si LaRevueDurable est liée d'une manière ou d'une autre à de telles expériences que vous avez vécues, partagez-les avec nous ! Nous publierons vos témoignages dans le prochain numéro ou sur le site des **Artisans de la transition**.

Charbon et banques suisses

En février, pour la deuxième année consécutive, les **Artisans de la transition** ont relayé les résultats d'une étude menée par un consortium de trente ONG internationales qui identifie les institutions qui prêtent ou qui investissent dans des entreprises de la Global Coal Exit List (GCEL). Cette liste rassemble les 1032 entreprises les plus actives dans la filière du charbon dans le monde.

Selon la recherche de ce consortium, les banques suisses ont prêté ou aidé à lever 5,7 milliards de dollars à des entreprises de la GCEL en 2021. Depuis 2019, les banques suisses ont canalisé 19,8 milliards de dollars d'argent frais vers cette industrie. Arrivent en tête Credit Suisse avec 13,5 milliards, puis UBS avec 5,2 milliards, Habib Bank avec 500 millions, et la Banque cantonale de Zurich avec 255 millions.

Cette fois, l'écho médiatique a été nettement meilleur qu'en 2021. L'ATS, *Le Courrier*, *La Liberté*, *Le Temps*, *L'Agefi*, *Heidi News*, la RSR, entre autres, ont relayé l'information. L'immobilisme de la place financière suisse, lui, reste cependant entier ou presque.

Pourtant, certaines banques suisses montrent qu'il est possible de mener une authentique politique climatique. Depuis le 1^{er} janvier 2022, la Banque cantonale de Berne bannit toute entreprise active dans les énergies fossiles – charbon, pétrole et gaz – des portefeuilles de placement de ses clients. Et propose cette possibilité à ses clients dont elle ne gère pas le portefeuille. La banque cantonale de Bâle-Campagne prend une voie similaire.

Conversations carbone

Malgré les contraintes sanitaires, une vingtaine de Conversations carbone ont pu avoir lieu en 2021. Et les résultats de l'évaluation de l'Université de Berne sur l'efficacité de cette méthode pour amener les participants à réduire leur empreinte carbone et à se mobiliser en faveur d'actions collectives devraient nous parvenir fin mai.

En attendant, Marie Lendais, qui coordonne ce programme pour les Artisans de la transition, cherche à nouer des partenariats avec les communes afin de poursuivre et de consolider la diffusion de cette méthode. Si vous pouvez nous aider à établir un contact avec une commune qui a ou qui planifie un plan climat et qui offrirait un contexte favorable à sa diffusion, nous vous serions très reconnaissants de l'en informer à l'adresse :

marie.lendais@artisansdelatransition.org ■

Assemblée générale 2022

L'assemblée générale de l'association **Artisans de la transition** aura lieu le jeudi 12 mai, à 18h30, à l'Espace Dickens, avenue Charles-Dickens 4, tout près de la gare de Lausanne. La partie statutaire occupera la première heure. A 19h30, Loukina Tille et Paula Rouiller présenteront leur action pour promouvoir le Traité de non-prolifération des énergies fossiles en Suisse (page 60). Nous vous espérons vous voir nombreux à cette occasion. Merci d'annoncer votre présence en écrivant à :

courriel@artisansdelatransition.org

RENCONTRE avec

L'ATELIER PAYSAN : Créer un puissant mouvement social appuyé sur l'alimentation

Avec la publication de *Reprendre la terre aux machines*¹, l'Atelier Paysan donne la pleine mesure de son ambition politique. Dans cette synthèse aussi solide qu'éclairante, cette coopérative d'autoconstruction de matériel agricole² ne se contente pas de poser un diagnostic lucide sur l'alimentation. Elle donne aussi un cap – créer un mouvement social et installer un million de paysans en France en dix ans – et propose une stratégie en trois volets pour l'atteindre.

Deux des coauteurs de cet ouvrage présentent ici ce travail collectif : Jean-Claude Balbot, aujourd'hui à la retraite, auparavant éleveur de vaches laitières dans les Monts d'Arrée, à Saint-Rivoal, au cœur du Finistère, en Bretagne, et Hugo Persillet, formateur et animateur en politique de la machine à l'Atelier Paysan depuis son siège, à Renage, en Isère, près de Grenoble.



LaRevueDurable : Comment ce livre est-il né ?

Jean-Claude Balbot (JCB) : Au cours des années 2010, les stages d'autoconstruction de l'Atelier Paysan ont connu un succès croissant : avec une perceuse, une meuleuse et un poste à souder, on peut construire à peu près tout le matériel nécessaire sur une ferme excepté le moteur du tracteur. Jusqu'en 2019, avant le début de la pandémie, on formait 500 à 600 stagiaires par an. Mais on commençait à en voir certains venir « consommer » le stage.

LRD : Que voulez-vous dire ?

JCB : Ils venaient construire leur machine dans le but d'être un peu plus compétitifs dans le secteur du petit maraîchage en agriculture de proximité. A leurs yeux, on était un fournisseur de services dont ils étaient les clients.

LRD : Comment expliquer cette évolution ?

JCB : Par le nombre : plus il y a de stagiaires, plus il en arrive dont

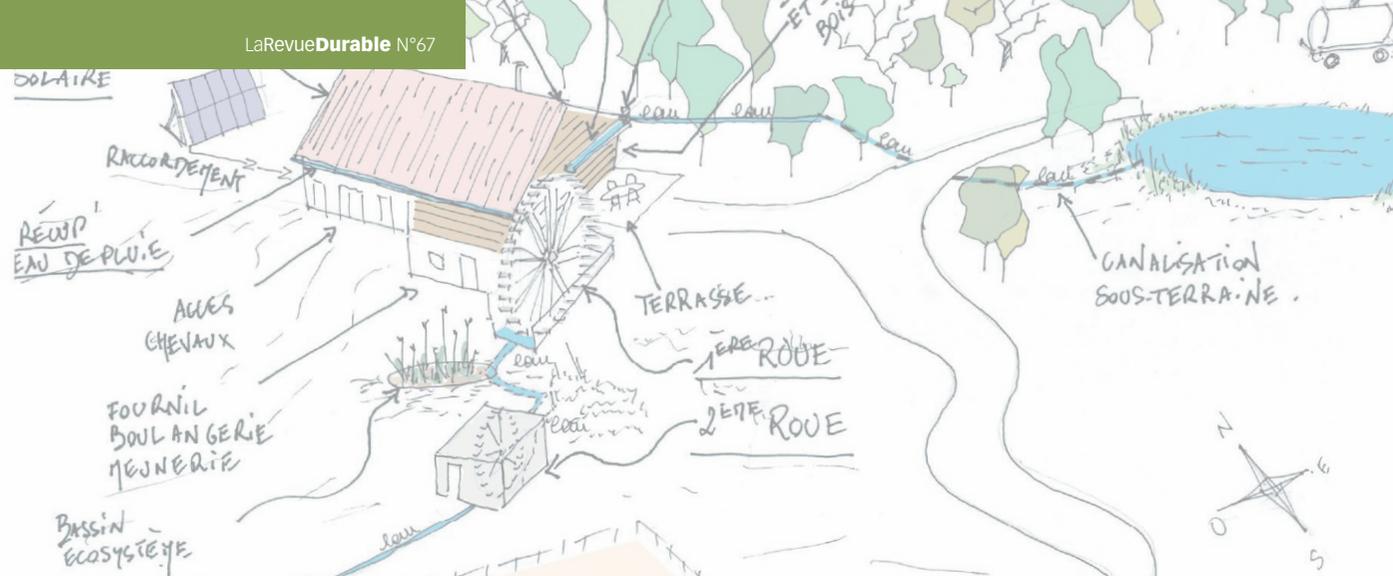
l'intention première n'est pas la recherche du sens politique de l'outil qui est au fondement de l'Atelier Paysan.

Vision ascendante et partagée

LRD : D'où l'envie d'écrire un manifeste à forte teneur politique ?

JCB : Durant le stage pratique d'apprentissage de la mécanique, de la charpente, de l'électricité et des autres nécessités techniques agricoles, on s'efforce de montrer d'où vient l'outil, où il va et ce qu'il contient politiquement en plus de sa capacité à s'accrocher derrière un cheval ou un tracteur. Une recherche avec des universitaires intitulée Politique de la machine est même en cours au sein de la coopérative.

Mais du constat de l'évolution des stagiaires est en effet née l'envie, à partir de 2017, d'écrire en plus un document à leur remettre qui explique ce qu'est politiquement, pour nous, l'outil. On manquait cependant de temps pour l'écrire. Lors du premier confinement, six sociétaires ont rédigé ce texte et se sont fait accompagner par un professionnel de l'écrit.



10

LRD : Pourquoi l'identité des auteurs ne figure-t-elle pas sur le livre ?

JCB : Parce que ce livre est la proposition politique de l'Atelier Paysan, ce n'est pas celle de quelques individus. A titre personnel, je pense qu'il faut rejeter l'idée que chaque individu est responsable de soi et du monde. Pour avoir beaucoup travaillé sur l'aide alimentaire, je sais à quel point il est désastreux de s'adresser à une personne comme si elle était la première responsable de son existence et de ses difficultés.

Hugo Persillet (HP) : Le point central est que l'alimentation, de même que les outils pour la produire, devraient relever des communs. C'est pourquoi l'Atelier Paysan pratique l'open source³, le partageable et l'entraide. De nombreux paysans et paysannes travaillent durant des années sur des prototypes de machines. Mais au final, leurs noms n'apparaissent pas dessus.

On a considéré cet atelier d'écriture comme les groupes de conception de machines, selon une vision ascendante et partagée. On a travaillé avec des structures qui nous sont proches pour s'assurer que le vocabulaire utilisé était clair et fait appel à au moins vingt-cinq relecteurs. Après un tel travail collectif, mettre en avant six de nos membres aurait été absurde et totalement contraire à ce qu'est l'Atelier Paysan.

Alternatives inoffensives

LRD : Dans votre diagnostic accablant de l'évolution du système alimentaire, vous décrivez notamment la dépendance croissante de ses acteurs envers l'industrie et leur perte d'autonomie. Pouvez-vous dire quelques mots sur l'importance de ces phénomènes ?

JCB : Sur le versant de la production, le premier symptôme de la perte d'autonomie du paysan, c'est l'endettement. En production agricole industrielle, pour obtenir un euro de revenu, il faut en investir sept. Cet endettement traduit une dépendance envers les machines, les pesticides, aujourd'hui la robotique, dernier clou planté dans le cercueil de la paysannerie.

HP : La dépendance est financière et technique. La modernité agricole a fait des paysans des fournisseurs d'une industrie qui ne leur appartient pas, leur dicte ses formats standardisés, ses volumes et ses prix. C'est plus que de la dépendance : les filières sont quasiment intégrées, fusionnées.

L'autonomie passe par la volonté de se défaire de cette dépendance, ce que fait l'agriculture paysanne qui produit ses propres semences^{4,5} et ses circuits courts^{6,7}. Mais elle passe aussi par la démocratie sur les grands choix, notamment pour se nourrir. La liberté est inscrite dans la capacité collective – démocratique ! – à avoir son mot à dire sur sa vie.

JCB : Sur le versant de la consommation, il n'y a pas que les personnes dépendantes de l'aide alimentaire qui ne choisissent pas ce qu'elles mangent : 25 à 30 millions de Français déclarent ne pas manger ce qu'ils aimeraient pouvoir manger. L'autonomie dont nous tirons le fil dans cet ouvrage est inspirée des écrits de Cornelius Castoriadis⁸ : c'est le choix démocratique de ses dépendances. Une fois ces dépendances identifiées, on peut choisir celles qu'on souhaite garder ou construire collectivement.

LRD : Un second élément de diagnostic sur lequel vous insistez est l'idée que si l'on veut changer la trajectoire de l'alimentation, il faut absolument l'extraire de la logique du marché.

HP : Ce qui relie tous nos constats sur ce qui ne va pas, c'est la compétition. D'où l'intention d'en sortir. Or, les stratégies alternatives vertueuses que des personnes très convaincues prennent – en y mettant toute leur énergie ! – sont souvent des stratégies de marché, qui ont pour effet de renforcer les rapports de compétition. Il y a quelques années, on voulait encore rendre l'agriculture biologique plus compétitive. Aujourd'hui, il faut absolument arrêter de suivre cette piste ! Bien sûr, cela est extrêmement difficile à entendre.

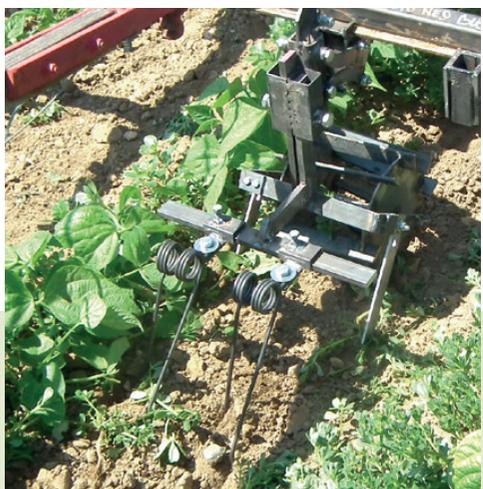
JCB : Je peux vous dire que lorsqu'on explique que l'agriculture biologique peut être vue comme un frein à la sortie des pesticides, cela reste en travers de la gorge de certains de nos amis ! Je suis d'ailleurs le premier à trouver ce constat très cruel : j'ai pratiqué pendant quarante ans les circuits courts dans le respect du cahier des charges de l'agriculture biologique !

Si je suis un rescapé de la compétition agricole et alimentaire, c'est grâce au label bio. Sur mon exploitation de 75 hectares, j'ai la satisfaction de ne pas avoir contribué à la prolifération des algues vertes sur les plages de Bretagne. Les pratiques que j'y ai menées sont extrêmement importantes pour les producteurs et pour la population. Mais on comprend maintenant qu'elles ne gênent pas du tout la poursuite de l'industrialisation de l'agriculture : elles sont totalement inoffensives !

Leurre

LRD : Pour comprendre pourquoi le bio peut être vu comme un frein à la sortie des pesticides, vous renvoyez à la rhétorique du Ministère de l'agriculture qui juge inutile de légiférer contre les pesticides puisque les mangeurs ont déjà le choix d'acheter bio. Pour sortir de ce piège, votre stratégie se déploie en trois volets. Le premier volet, ce sont justement ces alternatives que vous jugez nécessaires, mais dont vous dites aussi qu'elles sont inoffensives et insuffisantes. Pourquoi, tout d'abord, les jugez-vous nécessaires ?

HP : Elles le sont parce qu'elles prouvent qu'on sait produire des aliments en dehors des trajectoires industrielles. Sans cette preuve, on aurait écrit un livre de prospective. La démonstration de la per-



tinence de notre action n'est plus à faire. Et cela est essentiel parce qu'on n'écrit jamais un nouveau monde sur une page blanche. Les choses doivent avoir été expérimentées durant des décennies avant de pouvoir être institutionnalisées. Et le but est bien de bâtir des institutions, des institutions démocratiques.

LRD : Quelles sont ces pratiques alternatives qui ont fait leurs preuves ?

HP : Si, comme nous le pensons, il est urgent de ne plus utiliser de pesticides, alors il faut prouver, par exemple, qu'on sait produire de la betterave sucrière sans néonicotinoïdes. Sinon, on est dans l'injonction morale. On renvoie à l'impossible.

LRD : En France, des paysans produisent de la betterave sucrière sans néonicotinoïdes ?

HP : Techniquement, c'est possible. Économiquement, cela est impossible au prix du marché.

LRD : A quelles autres pratiques pensez-vous ?

HP : Il y a toute la dimension technique, des outils aux parcours agronomiques. Et au-delà des possibilités techniques, les alternatives travaillent aussi les imaginaires, dessinent des chemins en dehors du marché : Terre de liens⁹, l'Atelier Paysan ou le réseau Semences paysannes¹⁰, par exemple, démontrent qu'on peut agir à assez grande échelle avec des approches de socialisation.

De même que Wikipédia atteste qu'on n'a pas besoin des géants du numérique pour mener des actions d'ampleur avec des logiques de partage et d'entraide, Terre de liens montre qu'on peut pratiquer l'agriculture en sortant la terre de la propriété privée. Et l'Atelier Paysan prouve qu'il est possible de se passer des brevets pour concevoir et diffuser de nouveaux outils. Ces connaissances et ces compétences accumulées tout comme ce travail de l'imaginaire sont nécessaires à toute perspective de transformation sociale.

LRD : Il y a aussi des modes de distribution alternative comme les Amaps (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) en France ou l'agriculture contractuelle de proximité (ACP) en Suisse.

HP : Les Amaps sont bien une forme de socialisation, qui mènent parfois des expériences intéressantes de prix différenciés. Elles prouvent qu'on peut s'organiser différemment.

LRD : Il y a aussi les épiceries indépendantes des grandes enseignes.

JCB : Certains magasins de producteurs fonctionnent très bien depuis quarante ans. Il y a les groupements d'achats dans les quartiers popu-

laire, des épiceries sociales et solidaires gérées démocratiquement. Sur la mise sur le marché des produits alimentaires, l'expérience est assez conséquente et il y a des critiques établies de ce qu'il est possible de faire.

LRD : Cela dit, pourquoi, selon vous, ces alternatives ne changeront-elles pas, seules, la donne ?

HP : Tout d'abord parce qu'elles ne sont pas équivalentes à ce que le circuit dominant produit. Tout l'effort de l'industrie consiste à obtenir des rendements d'échelle de plus en plus délirants. Les alternatives ont nécessairement des rendements d'échelle plus faibles. Dans la compétition actuelle, cela signifie que les produits alternatifs sont forcément plus chers. Du coup, ils s'adressent nécessairement à un segment limité du marché, ne peuvent pas répondre à l'ensemble de la demande.

Le modèle dominant est porté par un complexe agro-industriel – Etat, recherche, marché, entreprises multinationales – qui fait système. Or, ce système ne va pas reculer juste par la force de notre exemplarité. Il est impossible que par simple effet tache d'huile, par capillarité, de proche en proche, les personnes convaincues par ces alternatives réussissent à renverser Bayer. Bayer ne cédera pas parce qu'il aura reconnu que les épiceries alternatives sont mieux que Carrefour.

Penser que les structures dominantes abandonneront le terrain parce que des alternatives font la preuve de leur efficacité est d'une naïveté extrême. Laisser croire que les alternatives suffisent est un leurre, qui dépolitise le regard porté sur la situation.

Point chaud

LRD : C'est là où Reprendre la terre aux machines est très éclairant : dans la façon dont il articule des initiatives jugées essentielles, et pourtant inoffensives au point de faire le jeu du système établi si elles ne sont pas associées à un rapport de force.

HP : C'est en effet un point fort de l'ouvrage. Penser que les alternatives, simplement par elles-mêmes, vont changer le monde est une idéologie tellement dominante qu'elle passe inaperçue, tout comme l'idéologie libérale. Et cela pique : c'est extrêmement dur à entendre parce que cela contredit l'idéal très présent de non-confluctualité.

Plutôt que de s'opposer frontalement à Bayer, on va prétendre prouver l'efficacité de nos alternatives. Croire cela procède d'une idéologie

**Différencier
ce qu'on
peut faire
individuellement...**



bourgeoise, morale, qui traverse toute la société, dont nos propres structures alternatives. Le renvoi à la responsabilité individuelle est une idéologie réactionnaire et une accusation qu'on n'avait pas l'habitude de se porter à nous-mêmes.

LRD : Sur un strict plan cognitif, cette idéologie est très difficile à saisir, à cerner, à identifier.

JCB : Nous passons en ce moment beaucoup de temps sur les routes de France à nous confronter à cette difficulté !

HP : Une autre difficulté objective qui s'ajoute à cette barrière cognitive est le fait qu'au niveau individuel, seules les alternatives sont accessibles. Et il est totalement rationnel et même indispensable que chaque individu fasse ce qu'il peut à son niveau, ne serait-ce que pour sa survie. Sortir de l'idéologie de l'alternative ne peut se faire que collectivement.

Il est très important de différencier ce qu'on peut faire individuellement, dans sa ferme, chez soi ou avec son porte-monnaie, de ce qu'on doit imaginer de collectif pour sortir de l'ornière. C'est bien un point chaud de notre propos.

Trois fronts

LRD : Pour établir un rapport de force avec Bayer et les différentes composantes du complexe agro-industriel, vous formulez trois propositions précises. C'est le deuxième volet de votre stratégie. La première de ces trois propositions relève du protectionnisme.

HP : Sur un certain nombre de productions, dont les fruits et les légumes, un problème peu visible pour le public que tous les paysans connaissent bien, c'est le libre-échange. Les traités européens de libre-échange obligent à laisser entrer des aliments qui ont été produits à très bas coût, dans de mauvaises conditions écologiques et sociales.

Or, leur concurrence rend la vie impossible aux alternatives. Les accords de libre-échange font même disparaître des productions entières : en dix ans, 40 % des arboriculteurs, en France, ont disparu. Il en résulte une ultraspécialisation internationale des productions.

JCB : Les éleveurs laitiers aussi disparaissent en France.

LRD : De même qu'en Suisse ! Pour empêcher ces aliments à bas coût de franchir les frontières et y détruire les efforts pour tirer la paysan-

nerie vers le haut, vous proposez des prix minimums d'entrée : comment fonctionnent-ils ?

HP : Le principe de cette proposition, qui n'émane pas de l'Atelier Paysan, est très simple : on définit un coût de production du marché domestique, et toute denrée qui arrive à un prix inférieur ne franchit pas la frontière. L'effet protectionniste est le même qu'avec un droit de douane, mais avec une dimension beaucoup plus internationaliste et solidaire.

Alors que l'argent que le droit de douane capte va dans les caisses de l'Etat importateur, les prix minimums donnent au mouvement social dans le pays exportateur des arguments pour y revoir à la hausse les critères de production. Si on ne fait pas cela, tous les efforts menés par ailleurs pour soutenir les alternatives locales sont voués à l'échec.

LRD : Votre deuxième proposition pour établir un rapport de force, c'est la désescalade technologique.

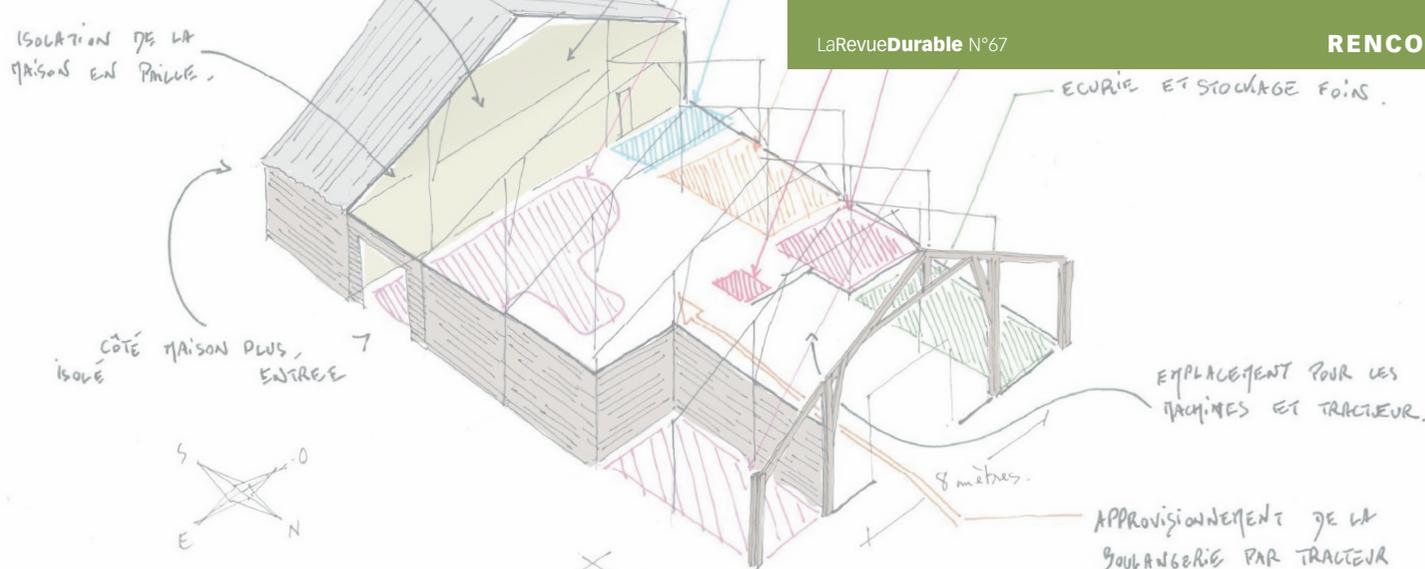
HP : Le projet politique agricole et alimentaire est de diviser encore au minimum par deux le nombre d'exploitants agricoles : passer de 400 000 à 200 000. Et avec aussi peu d'exploitants agricoles en France, l'agriculture n'est possible qu'avec un arsenal technologique – habillé, bien sûr, des atours de l'écologie. Ce projet vise tous les paysans, des petits maraîchers aux grands céréaliers.

Des milliards sont sur la table et nous pensons urgent d'ouvrir un front de refus comme on l'a fait sur les OGM il y a vingt-cinq ans. Il y a urgence à convaincre le plus grand nombre de s'opposer au déploiement de la robotique et du numérique dans les champs. Sur la base de ce refus, on pourra ouvrir un imaginaire d'arbitrage sur les technologies agricoles avec des assemblées citoyennes.

LRD : Quel est votre sentiment quant à la possibilité d'ouvrir ce front de refus ?

HP : Que la situation est extrêmement encourageante ! Du côté des organisations paysannes, alors que la question du robot n'était pas jugée un sujet politique ou syndical très fort, et plutôt relever d'un choix individuel, on assiste depuis la sortie du livre aux premières actions syndicales frontales contre la robotique et les start-up actives dans le numérique agricole, l'agriculture de précision.

La perspective de la disparition de la ruralité et de la paysannerie au profit de la robotique touche une partie du grand public. Et pas mal de personnes commencent à résister au projet de société numérique qui consiste à mettre tous les pans des vies humaines



dans des algorithmes.¹¹ On peut aussi s'appuyer sur le mouvement contre la 5G : sans la 5G, on ne pourra pas mettre des robots dans les champs ! Je suis donc extrêmement optimiste sur la possibilité d'ouvrir ce front.

Sécurité sociale de l'alimentation

LRD : Votre troisième proposition vise à socialiser l'agriculture et l'alimentation.

JCB : Cette proposition s'oppose à la politique de l'offre qui devait nourrir et satisfaire tout le monde. Démonstration est faite que le modèle industriel n'y parvient pas. Les chiffres donnés plus haut sur l'insatisfaction alimentaire en France l'attestent.

Nous demandons de séparer la propriété de la terre du travail de la terre, des politiques publiques qui ne laissent plus le complexe agro-industriel agir à sa guise – énormément d'expériences sont à l'œuvre dans des quartiers, des communes et des communautés de communes en France – et l'instauration d'une sécurité sociale de l'alimentation.

Cette troisième proposition, inspirée de la sécurité sociale qui garantit l'accès aux soins de santé à tous les Français¹², vise à construire la demande selon un processus démocratique sur le modèle de la Convention citoyenne sur le climat¹³. Ce conventionnement permettrait d'orienter la production alimentaire en définissant les produits que les citoyens souhaitent manger et leurs critères de qualité.

Chaque adulte ou enfant recevrait 150 euros par mois réservés à l'achat d'aliments conventionnés. Ce système, financé par des cotisations à des taux adaptés aux revenus, donnerait à tous accès à une alimentation de qualité démocratiquement choisie.

LRD : Cette idée de sécurité sociale de l'alimentation reçoit-elle un bon écho ? Des alliances se nouent-elles avec les personnes engagées sur l'aide alimentaire ?

HP : Une douzaine d'organisations et réseaux paysans y travaillent. Sortie dans l'espace public fin 2018, elle a d'emblée capté l'attention des médias. Et tous les partis politiques sauf Les Républicains s'y sont intéressés. Le syndicat Confédération paysanne est en train de l'inscrire dans son programme politique.

De nombreux collectifs citoyens nous ont aussi contactés pour nous dire qu'ils prenaient des initiatives très proches. Une trentaine de groupes sont en contact régulier pour échanger leurs expériences. L'intérêt est donc très fort dans la population et de plus en plus dans les collectivités locales, notamment Villeurbanne, Lyon, Tours, Rennes, Brest et Dunkerque. L'étape suivante serait que l'Assemblée nationale s'y intéresse.

Refaire société

LRD : Reste le troisième volet de votre stratégie : pour faire comprendre les limites des alternatives vertueuses, créer des rapports de force avec vos trois propositions et bâtir un mouvement social, il faut une éducation populaire. Comment l'imaginez-vous ?

HP : Sans une éducation politique forte – ce qu'est l'éducation populaire – on n'arrivera pas à faire vivre les deux autres volets. Une éducation politique forte, cela consiste à réapprendre à contrer l'idéologie dominante, dont la principale force est son pouvoir de dépolitisation, c'est-à-dire ne plus voir des structures, des systèmes, des sociologies, des rapports de domination, mais juste des individus habités par une bonne ou une mauvaise morale.

Tout le travail de l'éducation populaire consiste à contrer ce regard uniquement moral sur la société. Le mouvement social, depuis deux siècles, a perçu l'indispensable travail à faire pour que toute personne puisse se situer dans les rapports sociaux. Or, depuis quarante ans, les fédérations qui étaient fondatrices des mouvements syndicaux et politiques en agriculture, qui nous éduquaient, nous socialisaient politiquement, ont peu à peu disparu.

LRD : A quelles structures pensez-vous ?

HP : A la JAC, la Jeunesse agricole catholique, qui a donné le Mouvement rural de jeunesse chrétienne (MRJC) dans les années 1960. Les militants qui ont créé les Paysans travailleurs et les premiers Jeunes Agriculteurs venaient de ces mouvements d'éducation populaire.

Ce n'est pas parce qu'on est pauvre ou qu'on est dominé qu'on porte un regard critique sur la société. Ce regard critique s'apprend grâce à un travail collectif que ces structures menaient. Il consiste à saisir toutes les occasions possibles de créer des espaces sécurisés, où l'on prend le temps de faire une pause dans sa vie pour se réunir et partager les analyses qu'on porte sur nos vécus, chauffer ensemble les lunettes qui permettent de voir les rapports sociaux. Et c'est parce qu'on devient capable de voir ces rapports sociaux qu'on devient aussi capable de s'y attaquer.

LRD : C'est ce que vous faites en allant présenter le livre ?

HP : Cela y participe, mais on a aussi des opportunités de faire de l'éducation populaire dans les alternatives qui sont là. A l'Atelier Paysan, par exemple, on a une formation de dix semaines d'auto-construction pour des jeunes qui vont s'installer en agriculture, pour qu'ils fabriquent leurs premiers outils pour se lancer sur leur ferme.

Or, durant ces dix semaines, on leur propose un voyage d'études d'une semaine pour visiter des fermes et discuter politiquement avec des paysans et des paysannes de ce que cela fait de s'engager dans des

... de ce qu'on doit imaginer de collectif

CONTREVENTEMENTS EN BOIS

BOIS

CONTREVENTEMENT :

CONTRE-FICHES SUR LES POUTRES ET SUR LES MURS (ENTRE CHAQUE TRAVÉE).

ENTRE-TOISES EN MURS ET EN TOITURE

COUVRE-JOINT EN LIÈGE DOUGLAS.

Pignon haut = 4 mètres.

Pignon bas = 3,5 mètres.



démarches d'autoconstruction : dans quels rapports sociaux s'inscrit-on quand on pratique l'agriculture paysanne ?

Alors que la société libérale nous sépare dans nos petites communautés de vie, c'est une occasion très concrète d'ouvrir un espace où l'on se donne le temps de réapprendre à faire société avec tout le monde, d'arrêter d'éviter d'aborder nos grands conflits et les traiter de manière aussi démocratiquement que possible.

LRD : D'autres structures partagent-elles cette vision de l'éducation populaire ?

HP : Toutes les structures de l'agriculture paysanne qui voient encore leur rôle subversif dans la société et réfléchissent à la transformation sociale partagent cette vision. Ces structures, dont la nôtre, sont globalement divisées entre des membres qui pensent que ce qu'elles font suffit et des membres qui estiment faire partie d'une structure de transformation sociale.

Par exemple, Solidarité paysans^{14,15} travaille sur le mal que l'agriculture industrielle inflige aux paysans. Certains se disent qu'ils sont juste là pour prendre en charge la souffrance psychique des paysans. Mais la majorité voit bien que cette souffrance est due au complexe agro-industriel qu'il faut renverser, ce qui relève de l'éducation populaire.

C'est un sujet très aigu en ce moment. J'interviens régulièrement pour d'autres organisations qui sont traversées par ce clivage entre la responsabilité individuelle, la pente glissante dans l'idéologie libérale, et un réveil et un regain d'envie de se mettre vraiment à la transformation sociale.

JCB : Avant les élections présidentielles, le Syndicat des quartiers populaires a fait un tour de France pour recueillir un cahier de doléances. Dans le Finistère, l'Atelier Paysan est associé à cette démarche. Cela est nouveau pour ce syndicat comme pour nous et une occasion de s'éduquer sur les nécessités des uns et des autres sur l'alimentation.

HP : Il y a deux jours, j'étais à une réunion sur la sécurité sociale de l'alimentation avec des organisations syndicales ouvrières et d'enseignants : CGT, FSU, Sud Solidaire. C'est là une très grande opportunité pour faire de l'éducation populaire. Je rêve de réunir

des salariés exploités de la transformation alimentaire, des salariés de la distribution et des paysans en train de crever dans leurs champs, tous cloisonnés dans leur communauté.

Il y a un potentiel subversif explosif à pouvoir se raconter nos conditions sociales et nous sommes en train de créer les structures et les espaces pour le faire. La sécurité sociale de l'alimentation déclenche un imaginaire qui rend cela possible : j'étais à une réunion dans l'Isère pour en discuter avec des zadistes, des ouvriers de la CGT, des chercheurs, des personnes engagées sur la précarité, etc. En vingt ans de militantisme, je n'avais jamais vécu cela. Il y a un potentiel incroyable en place ! ■



L'ATELIER PAYSAN

Reprenre la terre aux machines

Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire
Le Seuil, 2021

- 1) *Le Seuil, Paris, 2021.*
- 2) *LaRevueDurable. L'Atelier Paysan redonne leur souveraineté technique aux paysans, LaRevueDurable n°59, été-automne 2017, pp. 42-43.*
- 3) *Stallmann R. Il faut être prêt à payer le prix de la liberté, LaRevueDurable n°63, automne-hiver 2019, pp. 50-54.*
- 4) *de la Perrière RAB. La semence paysanne, source de vie sur les territoires, LaRevueDurable n°56, août-septembre-octobre 2015, pp. 6-11.*
- 5) *LaRevueDurable. Des paysans boulangers, des animateurs et des chercheurs font renaître la biodiversité du blé, LaRevueDurable n°59, été-automne 2017, pp. 38-41.*
- 6) *LaRevueDurable. Construire ensemble des circuits courts alimentaires !, LaRevueDurable n°59, été-automne 2017, pp. 38-41.*
- 7) *Artisans de la transition. Manger, c'est politique !, documentaire de 37 minutes, 2021.*
- 8) *Chollet A, Felli R. Cornelius Castoriadis, l'écologie comme autonomie, LaRevueDurable n°35, septembre-octobre-novembre 2009, pp. 58-61.*
- 9) <https://terredeliens.org>
- 10) www.semencespaysannes.org
- 11) *LaRevueDurable. Technologies numériques : en finir avec le capitalisme de surveillance, LaRevueDurable n°63, automne-hiver 2019, pp. 15-58.*
- 12) <https://securite-sociale-alimentation.org>
- 13) *LaRevueDurable. De l'utilité de la Convention citoyenne sur le climat, LaRevueDurable n°65, hiver-printemps 2021, pp. 45-48.*
- 14) <https://solidaritepaysans.org>
- 15) www.solidaritepaysans.ch

POUR ALLER PLUS LOIN

www.latelierpaysan.org

ÉDITORIAL

LES JEUNES ET L'ÉCOLOGIE

15

15	ÉDITORIAL
16	ILLUSTRATION : TOM TIRABOSCO
17	La vie désire la vie LRD
18	Indicateurs sur les jeunes et le climat LRD
24	Sur le climat, les jeunes se distinguent peu des autres groupes d'âge JAN ROSSET
28	Les répertoires d'actions de jeunes Vaudois JASMINE LORENZINI ET AMÉDÉE FÉLIX
32	Chez les jeunes, les femmes sont plus enclines à agir pour l'environnement JAN ROSSET ET AMÉDÉE FÉLIX
35	Rencontre avec JACQUES DUBOCHET, l'ami des jeunes LRD
38	Détruire le climat détruit aussi les enfants LRD
42	Aider les enfants et les jeunes à transformer leurs émotions en espoir MARIA OJALA
47	La famille, tremplin privilégié pour l'action climatique LRD
50	Le Gymnase d'Yverdon, laboratoire de la durabilité Rencontre avec Christian Henchoz LRD
56	Guide sur les jeunes et l'écologie

En descendant dans la rue en 2018 et 2019 pour crier l'urgence climatique et réclamer une action publique forte, les jeunes ont fait sensation. La puissance et la justesse de leur mobilisation étaient inespérées et leurs effets sur le débat public retentissants. Mais les activistes les plus résolus ne constituent qu'une partie des jeunes. Que pensent tous les jeunes de la génération des 15 à 20 ans, y compris ceux qui n'ont pas manifesté, du climat et de la biodiversité ? Quels sont leurs sentiments à ce propos ? Les plus favorisés sont-ils les seuls à se préoccuper d'écologie ?

A notre connaissance, l'enquête des **Artisans de la transition** que LaRevueDurable présente dans ce dossier est la première du genre en Suisse. Menée dans les règles de l'art à partir d'un échantillon représentatif d'élèves dans quatre écoles du canton de Vaud, elle constitue un document unique sur cette génération.

Cette enquête a pu être réalisée grâce à une très heureuse coopération entre les **Artisans de la transition**, Frédérique Zahnd, professeure de lettres au Gymnase de Morges, et trois chercheurs de l'Université de Genève : Jan Rosset, maître assistant au Département de science politique et relations internationales, Jasmine Lorenzini, chargée de recherche à l'Institut d'étude de la citoyenneté, et Amédée Félix, étudiant en maîtrise de management public jusqu'à fin 2021.

Jan Rosset, stagiaire à LaRevueDurable en 2008, et sa collègue Jasmine Lorenzini ont étudié les mouvements des jeunes pour le climat et codirigent actuellement le projet « Se battre pour le climat pour bien vieillir ? » financé par la Fondation Leenaards. Formé notamment auprès de ces deux chercheurs, Amédée Félix a été stagiaire aux **Artisans de la transition** pour aider à récolter et à traiter les données. Ce stage s'est si bien passé qu'Amédée a ensuite rejoint l'équipe des **Artisans de la transition** !

Nous sommes infiniment reconnaissants à ces quatre personnes d'avoir permis à ce dossier de voir le jour.



Le prochain dossier de LaRevueDurable aura pour thème :

Démocratie et écologie

Pour commander LaRevueDurable :

Consultez notre site www.larevuedurable.com
ou appelez le + 41 (0)26 321 37 11



LRD

La vie désire la vie

La vie désire la vie. Et ce désir se manifeste aujourd'hui avec éclat chez une partie des jeunes. Les mauvaises nouvelles, la catastrophe qui plane et les blocages systémiques en apparence insurmontables génèrent du désarroi, de l'amertume, et même du désespoir, mais le fait est qu'ils et elles restent très nombreux à continuer de jeter leur âme dans la bataille pour que le « système » se réoriente rapidement.

Après les manifestations géantes, l'éteignoir de la pandémie, la répression et les procès pour désobéissance civile gagnés ou perdus, beaucoup adaptent leur mode de vie, certains rejoignent une communauté alternative, d'autres entrent en politique, adhèrent à une association ou s'engagent dans une entreprise en accord avec leurs convictions, tandis que la relève à l'école fait perdre les grèves pour le climat et la pression sur les institutions.

A la recherche de l'élan perdu

Mais cela ne peut évidemment pas suffire. La dynamique citoyenne n'a pas véritablement redémarré après la fin des restrictions sanitaires et les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde ont repris leur calamiteuse courbe ascendante.

D'où cette question sur les lèvres de tous les activistes du climat : comment retrouver l'élan perdu ? Ce soixante-septième dossier de LaRevueDurable part de la conviction que les jeunes représentent toujours une force motrice incomparable. Mais l'étude des **Artisans de la transition** réalisée auprès de tous les jeunes – et pas seulement des activistes – dans quatre écoles du canton de Vaud confirme l'un des principaux résultats d'une grande enquête internationale parue fin 2021 : les jeunes ont, en majorité, peur de l'avenir.

Ils savent que le monde devient de plus en plus dangereux et perçoivent ce surcroît de dangers avec une acuité aiguë. En partie à cause de leur âge. En partie à cause de leur impuissance à stopper la spirale de destructions en cours. Ils voient beaucoup trop d'adultes ne pas chercher à les aider alors que la fenêtre d'opportunité encore ouverte aujourd'hui pour agir sera refermée lorsqu'ils seront eux-mêmes en situation de responsabilité.

C'est bien un sentiment de trahison que de nombreux jeunes ressentent. Outre un niveau d'anxiété très élevé, l'enquête des **Artisans de la transition** révèle leur confiance extrêmement faible dans leur gouvernement. Un résultat d'autant plus frappant que la population suisse est, traditionnellement, très confiante envers ses institutions démocratiques.

Pour relancer le mouvement social pour le climat, les jeunes représentent une force potentielle aussi importante qu'unique. Mais ils ne peuvent rien seuls. Il leur faut de l'aide. Soit parce qu'ils ne peuvent pas amener seuls les pouvoirs publics à prendre les mesures qui s'imposent. Soit parce que les difficultés qui leur barrent la voie leur paraissent trop grandes, ce qui les amène à réprimer leur capacité à intervenir.

En schématisant, deux cas de figure se présentent. Dans le premier, les enfants se « grillent » à force de se démener en l'absence d'appuis humains et structurels suffisants. Dans le second, ils contiennent leur puissance d'agir parce que la montagne leur paraît beaucoup trop haute à gravir.

Plaidoyer pour des alliances intergénérationnelles

La littérature scientifique informe que les parades à apporter à ces deux sources d'échec ne font pour l'essentiel qu'une. Les émotions négatives peuvent être transformées en espoir et motivation pour agir d'abord si l'on se sent écouté et épaulé. Plus les adultes écouteront les jeunes, parleront avec eux de la situation et se bougeront eux-mêmes, plus les jeunes auront eux aussi la volonté d'intervenir et sauront s'épanouir malgré tout.

Ce dossier est ainsi un plaidoyer pour renforcer, systématiser et professionnaliser les alliances intergénérationnelles entre jeunes et adultes. Il revient aux parents, éducateurs et politiques de partager les émotions des jeunes et de montrer qu'ils sont réellement à leur côté en s'impliquant dans les indispensables réponses urgentes et fortes à apporter.

C'est par exemple ce que fait, en Suisse, Jacques Dubochet, Prix Nobel de chimie et figure de proue du mouvement des Grands-parents pour le climat : depuis la fin 2018, il place les jeunes au centre de son engagement et associe tout le poids symbolique de sa stature à leur action. Ce faisant, il lutte contre le sentiment d'abandon qui ne peut que décourager les jeunes de mener leurs actions.

Les Grands-parents pour le climat, qui se renforcent en Europe francophone, et les Parents pour le climat, qui viennent à leur tour appuyer les jeunes, montrent que tous les adultes ne tournent pas le dos aux enfants.

L'apparition des Parents pour le climat est une très bonne nouvelle. Via l'exemplarité et les actes quotidiens, les parents sont une source privilégiée d'apprentissage sur le climat et l'écologie. Et plus les parents et les enfants échangeront sur l'écologie, plus les attitudes et les comportements dans les familles favoriseront une action résolue.

Une nécessité fondée sur les connaissances

Et bien sûr, il n'y a pas que les parents et les grands-parents qui ont un contact privilégié et régulier avec leurs enfants et leurs petits-enfants, il y a aussi l'école. Une école qui, aujourd'hui, n'a pas les moyens de passer la vitesse supérieure. En particulier pour mener avec les élèves des projets pratiques qui prouvent que leurs professeurs et l'ensemble de la communauté scolaire ont compris qu'ils devaient eux aussi négocier le nécessaire virage à angle droit vers un autre mode de vie.

Reste à convaincre le politique qu'il ne s'agit pas là d'une idéologie arbitraire, mais bien d'une obligation guidée par les connaissances qui s'accumulent et les événements qui les confirment année après année. Sur ce plan aussi, bien sûr, il revient aux adultes d'agir avec détermination. Et qui sait, peut-être la lecture de ce dossier les aidera-t-il à franchir ce pas ! ■

LRD

Indicateurs sur les jeunes et le climat

18

En mai et juin 2021, 909 jeunes majoritairement entre 15 et 20 ans ont répondu à un questionnaire que les **Artisans de la transition** ont diffusé dans un gymnase et trois écoles professionnelles du canton de Vaud. Les élèves au gymnase représentent 53 % de l'échantillon, celles et ceux en école professionnelle 47 %.

Le premier constat qui se dégage est la grande similitude des réponses obtenues dans ces deux échantillons. Dans tous les tableaux, les chiffres marqués d'un astérisque* signalent les différences statistiquement significatives entre les deux groupes. Une différence statistiquement significative dépasse la marge d'erreur possible dans un échantillon. Or, les astérisques sont peu nombreux dans les résultats de cette enquête.

Inquiétudes, états d'esprit

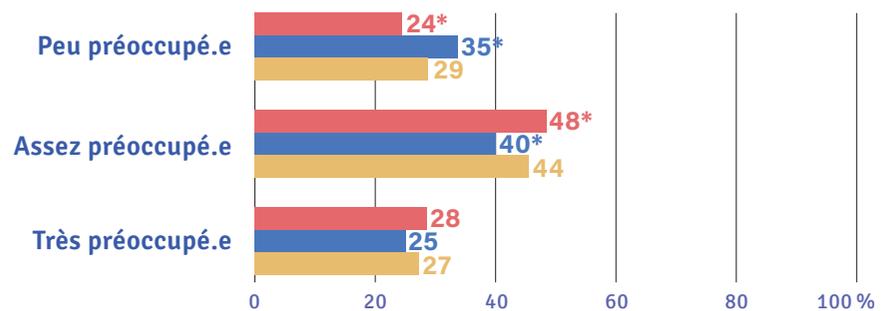
Globalement, près des trois quarts des élèves (71 %) déclarent être assez ou très préoccupés par le changement climatique. Un résultat très proche de celui de la population suisse en général (Jan Rosset, page 24).

La proportion d'élèves « très préoccupés » par le changement climatique est la même dans les deux groupes, qui se différencient cependant dans la répartition entre peu et assez préoccupés. Les élèves en école professionnelle sont 11 % plus nombreux à déclarer être « peu préoccupés » que leurs pairs au gymnase, et 8 % moins nombreux à affirmer être « assez préoccupés ».

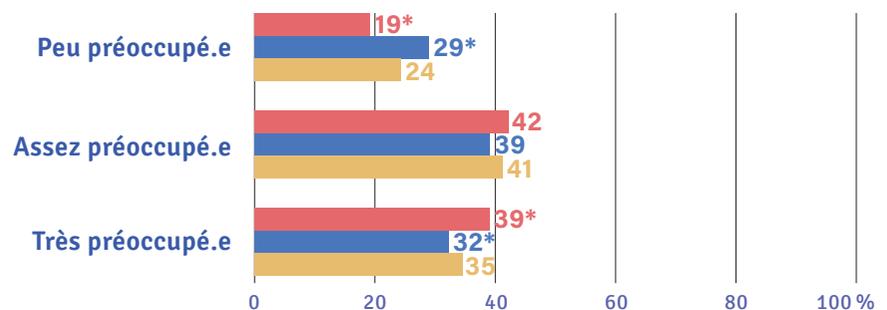
Fait remarquable : les jeunes se sentent plus concernés par la perte de biodiversité que par le changement climatique. La part qui dit être « très préoccupée » passe d'environ un quart à propos du climat à environ un tiers à propos de la biodiversité.

Le sentiment le plus unanimement partagé à propos des dégradations écologiques est la compassion, puis vient le manque d'espoir. Seul un ou une élève sur cinq dit son indifférence.

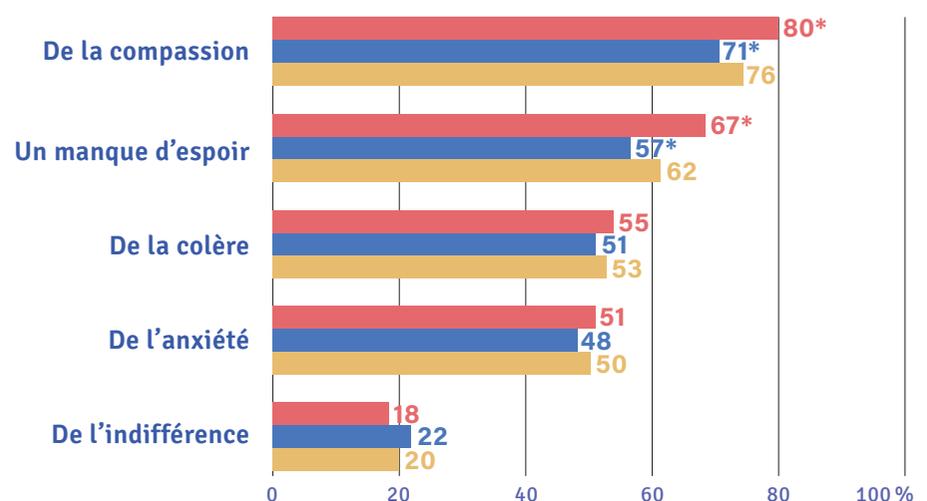
Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé.e par le changement climatique ? (en %)



Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé.e par la perte de biodiversité ? (en %)



Les dégradations écologiques m'inspirent (en %)



■ Gymnase ■ École professionnelle ■ Moyenne de l'échantillon total

Les personnes interrogées devaient estimer, sur une échelle de 0 (pas du tout probable) à 10 (totalement probable), la probabilité que diverses conséquences négatives aient lieu et les affectent directement. Pour quatre énoncés sur six, le résultat est supérieur au milieu de l'échelle, ce qui signifie que les jeunes jugent ces conséquences probables. A noter qu'une différence de 0,5 point en moyenne sur une telle échelle est déjà considérable.

Il est intéressant de relever que les conséquences négatives que les élèves jugent les plus probables diffèrent de celles qu'ils pensent les affecteront le plus directement. Ils estiment l'arrivée en masse de migrants la conséquence la plus probable, mais ne pensent pas que cela les affectera (5 est une note neutre). En revanche, ils craignent de connaître la faim et l'effondrement des services publics.

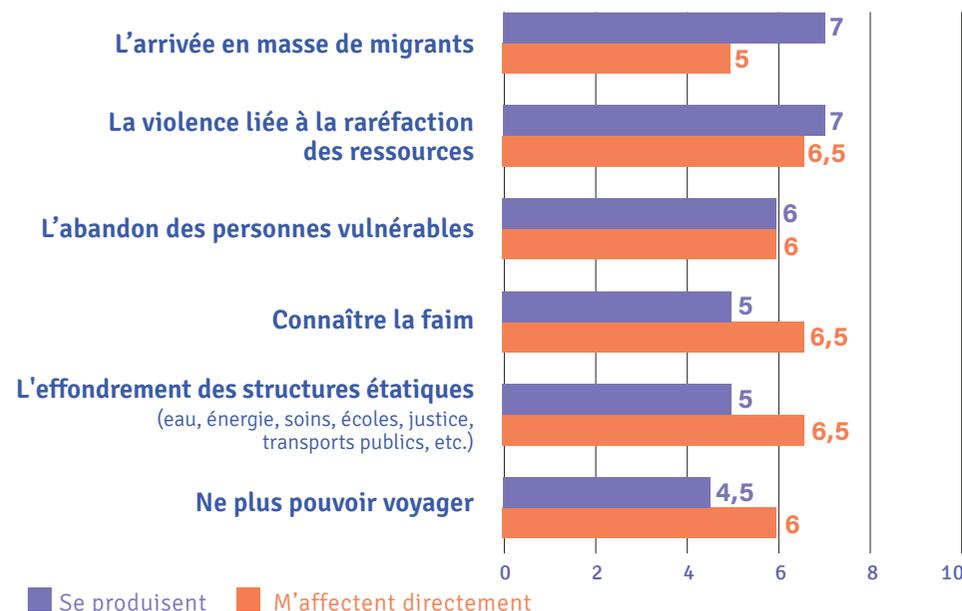
Les données sur le degré de satisfaction dans la vie donnent une image d'une génération en souffrance. L'enquête MOSAiCH 2020, qui interroge chaque année un échan-

tillon représentatif des personnes âgées de 18 ans et plus résidant en Suisse sur différents sujets d'actualité, livre des résultats très différents. En 2020, cette enquête (qui repose sur des questions posées entre février et août 2020) ne révèle que 3 % de personnes insatisfaites de leur vie (Fors – Swiss Centre of Expertise in the Social Sciences, Lausanne, 2021).

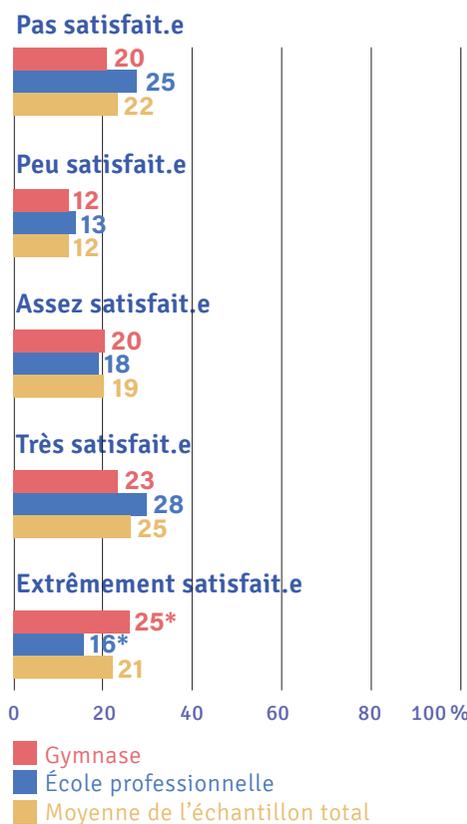
Même si les méthodes de collecte d'informations ne sont pas les mêmes, les élèves qui ont répondu à l'enquête des **Artisans de la transition** seraient près de huit fois plus nombreux, voire douze fois si on tient compte des personnes « peu satisfaites », que le reste de la population suisse à ne pas être satisfaits de leur vie. A l'opposé, 91 % des Suisses déclarent être assez, très ou totalement satisfaits de leur vie, contre seulement 65 % des jeunes interrogés.

Sans surprise, c'est via internet et les réseaux sociaux que les élèves s'informent en premier lieu sur l'écologie.

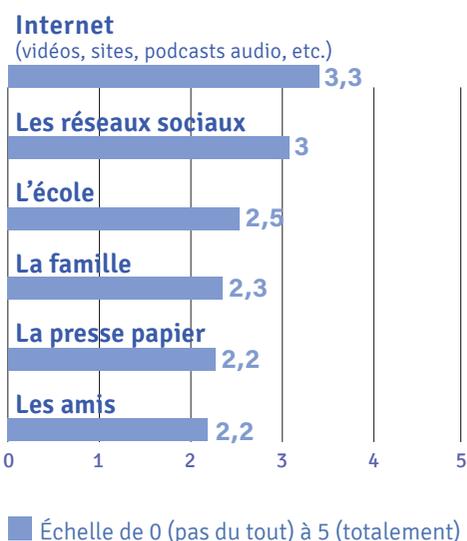
Dans quelle mesure est-il selon vous probable que ces conséquences négatives se produisent et qu'elles vous affectent directement ? (échelle de 0 à 10)



Tout bien considéré, dans quelle mesure vous sentez-vous satisfait.e de votre vie ? (en %)



Sources d'informations sur l'écologie



Informations techniques

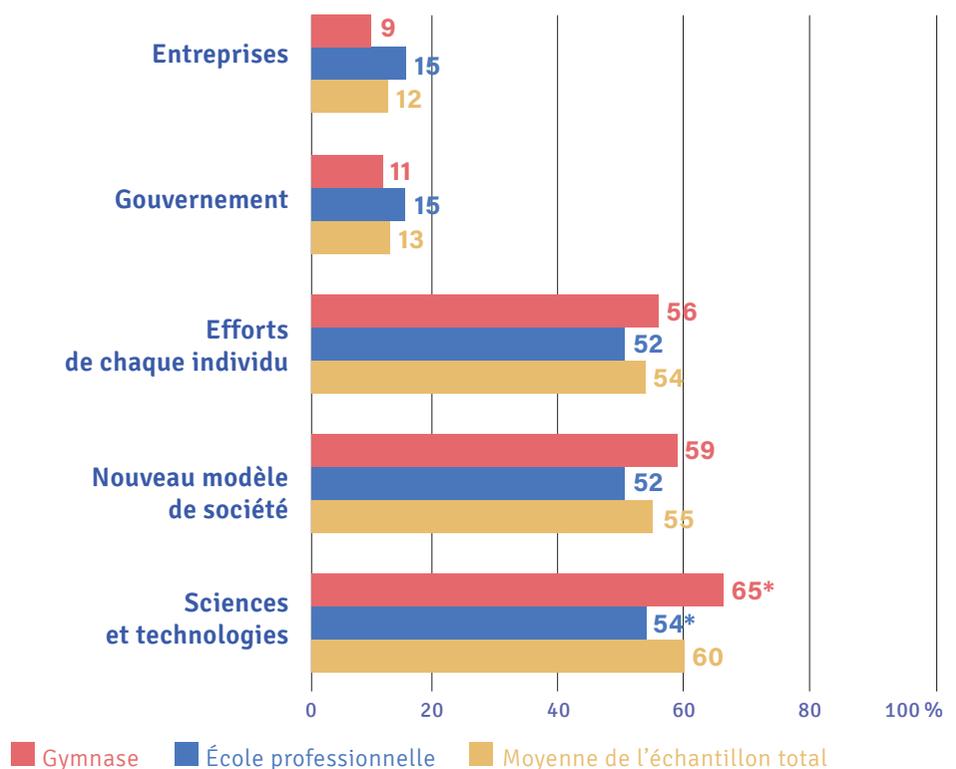
L'échantillon de 909 élèves sur lequel l'enquête des **Artisans de la transition** se base provient d'un gymnase et de trois écoles professionnelles du canton de Vaud. Les élèves qui ont répondu se distribuent entre 53 % au gymnase et 47 % en école professionnelle. Cette répartition est proche de celle de la population totale des jeunes du canton de Vaud. Selon les statistiques cantonales, à la fin de l'année scolaire 2019-2020, 45 % des jeunes quittant l'école obligatoire avaient choisi le gymnase, 45 % avaient opté pour une formation professionnelle ou une année de transition et 10 % n'étaient plus en formation.

Pour l'ensemble de l'échantillon, la marge d'erreur à 95 % est de +/- 3,2 %. Un exemple permet de comprendre ce que cela veut dire : selon cette enquête, 71 % des jeunes sont préoccupés par la crise climatique. La marge d'erreur de +/- 3,2 % signifie que si l'on refait vingt fois l'enquête selon la même procédure, 19 fois sur 20 on obtiendra un résultat entre 67,8 et 74,2 %.

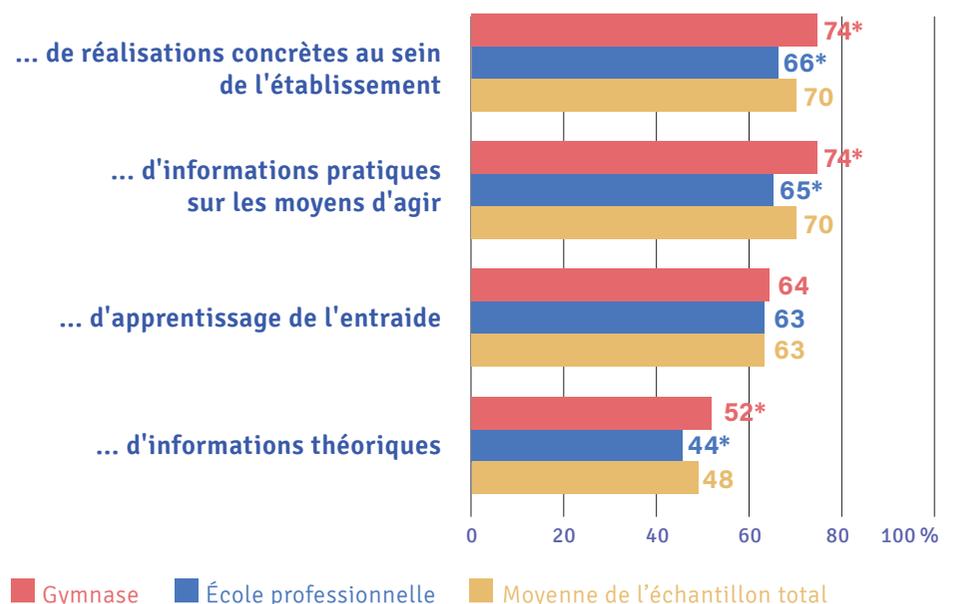
Pour avoir un échantillon plus représentatif des jeunes qui vivent dans le canton de Vaud, il aurait fallu tirer au sort celles et ceux qui devaient répondre à l'enquête. Ne disposant pas de la liste de tous les jeunes Vaudois, cela n'était toutefois pas possible. Dès lors, les limites de l'enquête des **Artisans de la transition** sont, d'une part, une surreprésentation de certaines régions du canton dans l'échantillon et une sous-représentation des autres régions et, d'autre part, l'impossibilité d'interroger les jeunes qui ne sont plus en formation. L'échantillon est cependant le meilleur qu'il était possible aux de collecter.

LRD

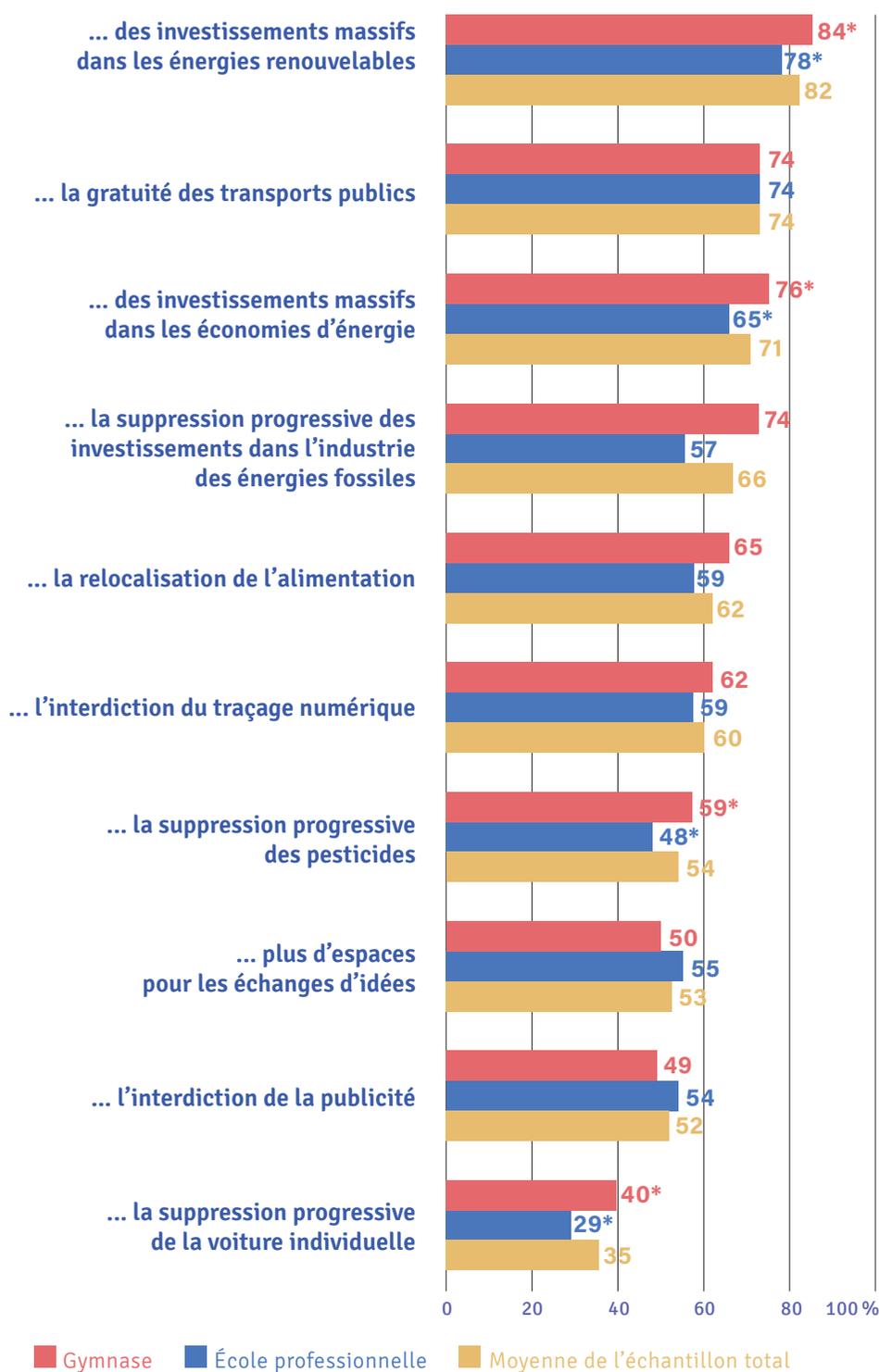
Dans quelle mesure pensez-vous qu'on peut faire confiance aux acteurs suivants pour résoudre les problèmes écologiques et climatiques ? (% de personnes d'accord)



En matière d'écologie, je souhaite que l'école m'apporte plus ... (en %)



Pour ce qui est des autorités publiques en matière d'écologie et d'avenir, j'attends qu'elles mettent en œuvre... (en %)



Revendications

Sur les réponses à apporter aux problèmes écologiques et climatiques, les élèves questionnés ont peu confiance dans les entreprises et le gouvernement. Ils sont respectivement 12 % et 13 % à penser qu'ils peuvent résoudre ces problèmes. Ils sont en revanche plus de la moitié à faire confiance aux efforts individuels, à un nouveau modèle de société et près des deux tiers des élèves au gymnase placent leurs espoirs dans les sciences et les technologies.

Qu'ils soient en école professionnelle ou au gymnase, les élèves attendent de l'école plus de concret : des réalisations et des informations pratiques pour agir, plus que des informations théoriques.

Concernant les actions des pouvoirs publics, les élèves plébiscitent les investissements dans les énergies renouvelables, juste devant la gratuité des transports publics, seule mesure qui plaise autant aux élèves au gymnase et en école professionnelle. La mesure qui suscite le moins d'adhésion parmi les élèves est la suppression progressive de la voiture individuelle.

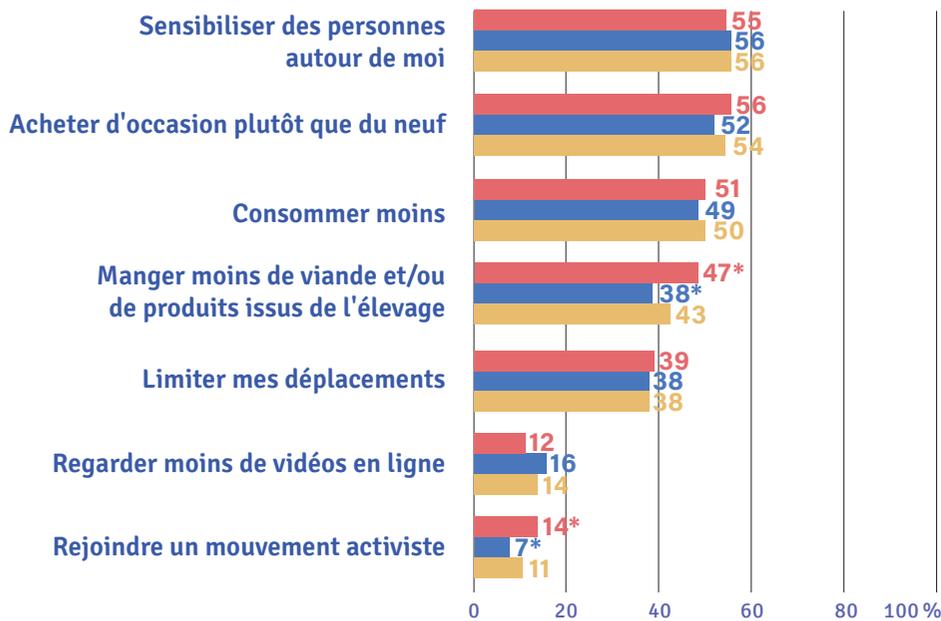
Engagements et actions

Sensibiliser des personnes dans leur entourage est l'action la plus répandue parmi les jeunes sondés : 56 % déclarent y avoir eu recours durant les douze derniers mois. Acheter d'occasion plutôt que du neuf arrive en deuxième place.

Le sport et la musique arrivent en haut des engagements associatifs des élèves qui ont participé à l'enquête : 61 % des élèves au gymnase et 47 % des élèves en école professionnelle sont membres d'un club sportif ou de loisirs ou ont un engagement musical. Entre 6 et 8 % déclarent être membres d'une association liée à l'environnement.

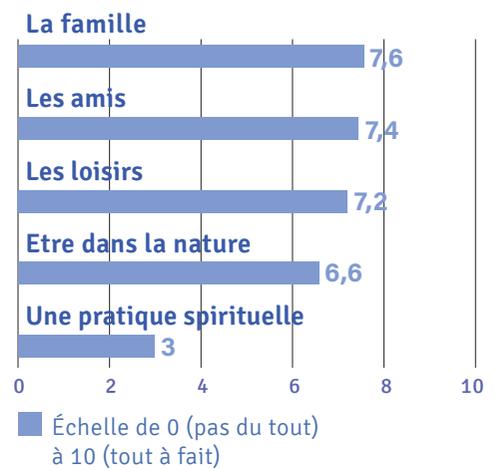
Pour faire face aux sentiments négatifs que la crise écologique génère, les amis et la famille constituent la principale ressource : en

Durant l'année dernière, avez-vous accompli l'une des actions suivantes pour des raisons politiques, éthiques ou écologiques ? (% de oui)

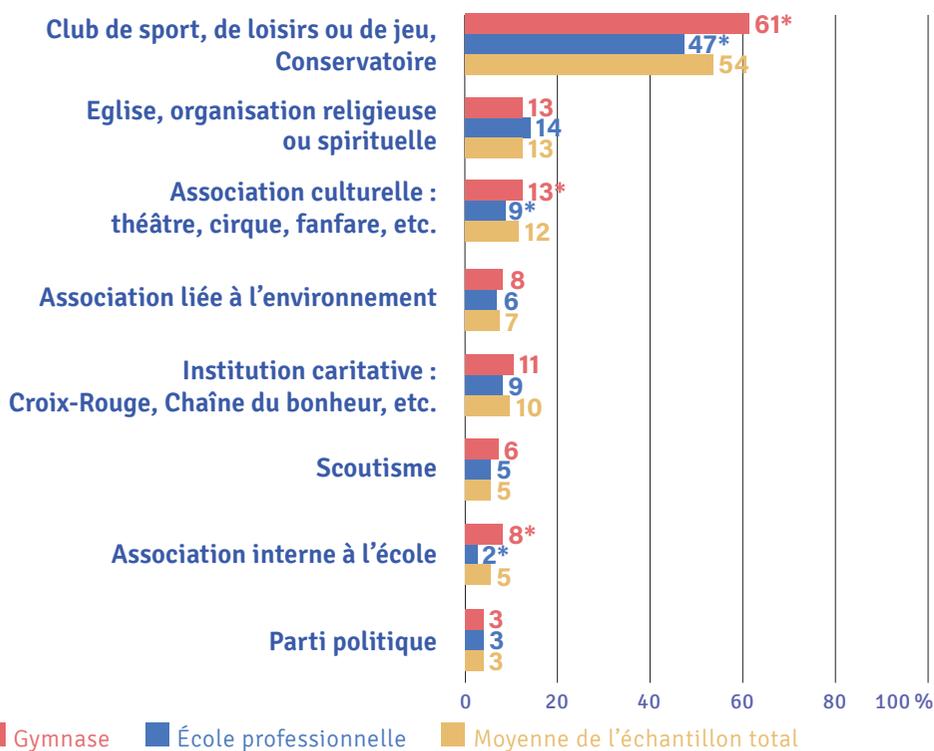


moyenne, les élèves les considèrent comme une ressource assez importante. La ressource à laquelle les jeunes consultés font le moins appel est la pratique spirituelle : la moitié juge que ce n'est pas du tout ou que c'est peu une ressource face aux dégradations écologiques. ■

Dans quelle mesure les ressources suivantes vous aident-elles à faire face à la crise écologique ?



Etes-vous membre d'une ou de plusieurs associations ou collectifs citoyens ? (% de oui)



■ Gymnase ■ École professionnelle ■ Moyenne de l'échantillon total

Variables sociodémographiques de l'échantillon

Nombre de personnes qui ont répondu		909
Année de naissance moyenne		2002 / ≤ 19 ans
Femmes		45 %
Hommes		50 %
Non-binaires		5 %
Nombre médian de personnes dans leur ménage (y c. elles-mêmes)		4
Lieu de vie médian		Village 57 %
Formation		
Gymnase / École de maturité, ECG, EC, etc.		53 %
École professionnelle / CFC, MP, etc.		47 %

Métiers des pères les plus représentés	
Professions intellectuelles, libérales et scientifiques	25 %
Directeur.trice.s, cadres supérieur.e.s	17 %
Ouvrier.ère qualifié.e	15 %
Métiers des mères les plus représentés	
Professions intellectuelles, libérales et scientifiques	28 %
Professions de type administratif	27 %
Métiers des services	10 %

L'enseignante qui a permis de réaliser l'enquête

Professeure en France et en Suisse depuis une vingtaine d'années, Frédérique Zahnd est en poste au Gymnase de Morges depuis 2015. Durant l'été 2019, à l'occasion d'un prochain congé sabbatique, elle frappe à la porte de LaRevueDurable. Les Artisans de la transition souhaitant alors travailler sur les jeunes et l'écologie, l'idée de coopérer semblait aller de soi.

La vague verte, Frédérique Zahnd l'a vu arriver. « Je me souviens de la rentrée 2018, raconte-t-elle. Après un été caniculaire, il a fallu six mois à une poignée de profs pour faire accepter à la conférence des maîtres l'idée de renoncer à l'avion pour les voyages d'études. » Quelques mois plus tard, en juillet, la ministre vaudoise Cesla Amarelle faisait appliquer la mesure à toutes les écoles du canton.

« En 2019, lorsque j'ai fait lire à mes élèves *Rejoignez-nous* de Greta Thunberg, j'avais l'impression de pratiquer une forme de

désobéissance civile. Aujourd'hui, la hiérarchie appuie les projets qui vont dans ce sens. » En trois ans, la prise de conscience a été massive : « La plupart des élèves ont fait l'expérience collective des grandes grèves du climat de 2019, et si certains y sont allés « pour voir », ils en sont revenus changés, bouleversés parfois. »

« L'école publique devrait permettre aux jeunes de répondre à la question de Bruno Latour Où suis-je ? estime Frédérique Zahnd, qui voit dans l'enquête des Artisans de la transition un encouragement. « Il faudrait que toutes les branches se saisissent du sujet et pas seulement les sciences. Développer une nouvelle sensibilité au vivant, cela passe aussi par la littérature, la philosophie et les arts. »

Elle espère que les programmes en gestation pour le niveau gymnasial accorderont du temps à ce domaine : « L'école peut jouer un

rôle immense pour transformer les mentalités et initier une transition vers un monde où l'on respecte le vivant. Pour l'instant, elle reste schizophrène, elle reflète les tensions qui traversent la société tout entière. »



Ecologiste, autrice¹, féministe et catholique, Frédérique Zahnd est aussi engagée avec Extinction Rebellion et comparaitra au « Procès des 200 » en avril 2022². Avec son énergie semble-t-il inépuisable, elle a participé à toutes les phases de ce dossier : élaboration du questionnaire,

recherche d'écoles partenaires et aide à sa préparation. Merci Frédérique !

LRD

1) *Son premier livre*, Autopsie d'un best-seller, le substrat catholique dans La vie sexuelle de Catherine M, est paru aux Éditions Unicité en février 2022.

2) <https://leprocesdes200.ch>



JAN ROSSET*

Sur le climat, les jeunes se distinguent peu des autres groupes d'âge

24

Présentées essentiellement comme des manifestations de jeunes, les marches pour le climat en 2019 ont pu faire croire que cette génération diffère profondément des générations précédentes quant à ses attitudes et comportements vis-à-vis du climat et de la planète. Les données provenant d'un échantillon représentatif de la population montrent pourtant que les différences ne sont pas flagrantes. Au vrai, il existe surtout un potentiel pour des alliances intergénérationnelles.

En 2019, de nombreuses manifestations pour le climat ont eu lieu un peu partout dans le monde. En Suisse, où le mouvement a été très suivi, on pouvait lire dans les journaux que c'étaient essentiellement des jeunes qui manifestaient et qu'on avait affaire à une nouvelle génération qui serait radicalement différente des précédentes.

Mais on pouvait aussi entendre dans les bistrotts que ces mêmes jeunes laissaient traîner des déchets de fast-food à tous les coins de rue, étaient scotchés à leur smartphone et accrochés aux voyages en avion. Dans un pays qui cultive le consensus, on a pu croire à la naissance d'un clivage générationnel d'une ampleur non égalée depuis les années 1970.

*Jan Rosset est maître assistant au Département de science politique et relations internationales de l'Université de Genève.

Les grèves pour le climat et leur succès ont pris de court médias et opinions publiques qui ont dû faire sens de ces événements quitte à se faire une image caricaturale des jeunes d'aujourd'hui. Les personnes favorables à la lutte contre le changement climatique plaçaient leurs espoirs dans cette jeune génération qu'elles imaginaient unanime autour de cette cause et celles qui se sentaient attaquées par ses revendications pointaient du doigt non pas une diversité d'opinions parmi les jeunes, mais une incohérence entre leurs revendications et leurs actions.

Qu'en est-il réellement ? Les jeunes d'aujourd'hui ont-ils un rapport différent à l'environnement que les générations précédentes ? En quoi leurs opinions divergent-elles de celles des autres groupes d'âge et existe-t-il des points de convergence ?

Répondre à ces questions n'est pas simplement une manière d'assouvir une curiosité ou

de valider telle ou telle préconception sur la jeunesse actuelle. C'est aussi une façon d'essayer de comprendre à quoi on peut s'attendre en termes d'évolution des opinions ces prochaines années et de jauger du potentiel d'une coalition intergénérationnelle pour le climat.

Un fossé en question

Plusieurs théories prédisent des différences en termes d'attitudes et de comportements pro-environnementaux entre les jeunes et le reste de la population. Elles insistent soit sur des effets de cycle de vie, c'est-à-dire le fait que les jeunes vivent une réalité spécifique qui les distingue de manière transitoire des autres groupes d'âge¹, soit sur des effets de cohorte, c'est-à-dire le fait que les générations sont confrontées à des réalités contrastées dans leurs années formatives², avec des différences entre générations qui persisteraient sur le long terme.

Il y a bien sûr de très nombreuses nuances à ces théories, mais les deux explications ont tendance à prédire un niveau de préoccupation et d'attitudes proenvironnementales plus important chez les jeunes que parmi les autres groupes d'âge.

En schématisant un peu, on pourrait dire que le simple fait que le contexte informationnel sur l'environnement a changé et que la place occupée par les questions environnementales dans les médias et la vie publique a

augmenté ces dernières décennies (Franzen et Vogel, 2013), ajouté à des motifs égoïstes comme le fait d'avoir une plus longue espérance de vie et un plus fort risque de pâtir personnellement des conséquences du changement climatique prédisent que les jeunes devraient particulièrement se préoccuper du climat et être plus enclins à adopter des comportements proenvironnementaux. En même temps, les travaux empiriques questionnent l'existence d'un fossé entre les générations sur cette question (Gray et coll., 2019 ; Lorenzini et coll., 2021).

Pour évaluer ce qu'il en est dans la Suisse contemporaine, on peut utiliser les données de l'enquête MOSAiCH qui, en 2020, portait sur l'environnement, à laquelle plus de 4000 individus tirés au sort dans la population suisse adulte ont répondu entre février et août. Le Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS) a récolté et archivé ces données (Ernst Stähli et coll., 2021).

Quatre attitudes ou comportements

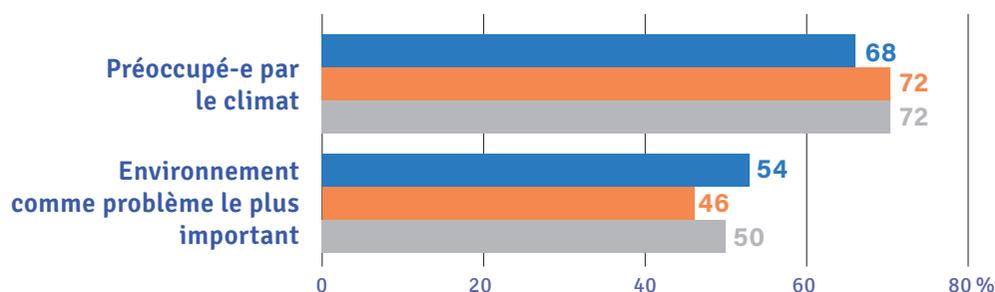
On s'intéresse ici spécifiquement à quatre types d'attitudes ou comportements qui pourraient distinguer les jeunes des autres générations : les préoccupations environnementales, les opinions concernant les moyens à employer pour limiter le changement climatique, la volonté de faire des efforts pour des raisons environnementales et, finalement, les comportements pro-environnementaux effectivement adoptés au quotidien.

Dans ces analyses descriptives, on distingue les jeunes âgés de 18 à 25 ans de la catégorie d'âge de 26 à 63 ans, qui définit souvent la population active, et des plus de 64 ans, dont les membres sont à la retraite ou sont sur le point de l'être.

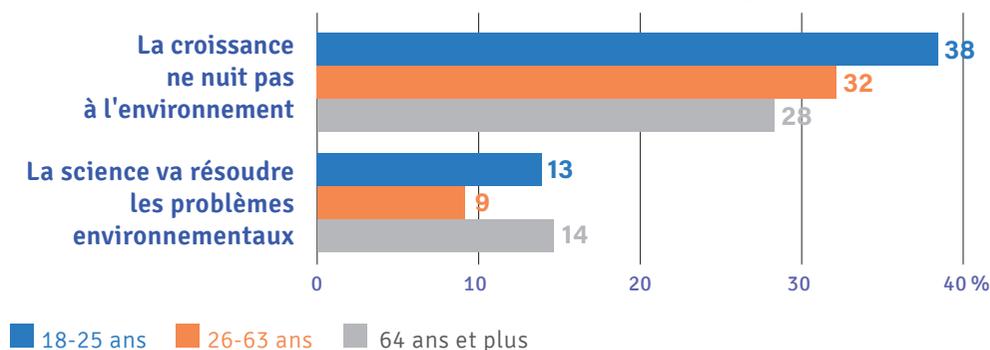
Les préoccupations

Les jeunes sont-ils davantage préoccupés par le climat que les autres groupes d'âge ? Le graphique 1 montre qu'environ 70 % de

1) Préoccupations environnementales, par groupes d'âge



2) Attitudes envers la croissance économique et la science pour résoudre les problèmes environnementaux, par groupes d'âge



chaque groupe d'âge se dit préoccupé par le climat (haut du graphique). La petite différence entre les jeunes et les deux autres catégories n'est pas statistiquement significative, c'est-à-dire que la probabilité que la différence mesurée dans l'échantillon ne se retrouve pas dans la population suisse est élevée.

En revanche, lorsqu'on demande aux personnes de nommer spontanément les deux problèmes actuels qu'elles jugent les plus importants, les jeunes ont tendance à plus souvent parler de l'environnement que leurs aînés (bas du graphique). Ils et elles sont près de 55 % à le faire contre respectivement 47 et 49 % pour la population active et les 64+. Ici, les jeunes se distinguent significativement des deux autres groupes.

Les moyens

Les jeunes entendent-ils des solutions de nature différente pour « résoudre » les problèmes environnementaux ? Deux

« solutions » sont souvent mises en avant pour y parvenir sans avoir à changer en profondeur les modes de vie : la croissance verte, c'est-à-dire le découplage entre activité économique et dégradation de l'environnement (Jackson, 2009-2010) et, en lien avec cette première « solution », les progrès scientifiques qui devraient permettre d'atténuer les effets environnementaux des activités humaines, voire de réparer certains dommages via, par exemple, les émissions négatives, c'est-à-dire la captation de CO₂ (Fragnière, 2018).

Le graphique 2 révèle qu'une très faible minorité de la population suisse croit en ces deux solutions. En premier lieu, seul un tiers des personnes qui ont pris part à l'enquête pensent que la croissance ne nuit pas à l'environnement³. Et les moins critiques de la croissance sont de loin les jeunes. Ils et elles sont respectivement environ 5 et 10 points de pourcentage plus nombreux que les deux autres catégories d'âge à penser que la croissance ne nuit pas forcément à l'environnement.

Cette différence entre les groupes d'âge est surprenante. En spéculant, on pourrait se demander si l'on ne retrouve pas ici le résultat d'un marketing axé sur la consommation verte vue comme favorable à l'environnement auquel les générations plus anciennes ont été moins exposées dans leur jeunesse.

En second lieu, la proportion de personnes qui ont répondu que « la science va résoudre les problèmes environnementaux » est, en revanche, marginale, de 10 à 15 %. Sur ce point, seules de faibles différences entre les groupes d'âge sont observées.

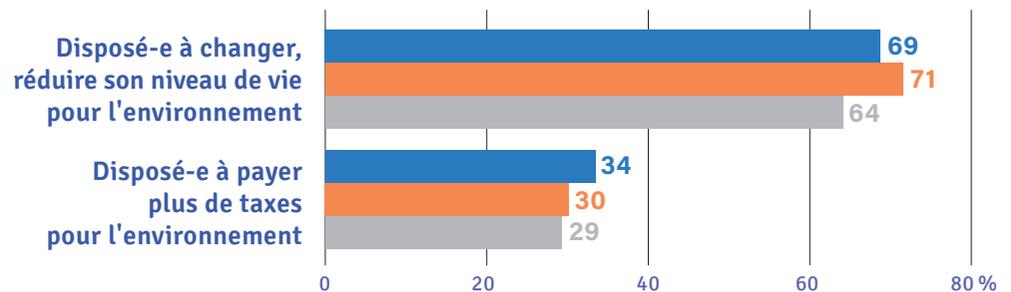
Le niveau de vie

Si tous les groupes d'âge sont sceptiques concernant les solutions techniques aux problèmes environnementaux, à quel point sont-ils favorables à des changements de mode de vie ou à réduire leur revenu disponible en payant des taxes en faveur de l'environnement ? Le graphique 3 atteste, là encore, des différences faibles entre les groupes d'âge et, surtout, une disposition de la population suisse à faire des efforts pour l'environnement : environ 70 % des personnes ayant participé à l'enquête déclarent être prêtes à réduire leur train de vie.

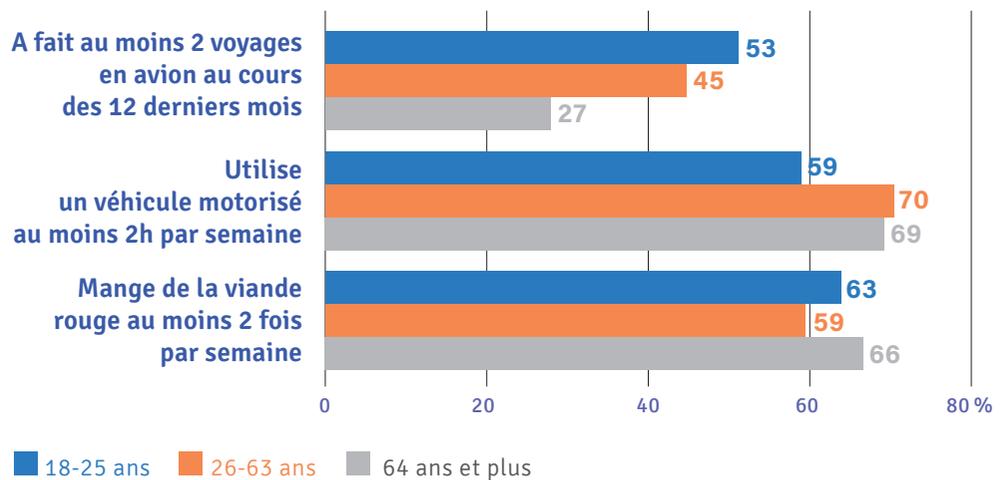
Cependant, lorsqu'on les interroge sur leur disposition à payer plus d'impôts pour l'environnement, le pourcentage baisse beaucoup mais, à nouveau, reste très proche dans les trois groupes d'âge. C'est assez paradoxal puisqu'une baisse du niveau de vie n'est finalement rien d'autre qu'une diminution du revenu disponible ou, du moins, de son utilisation.

Il est probable que cette proportion plus faible pour la seconde question soit liée à une défiance envers l'Etat et son implication dans l'économie, mais il est aussi possible qu'elle révèle le fait que de nombreuses personnes soutiennent le concept abstrait de réduction de niveau de vie, mais n'ont pas du tout la même opinion lorsqu'elles envisagent de manière plus concrète la réduction de leur revenu disponible.

3) Proportion de personnes qui ont répondu et prêtes à réduire leur niveau de vie et à payer davantage d'impôts pour l'environnement, par groupes d'âge



4) Proportion de personnes qui ont répondu avoir voyagé en avion, en voiture ou avoir mangé de la viande, par groupes d'âge



Le comportement

Le dernier graphique compare les jeunes aux deux autres groupes d'âge sur trois questions liées aux comportements. La partie haute du graphique montre la proportion de jeunes et de moins jeunes qui déclare avoir pris l'avion au moins deux fois au cours des douze derniers mois. Au milieu se trouve la proportion de personnes qui dit utiliser un véhicule motorisé individuel au moins deux heures par semaine. Et le bas du graphique présente la proportion de personnes qui déclare manger de la viande rouge au moins deux fois par semaine.

Ces indicateurs ne suffisent évidemment pas à rendre compte des impacts environ-

nementaux individuels, mais ils donnent quelques indications sur des comportements sur lesquels les individus peuvent assez aisément avoir une influence. Or, on voit que chaque groupe d'âge se distingue négativement et positivement sur un type de comportement : les retraités prennent moins l'avion, mais mangent plus de viande rouge, la population active déclare en manger le moins, mais utilise le plus la voiture, contrairement aux jeunes qui déclarent prendre l'avion plus souvent.

Au bilan, s'il y a des différences par indicateur, on ne peut pas dire que, globalement, un groupe d'âge affiche des comportements plus vertueux que les autres.

Potentiel d'alliances inter-générationnelles

Ces divers résultats révèlent que les jeunes ne sont pas unanimes sur les questions environnementales. Et qu'ils et elles ne sont ni nettement plus ni nettement moins favorables à l'environnement que leurs aînés. En tant que groupe, cette tranche d'âge n'est ni plus ni moins cohérente que les générations précédentes sur les questions environnementales.

En fait, il est remarquable d'observer que parmi tous les groupes d'âge, des majorités écrasantes sont préoccupées par le climat, ne pensent pas que la science seule résoudra ce problème, sont conscientes des impacts de la croissance économique sur l'environnement, se disent prêtes à des sacrifices ou à des changements à leur niveau, mais ont des comportements qui ne sont pas toujours en phase avec ces aspirations.

Quelques nuances distinguent tout de même un tant soit peu les jeunes de leurs aînés : la problématique environnementale est plus saillante pour eux et elles, puisqu'ils et elles désignent plus régulièrement l'environnement comme enjeu majeur de manière spontanée, sont moins enclins à croire que la croissance nuit forcément à l'environnement, utilisent moins les véhicules motorisés individuels, tout en prenant plus souvent l'avion que leurs aînés.

Ces résultats indiquent que les réponses aux problèmes environnementaux ne viendront pas d'un simple renouvellement de générations et qu'il existe un potentiel pour des coalitions intergénérationnelles ici et maintenant. En insistant sur la jeunesse des mouvements pour le climat, les médias ont inventé un clivage entre groupes d'âge qui n'existe pas et qui dessert la cause environnementale.

Il y a également au moins deux points que ces résultats ne révèlent pas : l'intensité de ces

attitudes et comportements et la diversité des opinions parmi les jeunes. Dans la mesure où l'impulsion pour les grèves du climat est venue de jeunes qui, par la suite, ont été rejoints par toutes les tranches d'âge (Lorenzini et coll., 2021), il est évident qu'il y a dans ce groupe d'âge des personnes très engagées qui ont été capables de lancer le mouvement.

Des majorités écrasantes sont préoccupées par le climat

Les analyses présentées ici ne permettent pas d'identifier de manière fine le niveau d'intensité des attitudes et des comportements. Il n'est par exemple pas impossible que parmi les quelque 70 % de jeunes qui se disent préoccupés par le climat, le niveau de préoccupation soit beaucoup plus élevé que parmi les quelque 70 % qui, dans les autres groupes d'âge, se disent aussi préoccupés par le climat.

Il n'est pas non plus impossible que parmi les quelque 35 % de jeunes qui ne mangent pas de viande rouge deux fois par semaine, il y en ait beaucoup plus qui font très attention aux impacts environnementaux de leur

alimentation en général que parmi les 35 % de seniors qui déclarent eux aussi ne pas manger de viande rouge.

Par ailleurs, il y a parmi les jeunes une forte diversité d'attitudes et comportements que ces analyses descriptives occultent. Qu'est-ce qui fait que certains jeunes se disent préoccupés ou prêts à agir et d'autres non ? Quels sont leurs répertoires d'actions ? Qu'attendent-ils de l'école et du politique pour affronter les crises écologiques ? L'enquête menée spécifiquement auprès de jeunes en formation dans le canton de Vaud, sur laquelle les prochains articles s'appuient, apporte des éclairages sur ces questions plus spécifiques. ■

- 1) A ces âges-là, on peut par exemple constater une probabilité plus forte d'être encore en formation et une probabilité moins forte d'avoir une famille, mais il y a de fortes chances que ces caractéristiques distinctives ne soient plus d'actualité une dizaine d'années plus tard.
- 2) Les années proches de l'entrée dans l'âge adulte sont souvent considérées comme charnières pour la formation des attitudes.
- 3) Comme de nombreuses personnes sont indécises sur cette question, cela ne veut pas dire que les deux tiers sont persuadés des effets négatifs de la croissance.

BIBLIOGRAPHIE

ERNST STÄHLI M, SAPIN M, POLLIEN A, OCHSNER M, NISPLE K. *MOSAïCH 2020. Measurement and Observation of Social Attitudes in Switzerland*. Study on Environment and Related Topics. FORs – Swiss Centre of Expertise in the Social Sciences. Distributed by FORs, Lausanne, 2021.

FRAGNIÈRE A. *Le commerce du CO₂ atmosphérique a commencé sur fond d'immenses incertitudes*, LaRevueDurable n°60, été-automne 2018, pp. 56-61.

FRANZEN A, VOGL D. *Zeitpräferenzen und Umweltbewusstsein*. Analysen mit dem Schweizer ISSP 2010. Schweizerische Zeitschrift für Soziologie/Revue suisse de sociologie, 39(3), 2013, pp. 441-464.

GRAY SG, RAIMI KT, WILSON R, ARVAI J. *Will Millennials Save the World? The Effect of Age and Generational Differences on Environmental Concern*, Journal of Environmental Management, 242, 2019, pp. 394-402.

JACKSON T. *Le mythe du découplage*, LaRevueDurable n°36, décembre 2009-janvier 2010, pp. 31-34.

LORENZINI J, MONSCH GA, ROSSET J. *Challenging Climate Strikers' Youthfulness: The Evolution of the Generational Gap in Environmental Attitudes since 1999*. Frontiers in Political Science, 3, 2021, p. 40.

Jasmine Lorenzini* et Amédée Félix*

Les répertoires d'actions de jeunes Vaudois

28

Les récentes mobilisations de jeunes pour le climat, les droits des femmes et les droits des minorités visibles attestent l'engagement politique d'une partie de cette génération. Pour défendre leur point de vue politique, des jeunes multiplient les formes d'actions : grèves, manifestations, désobéissance civile, adaptation de leur style de vie, consommation engagée et engagements au sein d'institutions et de partis politiques.

Lorsqu'on demande à des jeunes au gymnase ou en école professionnelle dans quelle mesure ils et elles se sentent responsables du changement climatique, il leur est difficile de répondre de manière tranchée. Le graphique ci-dessous montre que la majorité se positionne au centre ou près du centre de l'échelle de responsabilité, ne choisissant pas entre se sentir responsable ou non. Ce résultat met en lumière leur difficulté à se dire responsables d'un changement aux causes largement antérieures à leur naissance sans pour autant pouvoir se dédouaner de toute responsabilité face à ce phénomène.

Comment cette ambiguïté quant à la responsabilité se traduit-elle en actes politiques

chez les jeunes Vaudois qui ont répondu à l'enquête des **Artisans de la transition** ? Quelles actions déploient-ils et déploient-elles pour répondre à la situation écologique ?

Désengagement politique

L'enquête des **Artisans de la transition** révèle le faible engagement des jeunes dans la politique institutionnelle. Seuls 7,8 % des élèves du gymnase et 6,7 % des élèves en école professionnelle sont membres d'une ou plusieurs associations environnementales. Une petite différence qui n'est pas statistiquement significative. Leur appartenance à un parti politique est encore plus faible : seulement

3,3 % des gymnasiennes et des gymnasiens et 2,7 % des élèves en école professionnelle sont membres d'un parti politique.

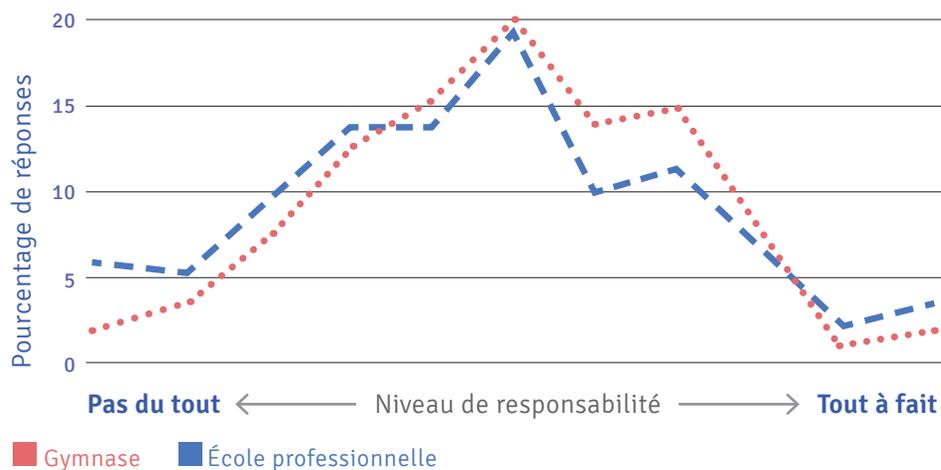
Cependant, lorsqu'on sait qu'en Suisse, environ 4,8 % des personnes ayant le droit de vote sont membres d'un parti politique (van Biezen et coll., 2012), on voit que les jeunes se distinguent peu du reste de la société sur ce plan. La situation est similaire avec les associations environnementales : seuls 8,1 % de la population suisse s'y engage. Un taux d'engagement très proche de celui qui prévaut chez les jeunes.

Parmi les jeunes qui participaient aux marches pour le climat en 2019, 7,5 % étaient membres d'une association environnementale, et 6,2 % étaient membres d'un parti politique (Wahlström et coll., 2019 ; de Moor et coll., 2020). Les proportions de membres d'associations environnementales sont ainsi proches chez les jeunes au gymnase, en école professionnelle et parmi les manifestants et les manifestantes. En revanche, les proportions de membres de partis politiques sont considérablement plus élevées chez les jeunes qui battent le pavé pour défendre leurs opinions. Ce qui n'est pas surprenant.

Moins de votes, plus d'actions

Depuis le début des années 2000, la recherche met en évidence une conception de la citoyenneté chez les jeunes qui diffère de celle qui prévaut chez les générations précédentes. Ils et elles accordent notamment plus d'importance aux engagements associatifs et communautaires qu'au vote (Dalton, 2009). Et comprennent souvent la notion de bon citoyen comme englobant la contribution de chaque personne à la société où elle vit (Lister et coll., 2003).

Cette conception de la citoyenneté passe par le type d'emploi et l'engagement associatif local, et s'accompagne de modalités d'actions politiques flexibles ancrées dans la vie quotidienne, comme le fait d'acheter ou de refuser d'acheter certains produits pour des raisons politiques (Bennett, 2012).



* Jasmine Lorenzini est chargée de recherche à l'Institut d'étude de la citoyenneté de l'Université de Genève ; Amédée Félix travaille aux Artisans de la transition.



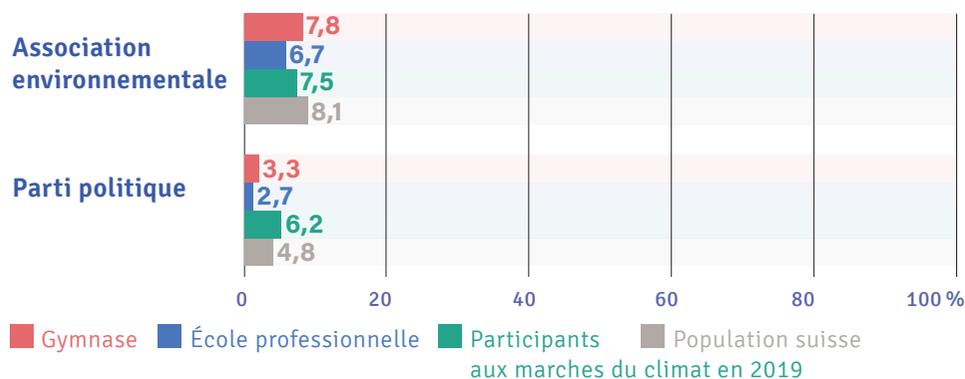
www.sessiondesjeunes.ch

L'enquête des **Artisans de la transition** met cette tendance en exergue. Pour répondre aux problèmes environnementaux, les élèves au gymnase et en école professionnelle réduisent leur consommation, achètent des biens de seconde main et limitent leurs déplacements. Plus de la moitié des répondants et des répondantes tentent de sensibiliser leur entourage (54,6% au gymnase, 56,2% en

école professionnelle) et s'engagent dans la consommation en privilégiant l'achat de biens d'occasion (56,5 et 51,7%) et/ou en consommant moins (51,3 et 49%).

Pour baisser leur impact écologique, ces jeunes mangent moins de viande et de produits d'origine animale (46,7% et 38,4%) et limitent leurs déplacements (39,8 et 38,2%).

Pourcentage de membres d'une association environnementale et d'un parti politique parmi les jeunes au gymnase et en apprentissage comparé à d'autres catégories de la population



Sources : Enquête des **Artisans de la transition**, Schön-Bühlmann et Manatschal, 2015 ; Wahlström et coll., 2019 ; de Moor et coll., 2020.

En revanche, seuls 13,3% des élèves au gymnase et 16,5% des élèves en école professionnelle regardent moins de vidéos en ligne pour des raisons éthiques, politiques ou environnementales.

Ces actions peuvent signifier devoir investir beaucoup de temps et s'engager au quotidien par des styles de vie comme le végétarisme et la sobriété volontaire (LaRevueDurable, 2018). Il faut parfois plus de temps pour consommer moins, par exemple pour réparer des objets au lieu de les acheter ou pour emmener son lunch box végétarien en l'absence d'offre végétarienne près de son lieu de travail. Ces choix, qui impactent la vie quotidienne de manière profonde, dénotent la volonté d'adapter son style de vie à ses valeurs politiques.

Nouvelles normes

Ces formes de participation individualisée sont souvent critiquées pour leur élitisme : elles érigent en modèle des pratiques sociales qui sont l'apanage des classes sociales privilégiées. Par exemple, même si leur salaire est parfois plutôt bas, les coopérateurs et les coopératrices d'épicerie participatives ont un haut, voire très haut niveau d'éducation. Ils et elles choisissent de travailler à temps partiel pour avoir le temps de s'investir dans la vie associative (Lorenzini et coll., sous presse).

Sur ce point, l'enquête des **Artisans de la transition** ne livre pas une image si claire. Les jeunes, qu'ils et elles soient au gymnase ou en école professionnelle, développent des répertoires d'actions très proches. Ces deux groupes semblent largement partager des changements dans leur vie quotidienne et leur consommation qui pourraient constituer, à long terme, de nouvelles normes sociales.

Les jeunes des deux filières de formation se distinguent uniquement sur le régime alimentaire et l'activisme dans un mouvement environnemental, seuls cas où l'écart entre les deux groupes est statistiquement significatif.

Un plus faible pourcentage des élèves en école professionnelle (38,4%) qu'au gymnase (46,7%) réduit sa consommation de viande. Pour cette tranche d'âge, cela pourrait s'expliquer par les pratiques familiales qui diffèrent d'un milieu social à l'autre. Les apprenties et les apprentis viennent plus souvent de classes populaires où il est plus courant et mieux accepté de consommer des produits d'origine animale que dans les classes sociales plus favorisées (d'Imperio, 2021).

La différence entre les jeunes qui étudient en école professionnelle et au gymnase est plus importante encore concernant leur engagement dans un mouvement social. Ici, le pourcentage varie presque du simple (7,4%) au double (13,7%).

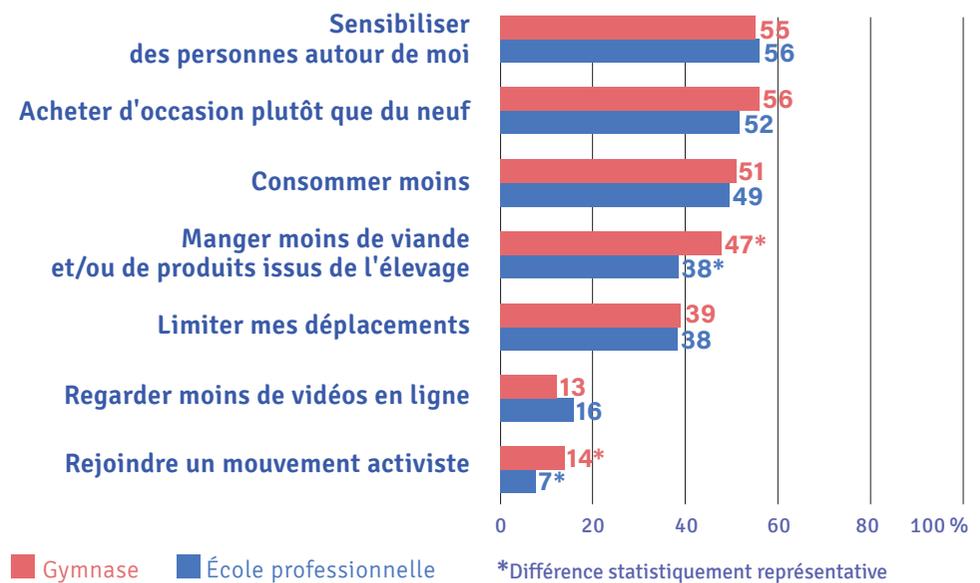
Cette différence, qui confirme au passage le meilleur ancrage du mouvement des grèves pour le climat auprès des gymnasiens que chez les élèves des écoles professionnelles, pourrait en partie provenir du fait que l'engagement dans un mouvement social requiert diverses ressources politiques telles que du temps, des connaissances approfondies du fonctionnement du système politique suisse et des savoir-faire comme prendre la parole en public, présenter des arguments contradictoires ou organiser des rencontres politiques.

Les jeunes qui suivent la voie gymnasiale ont plus de ressources de ce type que les jeunes en école professionnelle. Ils et elles peuvent davantage les acquérir durant leur formation scolaire ou dans leur milieu familial.

Vie quotidienne et institutions

La conception la plus répandue des changements sociaux, dite « politicienne » (Lofland 1993), mise sur la voie institutionnelle et la recherche d'un compromis acceptable par le plus grand nombre, validé par les autorités politiques et voté au parlement. Cette conception du changement ne correspond toutefois pas à celle des jeunes. Ils et elles sont peu nombreux à penser que le gouvernement pourra « résoudre » la crise écologique (page 20) et privilégient en conséquence d'autres modes

Durant la dernière année, avez-vous accompli l'une des actions suivantes pour des raisons politiques, éthiques ou écologiques ? (% de oui)



d'action liés aux pratiques quotidiennes et à la contestation, ce qui contribue à les éloigner de la politique institutionnelle.

Cette mobilisation par d'autres voies que la politique institutionnelle n'est pas vaine. Les études sur les mouvements sociaux montrent que leur impact induit souvent des changements culturels et sociaux sans passer par la législation (Hinde, 2013; Amenta et Polletta, 2019).

Par exemple, en septembre 2021, la population suisse a largement accepté le mariage pour tous et toutes en votation populaire (64,1%). Ce vote a permis de rattraper un grand retard en Suisse alors que les responsables politiques craignaient que le sujet ne divise la société. Des changements dans les mœurs et le travail de sensibilisation des associations de défense des droits de la communauté LGBTQI+ ont œuvré conjointement à des changements culturels à large échelle.

Pourtant, même si ces formes d'engagement contribuent au changement social, l'éloignement des jeunes de la politique institutionnelle pose problème. Comment décider démocratiquement des politiques publiques nécessaires pour affronter les problèmes climatiques et environnementaux si les plus jeunes membres de la société – a priori les plus concernés par les crises à venir – ne sont pas représentés dans les instances démocratiques ?

L'éloignement des jeunes de la politique institutionnelle pose problème

Des réponses à cette interrogation pourraient venir de la création de nouvelles institutions démocratiques, par exemple une troisième chambre tirée au sort, des assemblées citoyennes ou un bureau du futur qui tiendraient compte des intérêts des générations à venir. Ces innovations démocratiques aideraient à s'intéresser aux points de vue, attentes et préférences politiques des jeunes d'aujourd'hui en augmentant leur représentation au sein des institutions politiques.



La démocratisation d'autres sphères de vie, l'école, le travail et la famille entre autres, permettrait en outre de pratiquer régulièrement la démocratie sur des thèmes proches des préoccupations et des connaissances des uns, des unes et des autres, ce qui favoriserait l'acquisition de savoir-faire politiques au quotidien.

Plus les jeunes – et toute la population – participeront à la prise de décision collective de manière démocratique, plus ils et elles étofferont leur compréhension de ce que signifie être un citoyen ou une citoyenne et seront en mesure d'apprendre à mobiliser leurs compétences politiques dans la sphère de la politique institutionnelles. ■

BIBLIOGRAPHIE

BENNETT WL. *The Personalization of Politics: Political Identity, Social Media, and Changing Patterns of Participation*. The Annals of the American Academy of Political and Social Science, 644(1), pp. 20-39, 2021.

DALTON RJ. *The Good Citizen: How a Younger Generation is Reshaping American Politics* (Rev. ed.). Washington, D.C.: CQ Press, 2009.

DE MOOR J, UBA K, WAHLSTRÖM M, WENNERHAG M, DE VYDT M. *Protest for a Future II: Composition, Mobilization and Motives of the Participants in Fridays for Future Climate Protests on 20-27 September, 2019, in 19 Cities Around the World*, 2020.

D'IMPERIO A. *La viande, plaisir du pauvre ?* LaRevueDurable n°65, hiver-printemps 2021, p. 38.

HINDE R. *Changer la façon dont nous vivons, comprendre les bases de la morale*, LaRevueDurable n°48, mars-avril-mai 2013, pp. 24-40.

LA REVUE DURABLE. *Vivre sobrement pour vivre une vie sans regrets*, LaRevueDurable n°61, été-automne 2018, pp. 19-54.

LISTER R, SMITH N, MIDDLETON SUE ET COX L. *Young People Talk about Citizenship: Empirical Perspectives on Theoretical and Political Debates*. Citizenship Studies, 7(2), pp. 235-253, 2003.

LORENZINI J, MONSCH GA ET ROSSET J. *Challenging Climate Strikers' Youthfulness: The Evolution of the Generational Gap in Environmental Attitudes Since 1999*. Frontiers in Political Science, 3(40), 2021.

LORENZINI J, SCHELL G ET SAHAKIAN M. *Les épiceries participatives : Une contre-culture inclusive offrant une alternative à la consommation de masse ?* Revue française de socio-économie, sous presse.

POLLETTA F. *Freedom is an Endless Meeting: Democracy in American Social Movements*. Chicago: Chicago University Press, 2002.

POLLETTA F. *Participatory Enthusiasms: A Recent History of Citizen Engagement Initiatives*, Journal of Civil Society 12 (3), pp. 231-246, 2016.

PRUVOST G. *Critique en acte de la vie quotidienne à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes (2013-2014)*, Politix (1), pp. 35-62, 2017.

VAN BIEZEN I, MAIR P, POGUNTKE T. *Going, Going, ... Gone? The Decline of Party Membership in Contemporary Europe*, European Journal of Political Research 51 (1), pp. 24-56, 2012.

WAHLSTRÖM M, SOMMER M, KOCYBA P, DE VYDT M, DE MOOR J, DAVIES S, WOUTERS R, WENNERHAG M, VAN STEKELBURG J, UBA K. *Protest for a Future: Composition, Mobilization and Motives of the Participants in Fridays for Future Climate Protests on 15 March, 2019 in 13 European Cities*, 2019.

SCHÖN-BÜHLMANN J, MANATSCHAL A. *Rapport sur le bénévolat en Suisse 2013/2014*, OFS, 2015.

JAN ROSSET* ET AMÉDÉE FÉLIX*

Chez les jeunes, les femmes sont plus enclines à agir pour l'environnement

32

L'étude des Artisans de la transition montre l'existence de différences notables d'attitudes et de comportements chez les jeunes femmes et les jeunes hommes vis-à-vis de l'environnement. Elle met aussi en avant l'intérêt qu'il y a à distinguer un troisième groupe, les non-binaires, car de nombreux jeunes s'identifient à cette catégorie.

Les études sur les attitudes et les comportements pro-environnementaux montrent de manière quasiment systématique que les femmes s'engagent plus pour l'environnement que les hommes (LaRevueDurable, 2011-2012). Est-ce également le cas pour la jeune génération, qui a été sensibilisée aux questions de genre ? Et qu'en est-il des personnes s'identifiant comme non-binaires, c'est-à-dire des personnes qui ne se considèrent ni comme strictement des femmes ni comme strictement des hommes, dont les positions n'ont encore jamais été évaluées ?

Les réponses à ces questions sont nuancées : parmi la population de jeunes en formation post-obligatoire, essentiellement âgés de 15 à 20 ans, qui ont répondu au questionnaire des **Artisans de la transition** (page 18), le niveau de préoccupation est similaire entre les jeunes hommes et les jeunes femmes, mais particulièrement élevé pour les jeunes non binaires. Et pour les comportements pro-environnementaux, lorsqu'il y a des différences entre les groupes, ce sont les jeunes femmes qui disent s'engager le plus au quotidien.

Des rôles bien définis

Le genre est l'un des facteurs qui influencent le plus les attitudes et les comportements en faveur de l'environnement. Les études montrent en général les femmes davantage préoccupées par les questions environnementales. Et on retrouve très réguliè-

rement la même différence pour les comportements pro-environnementaux au quotidien (Bloodhart et Swim, 2020). En anglais, on parle d'« eco gender gap » pour désigner ces différences systématiques d'engagements pro-environnementaux entre les genres (par exemple Hunt, 2020).

Les explications à ce phénomène sont multiples et pointent vers le fait que les différences entre les genres ne peuvent pas être essentialisées : elles dépendent du contexte et des rôles sociaux attribués à chaque genre (LaRevueDurable, 2019). Il faut également garder à l'esprit que s'il existe bien des tendances moyennes différentes selon les genres, une très forte diversité caractérise chacun des groupes définis par leur genre : hommes, femmes et non-binaires.

La première explication avancée pour rendre compte de l'eco gender gap est l'influence des intérêts personnels sur l'idéologie. La littérature montre que les femmes ont, en moyenne, une idéologie plus progressiste que les hommes sur les questions sociétales (Lloren et Rosset, 2017), c'est-à-dire des opinions davantage tournées vers la protection des minorités, la défense des droits universels et la protection de l'environnement.

On retrouve ces différences systématiques par exemple dans la propension plus forte des femmes à voter pour des partis progressistes comme Les Verts, alors que la probabilité de choisir un parti de droite populiste est beaucoup plus forte chez les hommes.

Ces différences peuvent s'expliquer par le fait que défendre la tradition ou le statu quo est favorable aux groupes dominants et que, dans les sociétés où les hommes occupent une place privilégiée, ils seraient moins enclins, simplement pour des questions d'intérêt personnel (conscient ou non), à adopter des attitudes et des comportements progressistes.

Dès lors que la protection de l'environnement implique une remise en cause du système, elle fait partie intégrante de ce clivage progressiste-conservateur, parfois appelé Gal-Tan dans la littérature (pour Green, Alternative, Libertarian versus Traditional, Authoritarian, Nationalist).

A cette explication s'ajoute le rôle des stéréotypes de genre et leurs effets prescriptifs (Brough et coll., 2016 ; Rothberger, 2013). En clair, il existe des croyances sur ce que représentent les identités de genre et sur les rôles que les différents groupes de genre ont à jouer dans la société. L'un de ces stéréotypes est le fait que les femmes seraient plus coopératives et auraient des comportements davantage prosociaux que les hommes.

En grande partie sous l'influence de leur éducation (LaRevueDurable, 2019), les individus auraient tendance à se conformer à ces stéréotypes. C'est particulièrement le cas pour les hommes, pour qui adopter des stéréotypes féminins est plus difficile à accepter qu'il ne l'est en général pour les femmes de se conformer aux stéréotypes de genre masculins (Brough et coll., 2016). Ainsi, au sujet de l'environnement, les hommes, pour se sentir masculins, auraient tendance à ne pas adopter de comportements pro-environnementaux, socialement perçus comme plutôt féminins.

Renouvellement

Ces différences entre hommes et femmes ont été mises en avant pour des populations de différents âges (par exemple El Khoury et coll., 2021). Mais qu'en est-il des jeunes dans la société contemporaine suisse ? Il y a au moins deux raisons de penser que cette différence entre les genres pourrait être moindre.

* Jan Rosset est maître assistant au Département de science politique et relations internationales de l'Université de Genève ; Amédée Félix travaille aux Artisans de la transition.



© lieven. Soette

Premièrement, les questions environnementales sont au cœur des préoccupations actuelles des jeunes comme l'atteste l'enquête MOSAiCH et le confirme l'enquête des **Artisans de la transition** (pages 24 et 18). Cette évolution rend possibles une redéfinition des normes et l'universalisation des positions pro-environnementales qui, du coup, seraient moins associées à des stéréotypes de genre.

En second lieu, les questions de genre ont, ces dernières années, été au centre de débats publics, par exemple à l'occasion de la grève des femmes en 2019. Émerge aussi l'acceptation sociale de l'idée que les individus peuvent ne pas s'identifier à une définition binaire du genre. Ce renouvellement de la question du genre pourrait contribuer à déconstruire les stéréotypes de genre auprès des jeunes générations, limitant l'effet prescriptif de ces stéréotypes.

A notre connaissance, la recherche actuelle ne s'est jamais penchée sur les préférences environnementales des personnes s'identifiant comme non-binaires. L'enquête des **Artisans de la transition** menée auprès de jeunes Vaudois est la première à pouvoir le faire. L'échantillon analysé est composé de

50 % d'hommes, 45 % de femmes et 5 % de non-binaires, ce qui rend pertinent de distinguer cette troisième catégorie.¹

Différences notables

Lorsqu'on regarde le niveau de préoccupation de ces différents groupes (graphique 2), on voit que les jeunes hommes sont les plus nombreux à se déclarer peu préoccupés par le changement climatique et que les jeunes non binaires sont les plus nombreux à se déclarer très préoccupés. Les jeunes femmes, elles, sont les plus nombreuses à se déclarer assez préoccupées.

Cette étude ne révèle pas de fossé entre les femmes et les hommes : on retrouve une proportion similaire dans les deux groupes à se déclarer très préoccupée par le changement climatique. Elle dévoile en revanche un niveau de préoccupation climatique particulièrement élevé parmi les non-binaires.

Les groupes de genre diffèrent de manière importante quant à la confiance qu'ils accordent à différents acteurs et solutions pour résoudre les problèmes environnemen-

taux (graphique 3) : les hommes sont beaucoup plus enclins à compter sur la science et les technologies et, dans une moindre mesure, sur les gouvernements et les entreprises pour résoudre ces problèmes.

Les femmes comptent davantage sur les efforts individuels et, surtout, sur un changement de modèle de société, solution la plus privilégiée dans ce groupe. Sur la confiance dans ces différents acteurs, les non-binaires se retrouvent, le plus souvent, en moyenne entre la position des femmes et des hommes.

Les groupes de genre diffèrent également de manière systématique sur certains comportements pro-environnementaux comme consommer moins, manger moins de viande, regarder moins de vidéos en ligne ou sensibiliser d'autres personnes : à chaque fois, une proportion plus importante de jeunes femmes que de jeunes hommes déclare faire ces actions (graphique 4).

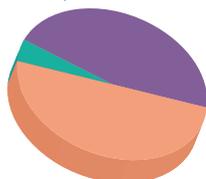
Les jeunes non binaires se distinguent en déclarant acheter le plus fréquemment des biens d'occasion pour des raisons environnementales mais, en même temps, limiter aussi moins leurs déplacements. Leur effectif étant relativement faible, ces différences ne sont cependant pas statistiquement significatives.

Déconstruire les stéréotypes

Il existe donc, parmi les jeunes en formation en Suisse, le même type d'eco gender gap

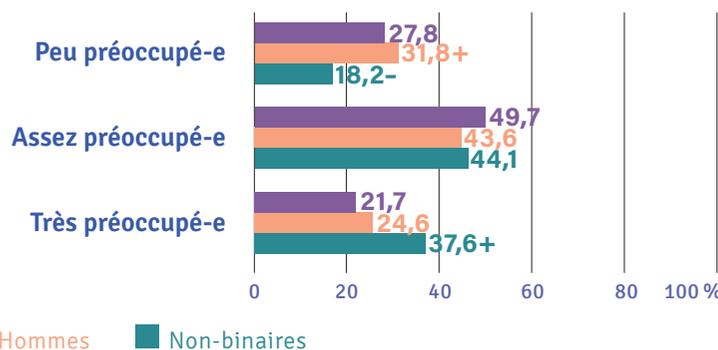
1) Répartition de l'échantillon selon le genre (en %)

Femmes 45
Hommes 50
Non-binaires 5



Les signes - et + montrent que la différence entre la proportion de personnes observée et celle qu'on s'attendrait à trouver s'il n'y avait pas d'association entre le genre et la préoccupation climatique est statistiquement significative à 95 %.

2) Préoccupation quant au changement climatique (en %)



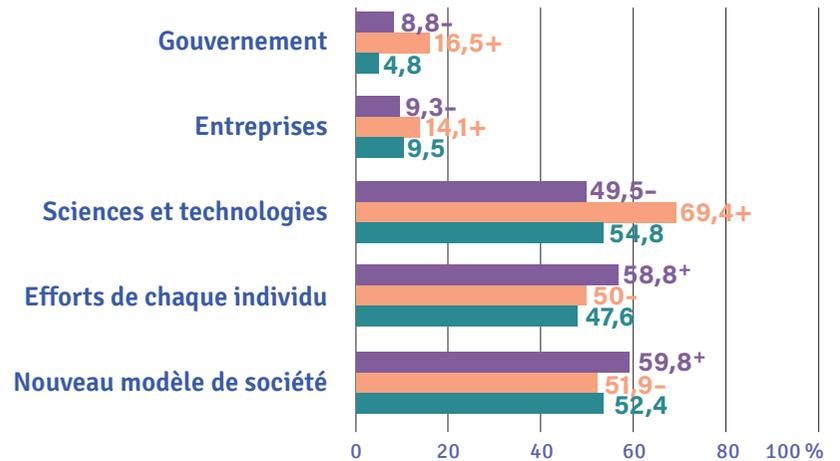
que de précédentes études ont documenté. Même si les résultats de cette enquête révèlent des différences en termes de comportements relativement limitées, ils indiquent que si les jeunes hommes adoptaient les mêmes comportements que les jeunes femmes, cela apporterait d'importants bénéfices environnementaux collectifs.

Une manière de favoriser cette évolution serait de continuer de déconstruire les stéréotypes de genre ou, alternativement, de communiquer sur les questions environnementales en associant protection de l'environnement et masculinité.

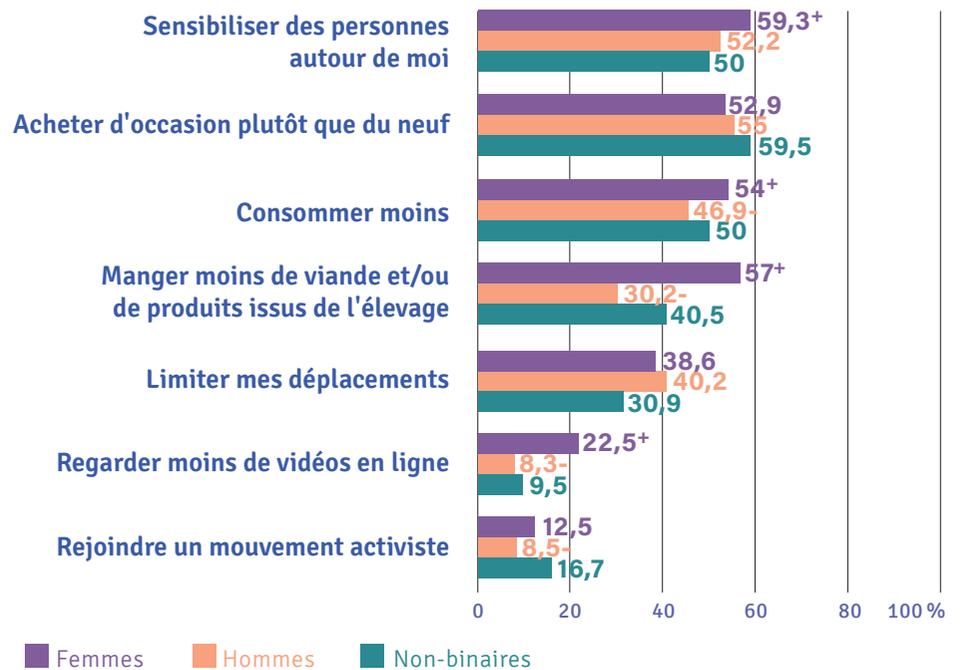
Finalement, l'analyse des personnes ne s'identifiant pas à un genre binaire hommes-femmes atteste que ce groupe doit être pris en compte dans de futures analyses, d'abord parce qu'un nombre important de jeunes s'identifient comme non-binaires, ensuite parce que ce groupe se distingue des deux autres en termes d'attitudes et de comportements pro-environnementaux. ■

1) Dans notre échantillon (comme dans la population), les femmes sont plus nombreuses que les deux autres catégories à suivre une formation gymnasiale plutôt qu'une formation professionnelle. Pour s'assurer que les différences observées entre les genres ne sont pas à attribuer au type de formation suivi, nous avons effectué des analyses multivariées non présentées ici qui confirment une différence entre les genres indépendamment du type de formation, de l'âge ou de l'origine sociale.

3) Dans quelle mesure pensez-vous qu'on peut faire confiance aux acteurs suivants pour résoudre les problèmes écologiques et climatiques ? (% de personnes d'accord)



4) Durant l'année dernière, avez-vous accompli l'une des actions suivantes pour des raisons politiques, éthiques ou écologiques ? (% de oui)



BIBLIOGRAPHIE

BLOODHART B, SWIM JK. *Sustainability and Consumption: What's Gender Got to do with it*, Journal of Social Issues, 76(1), pp. 101-113, 2020.

BROUGH AR, WILKIE JE, MA J, ISAAC MS, GAL, D. *Is Eco-Friendly Unmanly? The Green-Feminine Stereotype and its Effect on Sustainable Consumption*, Journal of Consumer Research, 43(4), pp. 567-582, 2016.

EL KHOURY C ET COLL. *The Gender Gap in Pro-Environmental Political Participation Among the Elderly* U. d. Genève, 2021.

HUNT E. *The Eco Gender Gap: Why is Saving the Planet Seen as Women's Work*. The Guardian, 6 février 2020.

LA REVUE DURABLE. *Les femmes subissent plus et combattent mieux le changement climatique que les hommes*, LaRevueDurable n°44, décembre 2011-janvier-février 2012, pp. 37-39.

LA REVUE DURABLE. *Pour éviter la catastrophe numérique et écologique, il faut dompter la dopamine*, LaRevueDurable n°63, automne-hiver 2019, pp. 38-42.

LLOREN A, ROSSET J. *Gendered Policy Preferences? Candidates' Views on Political Issues in a Comparative Perspective*, Comparative European Politics, 15(6), pp. 944-968, 2017.

ROTHGERBER H. *Real Men Don't Eat (Vegetable) Quiche: Masculinity and the Justification of Meat Consumption*, Psychology of Men & Masculinity, 14(4), p. 363, 2013.

LRD

Rencontre avec Jacques Dubochet, l'ami des jeunes

Jacques Dubochet est l'un des premiers à rejoindre l'association Grands-parents pour le climat au moment de sa création, en 2015¹. Mais lorsqu'il reçoit le Prix Nobel de chimie en 2017, pour ses travaux sur la cryomicroscopie électronique, il ne s'appuie pas d'emblée sur sa nouvelle notoriété pour afficher des positions fortes sur le climat. On le voit bien dans le film qui lui est consacré, *Citoyen Nobel*, sorti en 2020 : il ne met son poids dans la bataille pour le climat qu'à partir de la fin de l'année 2018. Que s'est-il passé ?

Greta Thunberg débute sa grève à Stockholm durant l'été 2018 et prononce son premier discours tonitruant à Katowice, en Pologne, le 4 décembre, lors de la COP24. Dans la foulée, les grandes manifestations pour le climat emmenées par des

jeunes électrisés se multiplient. Leur irruption sur la scène publique pour exprimer leur désarroi, crier leur colère et enjoindre les décideurs à agir avec fermeté sur le climat et la biodiversité touche cet homme pétri d'empathie pour les représentants de cette génération.

Depuis, il affiche sa totale solidarité avec eux. Mais quels messages faire passer auprès des jeunes, des élus, de la population ? Et comment agir au mieux ? Jacques Dubochet témoigne ici avec une grande honnêteté de la difficulté à répondre à ces questions.



35

LaRevueDurable : Pouvez-vous confirmer que, fin 2018, il se passe pour vous quelque chose de spécial qui vous conduit à soutenir les jeunes grévistes du climat ?

Jacques Dubochet (JD) : C'est tout à fait juste. Les trois ou quatre mois qui séparent l'attribution du Prix Nobel de la remise de ce prix ont été très importants : que devais-je faire de cette voix qui m'était donnée ? J'appelle ce moment mon coming out. J'ai souvent raconté avoir connu mon épouse Christine en allant manifester contre le projet de centrale nucléaire à Kaiseraugst, en Argovie. Mais c'était il y a longtemps. Ensuite, j'étais actif, mais doucement.

Mon engagement fort, c'est le Prix Nobel qui m'y a conduit. A Stockholm, j'ai conclu ma présentation sur la nécessité de faire de la connaissance un bien commun. C'est une vieille idée et le fond de ma pensée. Ce n'est que plus tard, en effet, que la question du

climat m'est apparue comme bouleversante, dramatique, paniquante.

LRD : Quand exactement ?

JD : Je n'ai eu connaissance de l'action de Greta Thunberg qu'après son intervention en Pologne, lorsque j'ai vu des groupes de gamins valaisans, puis bâlois, retour de Katowice. J'ai aussi rencontré des jeunes grévistes du climat, le film le montre longuement, lors de leur première coordination à Berne.

Un moment fort a été lorsque avec Christine, à Lausanne, nous manifestions en fin de cortège. Un jeune est venu me chercher pour m'emmener en haut des marches, place de la Riponne. Et alors que des milliers de jeunes hurlaient « Nous sommes plus chauds, plus chauds que le climat ! » il m'a dit : « Parlez-leur ! » Je suis un vieux bonhomme. Si je me fais embarquer ainsi par ces jeunes, c'est parce que je suis d'accord avec eux : ils ont raison !

En dissonance cognitive

LRD : Que ressentez-vous auprès d'eux pour vous afficher ainsi à leur côté ?

JD : A la base, il y a la situation bouleversante dans laquelle on se trouve, qui rend la vie très compliquée. Seule une minorité réalise qu'on court à la catastrophe. Lorsque je croise en ville une maman avec son enfant, mon premier réflexe est de les regarder avec plaisir. Mais ensuite, je me dis : « Eh merde ! »

LRD : Que va-t-il arriver à cet enfant ?

JD : Eh oui ! Au lieu que ce soit le plaisir de croiser un enfant qui grandit et fera plus tard ce que nous avons nous-mêmes essayé de faire, je suis révolté, mais ne sais pas comment en parler. Le fait est que la plupart des gens se fichent de la situation.

LRD : Les jeunes symbolisent la tragédie à laquelle on est confronté.



JD : Ils font plus que la symboliser : ils la portent !

LRD : Voilà pourquoi vous jugez si approprié de manifester à leur côté pour le climat ?

JD : C'est juste : c'est complètement approprié. C'est le bon mot !

LRD : Le tragique, c'est le mur auquel les jeunes se heurtent parce que les personnes en situation de responsabilité qui comprennent la gravité de la situation sont beaucoup trop minoritaires, comme le montrent notamment les élections fédérales tous les quatre ans.

JD : Il y a aussi une dissonance cognitive en chacun de nous : on ne peut pas porter cette tragédie en permanence avec soi. On vit donc normalement, en la mettant en grande partie de côté. Aujourd'hui, on est confortablement installés, on a fait du feu pour vous accueillir. Tout est en apparence normal !

En décalage complet

LRD : Face à cette immense difficulté, que pouvez-vous apporter aux jeunes ? Quels sont pour vous les moyens les plus judicieux d'agir, d'intervenir en leur faveur ?

JD : J'ai une situation spéciale. Ces jeunes me disent ouvertement qu'ils m'aiment ! C'est très impressionnant. J'ai cette chance énorme qu'ils ne me demandent pas cet amour : ils me le donnent. Youpi ! Ils sont contents qu'un vieux bonhomme de presque 80 ans, que la société caricature en un type génial, plus malin que tous les autres, les approuve.

LRD : Voilà un point très clair. Que pouvez-vous faire d'autre ? Et comment vous y prenez-vous ? Vous écrivez notamment un blog².

JD : Ce blog, ce n'est pas grand-chose ! Je le trouve peu utile.

LRD : Vous êtes toujours prêt à témoigner lors des procès des activistes qui ont pratiqué la désobéissance civile.

JD : Oui, mais un juge ne m'a demandé de témoigner qu'une seule fois ! Je me suis parfois adressé dans mon blog à Eric Cottier,

le procureur général du canton de Vaud [qui mène la vie très dure aux activistes, ndlr]. Mais je me heurte au mur Cottier comme je me suis heurté au mur du Conseil communal de Morges, où j'ai vécu un échec complet même si une moitié de ses membres sont ouverts, mais doucement, à ces problèmes.

LRD : Vous avez siégé au Conseil communal de Morges de 2011 à 2020. Pouvez-vous donner un exemple de proposition que vous avez faite qui a échoué ?

JD : Le problème est que mon discours était trop décalé. Par exemple, s'il y avait un projet de route, j'estimais qu'il n'était pas nécessaire de goudronner, qu'il fallait plutôt faire un joli chemin. Mais ce discours n'est pas audible. J'étais à côté de la plaque.

La force montante

En schématisant, je vois les choses ainsi : il y a trois groupes de personnes dans le monde. Il y a celles qui sont aux commandes. Mais la plupart n'arrivent pas à penser au niveau où il faut penser. Quand on parle comme un Jean-Marc Jancovici, par exemple, cela tombe à côté.

LRD : Jean-Marc Jancovici accomplit un travail remarquable³, mais il est pronucléaire !

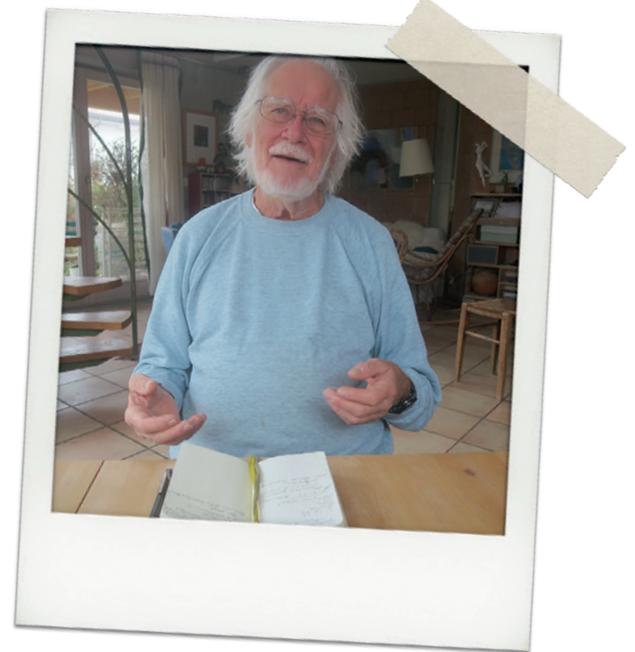
JD : Je vois sa position pronucléaire comme un épiphénomène, une petite erreur.

LRD : Il a pourtant une très grande influence auprès des jeunes ingénieurs français.

JD : Le nucléaire va crever de lui-même.

LRD : La Commission européenne vient de déclarer cette énergie « verte » !

JD : [Rires] Ils ne vont pas le faire. Je me trompe peut-être, mais je n'arrive pas à prendre cette histoire du nucléaire au sérieux. Je suis avec un grand intérêt les avancées dans la fusion, où des choses passionnantes se passent. Ils vont mettre un tas d'argent là-dedans, mais par rapport à ce qu'il se passe, ce sera trop tard. Ce que je retiens de Jancovici,



vici, c'est qu'il est comme moi obnubilé par l'urgence, mais les situations en France et en Suisse sont très différentes.

LRD : Parenthèse sur le nucléaire fermée, vous disiez que les personnes aux commandes aujourd'hui n'entendent pas le discours sur l'urgence climatique.

JD : C'est ça : c'est le premier des trois groupes. Le deuxième, ce sont les vieux qui ne sont plus en position de changer la société. Et le troisième groupe, ce sont les jeunes qui préparent leur avenir. Pour eux, cet engagement est vital au sens propre du terme.

Ils ne le réalisent pas tous, mais c'est là qu'est la force montante : on les voit arriver dans les Conseils communaux, dans la gouvernance du canton de Vaud, par exemple. Avec eux, un changement est en cours. Le système politique est cependant beaucoup trop lent : il faut espérer qu'on trouvera des moyens de le faire avancer plus vite.

Justice et normalité

LRD : Toujours pour soutenir l'action des jeunes, vous vous engagez en faveur des premiers zadistes de Suisse, qui occupaient la colline du Mormont, sur la commune de La Sarraz, dans le canton de Vaud, pour empêcher l'extension de la carrière de ciment d'Holcim.

JD : Lorsque cette ZAD s'est constituée, en octobre 2020, les zadistes ne voulaient pas donner leur nom à la police⁴. Légalement, ils n'avaient donc pas les moyens de s'opposer aux attaques qu'ils subissaient d'Holcim et de la commune de La Sarraz. Un avocat qui les défendait a proposé de créer une associa-

tion des défenseurs du Mormont. Il fallait un comité que j'ai présidé. Je me suis ainsi trouvé très proche des zadistes et de leurs problèmes.

LRD : Comment comprenez-vous la manière dont la justice traite ces jeunes militants ?

JD : Pour comprendre, il faut toujours revenir au contexte : ce drame vital qui se développe et dont on pourrait triompher si on le voulait. Au départ ingénieur physicien, je suis un homme de la technologie. Si on le voulait, on n'aurait pas de problèmes d'énergie. Ce ne serait même pas difficile !

Mais il faut aussi changer nos façons de vivre. Ce que ces jeunes font. Malheureusement, ils sont tellement en décalage avec la société que la justice n'en est pas au même point. Dans sa position officielle, ce bon Monsieur Cottier porte le drapeau de la normalité. Et la normalité, aujourd'hui, ce n'est pas les zadistes. J'espère qu'il dort mal. Il le devrait !

Aller où ?

LRD : C'est l'injonction de Greta Thunberg à Davos, en janvier 2019 : « Je veux que vous paniquiez ! »

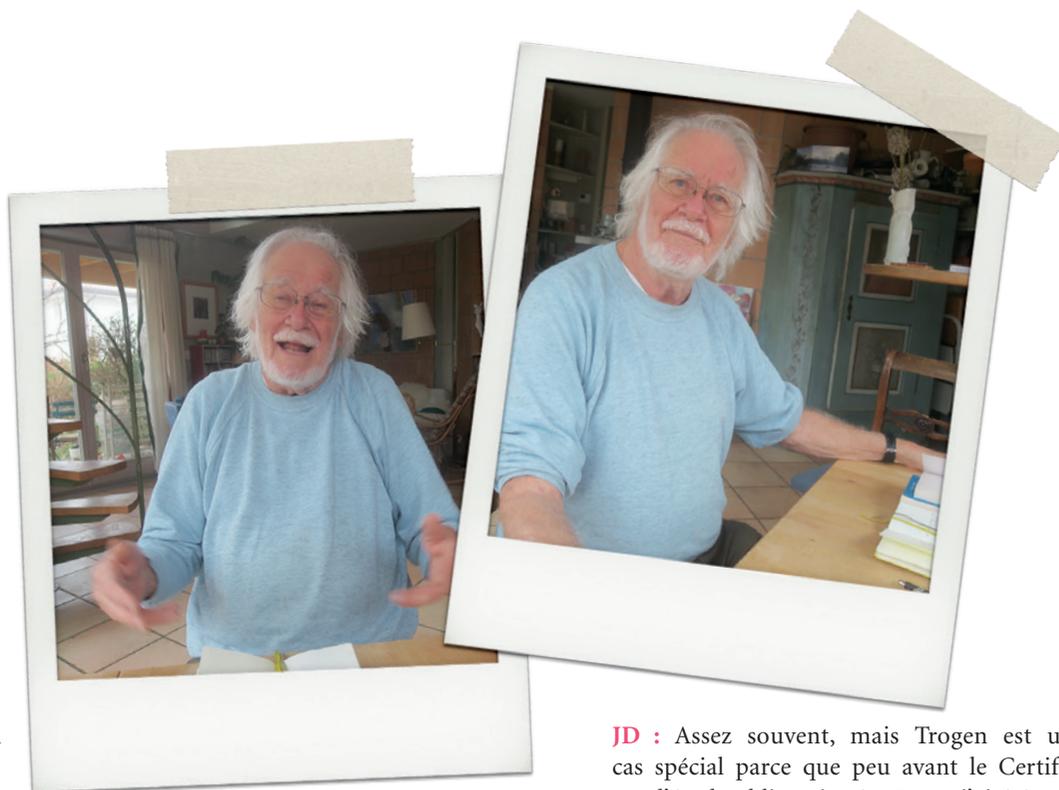
JD : Ce point est un gros souci. Il faut garder espoir, surtout les jeunes. C'est le message que j'ai adressé à Monsieur Cottier dans mon blog : il faut faire confiance à ces jeunes qui portent l'espoir pour le futur. En les condamnant, en leur tapant dessus, la justice casse leur capacité à croire aux valeurs démocratiques. Cette justice qui tape sur ces gamins va les convaincre que notre système judiciaire, notre démocratie, ce n'est pas pour eux.

LRD : En même temps, vous vous réjouissez à l'instant que de nombreux jeunes investissent les instances démocratiques à tous les échelons de la gouvernance.

JD : Oui, et cela est magnifique : ils résistent !

LRD : Vous êtes donc plein d'espoir !

JD : Oui, mais avec une inquiétude gigan-



tesque. S'il fallait objectivement, scientifiquement parler, le risque de catastrophe serait dominant. J'ai participé il y a quelque temps à une très belle rencontre avec des jeunes Suisses alémaniques au Gymnase de Trogen, en Appenzell Rhodes-Extérieures, où j'ai accompli un peu plus d'une année scolaire. Après de longues discussions très intenses durant une séquence formelle, certains jeunes continuaient de discuter, dont un avec plus d'insistance. A la fin, il ne restait plus que lui.

C'était un Syrien arrivé en Suisse en tant que mineur non accompagné, six ans plus tôt, sans connaître un mot de suisse allemand. Il s'était adapté, allait bien et s'appretait à finir son gymnase. Et il m'a demandé : « Et moi, je vais où ? » Que pouvais-je lui répondre ? Je lui ai dit : « C'est une très mauvaise question, je n'aime pas que tu me la poses ! » On a poursuivi notre discussion, mais sa question me tournait dans la tête : qu'allais-je lui dire ?

A la fin, je lui ai dit ceci : « L'avenir, on ne le connaît pas. Mais la réalité aura lieu entre deux extrêmes. Un premier extrême, c'est la catastrophe qu'on ne peut pas s'imaginer. L'autre extrême, c'est le scénario dans lequel on construit un monde harmonieux, comme on le souhaite et l'espère. Et ce monde, on peut le faire ! La réalité sera entre ces deux extrêmes et toi, tu seras un acteur de cette réalité. Courage à toi !

LRD : Vous allez souvent dans des établissements scolaires ?

JD : Assez souvent, mais Trogen est un cas spécial parce que peu avant le Certificat d'étude obligatoire, à 16 ans, j'ai été mis dehors de l'école sans rien dans les mains. J'étais dyslexique et il est connu que les dyslexiques décrochent souvent au moment de l'adolescence tardive. Courageusement, mes parents m'ont envoyé à l'Ecole cantonale de Trogen. C'est le moment à partir duquel je suis reparti.

LRD : Vous avez donc une relation privilégiée avec cette école.

JD : Oui, et avec son internat, c'est une école intéressante. En Appenzell Rhodes-Extérieures, les fermes sont très dispersées. Les enfants vivaient à l'internat durant la semaine et rentraient chez eux le week-end. Cet établissement a une bonne réputation et les parents des grandes villes qui avaient des gamins impossibles les envoyaient là-bas.

LRD : Vous allez dans des établissements scolaires. Des élus vous sollicitent-ils ?

JD : Quelquefois ! Mais je suis impressionné par mon incapacité à faire beaucoup de choses. Je peux très peu ! ■

1) www.gpclimate.ch/fr

2) <https://blogs.letemps.ch>

3) Voir notamment ses travaux avec *The Shift Project : Climat, crises. Le plan de transformation de l'économie française*, Odile Jacob, Paris, 2022.

4) Sylvain. *Militantisme pour l'écologie et le climat : les dérives de la répression*, LaRevueDurable n°66, été-automne 2021, p. 8.

LRD

Détruire le climat détruit aussi les enfants

38

Lorsqu'ils ont défini leur grille de questions à destinées à des jeunes, les Artisans de la transition n'avaient pas connaissance de la grande enquête internationale alors en cours dans dix pays, parue en décembre 2021 dans le journal médical *The Lancet*. De nombreuses questions étant similaires dans ces deux enquêtes, il paraissait très opportun de comparer les résultats obtenus auprès de quatre écoles du canton de Vaud à ceux de cette enquête internationale.

Plus de la moitié (57%) des pédopsychiatres interrogés en Angleterre en 2020 voyaient des enfants et des jeunes angoissés par l'évolution du climat et l'état de l'environnement (Royal College of Psychiatrists, 2020). L'impact des changements écologiques en cours sur le bien-être et la santé mentale des jeunes est de plus en plus palpable et reconnu.

Signe de cette reconnaissance : au moment même où des élèves d'un gymnase et de trois écoles professionnelles dans le canton de Vaud répondaient à l'enquête des **Artisans de la transition**, 10 000 jeunes de 15 à 25 ans participaient, dans dix pays – Australie, Brésil, Etats-Unis, Finlande, France, Inde, Nigeria, Philippines, Portugal et Royaume-Uni – à la plus grande enquête jamais réalisée sur les sentiments des jeunes vis-à-vis du changement climatique (Hickman et coll., 2021).

De mai à juin 2021, ces jeunes ont répondu à des questions sur leur vécu émotionnel, fonctionnel et psychologique en rapport avec le changement climatique et l'action des Etats. Des questions élaborées par neuf chercheurs issus de neuf universités dans trois pays. Bon nombre de questions étant similaires dans les deux enquêtes, il paraissait très intéressant de comparer les réponses de jeunes Vaudois à celles de leurs pairs ailleurs dans le monde.

Moins préoccupés

Les émotions que le dérèglement du climat suscite chez les enfants et les jeunes intéressent des chercheurs depuis une dizaine d'années (Ojala, 2012 et page 42). L'une des originalités de l'enquête internationale réalisée en 2021 est qu'elle interroge, pour la pre-

mière fois, des jeunes dans des pays moins riches. Et de fait, au Brésil, en Inde, aux Philippines et au Nigeria, les niveaux de préoccupation des jeunes sont bien plus élevés que dans les pays plus riches.

Le score le plus élevé est atteint aux Philippines, où 49% des jeunes qui ont répondu au questionnaire déclarent être extrêmement préoccupés par le changement climatique.

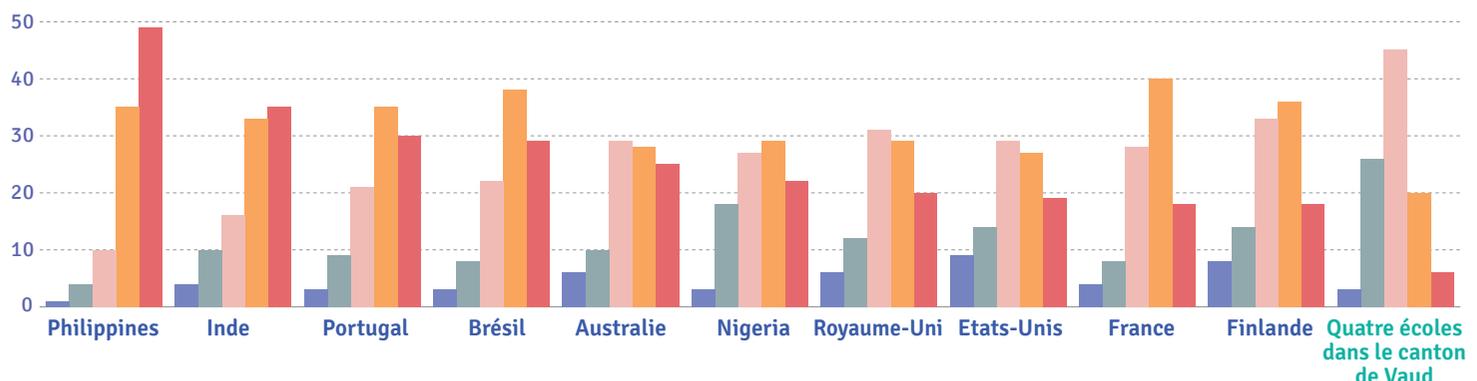
En comparaison internationale, les jeunes Vaudois qui ont répondu à l'enquête des **Artisans de la transition** affichent des niveaux de préoccupation très inférieurs : seuls 6% déclarent être extrêmement préoccupés contre 27% en moyenne sur l'échantillon international. Le pourcentage des jeunes Vaudois qui disent être très préoccupés est aussi plus bas : il est de 20% contre 32% en moyenne sur l'échantillon international.

Clairement, les données obtenues en Suisse confirment que les jeunes les plus préoccupés habitent dans les pays les plus pauvres et les plus directement affectés par le changement climatique.

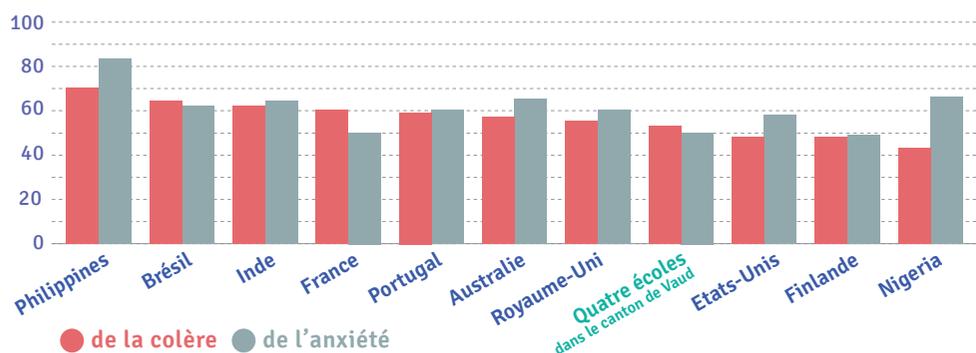
En Suisse, les manifestations du dérèglement climatique sont encore relativement bénignes au regard des événements climatiques extrêmes – sécheresses, feux de forêt, pluies torrentielles, inondations, tempêtes, etc. – qui se multiplient dans certains des pays où l'enquête internationale a été menée.

Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé-e par le changement climatique ?

● Pas du tout ● Peu ● Assez ● Très ● Extrêmement



Les dégradations écologiques/le changement climatique m'inspirent (en %)



Dans les pays plus riches, les jeunes qui déclarent des niveaux de préoccupation plus élevés vivent en Australie et au Portugal, un résultat sûrement en grande partie imputable aux gigantesques incendies qui ont récemment ravagé ces deux pays. Le niveau de richesse du pays peut aussi offrir un plus grand sentiment de sécurité.

Colère et peur

En moyenne, 55 % des jeunes qui ont participé à l'enquête internationale disent éprouver de la colère face à l'évolution du climat et 60 % ressentir de l'anxiété. Dans le canton de Vaud, les jeunes qui ont répondu à l'enquête sont au diapason : 53 % partagent le sentiment de colère, et 50 % celui d'anxiété.

L'enquête internationale explore de manière approfondie les émotions des jeunes confrontés au changement climatique. La batterie de questions que les chercheurs ont conçue vise à saisir de manière très précise leur état d'esprit : 75 % de celles et ceux qui ont répondu ont peur de l'avenir et 55 % pensent que ce qui a le plus de valeur à leurs yeux va disparaître.

Il n'existe pas de données comparables pour les jeunes Vaudois. Toutefois, l'enquête des **Artisans de la transition** inclut des questions sur leur vision de l'avenir. Et sur ce plan, les jeunes qui y ont répondu estiment en moyenne à 6,5/10 la probabilité qu'ils souffriront de la faim et assisteront à l'effondrement des structures étatiques.

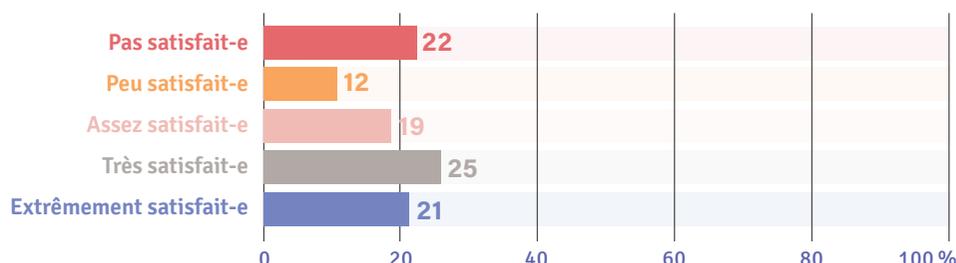
Impacts sur la qualité de vie

En moyenne, 45 % des jeunes qui ont répondu à l'enquête internationale affirment que leurs sentiments à propos du changement climatique les affectent au quotidien : cela les empêche parfois de jouer, de manger, de se sentir bien.

L'enquête des **Artisans de la transition** n'interrogeait pas les jeunes sur la façon dont les préoccupations au sujet du climat les affectaient au quotidien. Toutefois, le questionnaire leur demandait de définir leur niveau de satisfaction dans la vie. Or, les données obtenues sur ce point donnent l'image d'une génération dont un bon tiers est peu ou n'est pas satisfait de sa vie.

Les élèves qui se disent les plus satisfaits de leur vie sont aussi les moins préoccupés de l'évolution du climat. Réciproquement, les plus préoccupés sont les moins satisfaits de leur vie.

Tout bien considéré, dans quelle mesure vous sentez-vous satisfait-e de votre vie ? (en %)



Trahison, abandon

Si les enfants et les jeunes d'aujourd'hui semblent assez largement partager la vision d'un avenir menaçant, c'est pour des raisons évidentes. Il y a d'abord la situation objective. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef, 2021), « les impacts du changement climatique mettent presque chaque enfant en danger ».

« Non seulement la planète sera un endroit plus dangereux à vivre au cours de leur vie, mais ils devront également supporter le coût total des opportunités perdues tout au long de leur vie, écrit l'Unicef. Par exemple, les perturbations de l'éducation dues aux impacts climatiques auront un effet négatif sur la capacité d'apprentissage des enfants, ce qui affectera leur carrière et leur potentiel futur. »

Il y a ensuite la situation subjective. En plein développement psychologique, physique, social et neurologique, les enfants et les jeunes sont plus vulnérables que les adultes à ces sombres perspectives. Ils sont davantage submergés par leurs émotions et se sentent encore plus impuissants pour enrayer l'évolution délétère du monde.

Les auteurs de l'étude internationale avancent une troisième source de souffrance chez les jeunes : le sentiment d'abandon, de trahison qui peut émerger au constat que les adultes se révèlent incapables de les protéger d'une menace pourtant gigantesque, parfaitement identifiée et très bien documentée.

L'enquête internationale a ainsi demandé aux jeunes s'ils se sentaient trahis par les

gouvernements. Oui, ont répondu 58,5 % des jeunes qui ont participé à l'enquête. Les chercheurs ont trouvé une forte corrélation positive entre la présence de sentiments négatifs – colère, anxiété, manque d'espoir, etc. –, le fait de se sentir affecté dans sa vie quotidienne et le sentiment d'être trahi par les gouvernements. A niveau de préoccupation égal, les jeunes qui se sentent trahis par les gouvernements affichent davantage de sentiments négatifs.

L'incapacité des gouvernements à enrayer la destruction du climat nuit-elle au bien-être des jeunes dans le canton de Vaud ? En comparaison internationale, dans ce pays, la Suisse, aux institutions démocratiques très réputées, ces jeunes présentent le plus bas niveau de confiance dans leur gouvernement : 13 % contre 31 % en moyenne dans l'étude internationale.

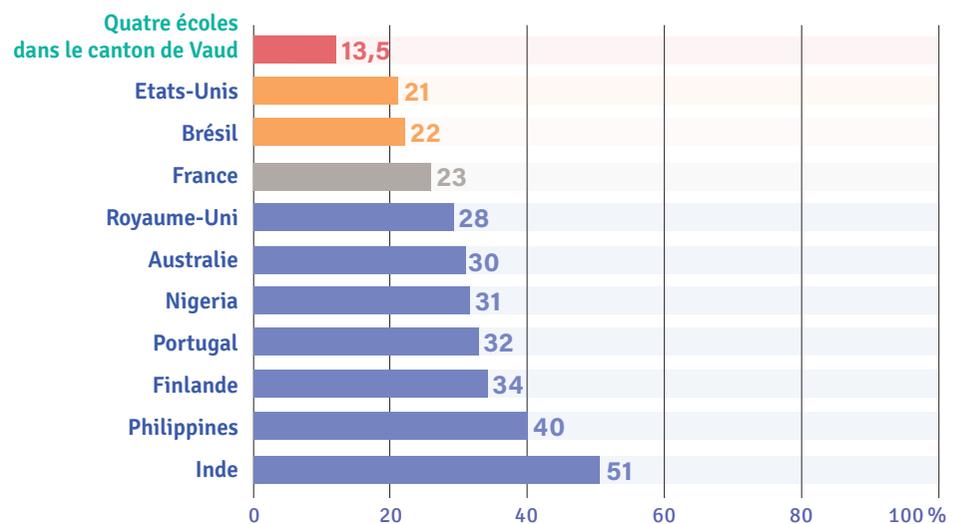
Les jeunes Vaudois qui déclarent les niveaux d'anxiété dus à la crise climatique les plus élevés et affichent les plus bas niveaux de satisfaction dans la vie font aussi le moins confiance au gouvernement pour la résoudre. Ainsi, tout indique qu'en Suisse aussi, l'absence de réponse adéquate des gouvernements au dérèglement du climat aggrave l'anxiété et la perte de qualité de vie des jeunes.

Adaptation au vivant

Les auteurs de l'étude internationale écrivent : « Cette enquête montre qu'un grand nombre de jeunes dans le monde considèrent que les gouvernements ne reconnaissent pas la crise, n'y donnent pas suite de manière cohérente et urgente et ne répondent pas aux préoccupations des jeunes. Cette attitude est vécue comme une trahison et un abandon par les jeunes et les générations futures en général. »

Leur conclusion : « L'anxiété climatique des enfants et des jeunes ne doit pas être considérée comme simplement causée par la catastrophe écologique, mais aussi par des « autres » plus puissants (adultes et gouvernements) qui n'agissent pas face aux menaces. »

Peut-on faire confiance au gouvernement pour régler la crise climatique ? Réponses positives (en %)



Ce qui les amène à proposer : « Pour protéger la santé mentale et le bien-être des jeunes, les personnes au pouvoir peuvent agir pour réduire le stress et la détresse des jeunes en reconnaissant, en comprenant et en validant leurs craintes et leur douleur, en reconnaissant leurs droits et en les plaçant au centre de l'élaboration des politiques. »

Il ne s'agit donc pas uniquement, pour les responsables politiques, de protéger le climat mais, d'un même élan, de protéger le climat, la santé mentale des jeunes et leur bien-être.

Vous n'êtes pas seuls

D'autres recherches (page 42) montrent que les jeunes sont capables de transformer leurs sentiments négatifs en espoir et motivation pour agir. Mais à cette condition expresse : qu'ils se sentent écoutés et sachent qu'ils ne sont pas seuls à agir. Autrement dit, tous les adultes – et pas uniquement les responsables politiques – peuvent contribuer à lutter contre le sentiment d'abandon que ressentent à juste titre les jeunes très concernés par le changement climatique.

C'est notamment ce que font, dans le monde, les Grands-parents et les Parents pour le climat (LaRevueDurable, 2013 ; 2014). Ces mouvements et toutes les figures maternelles ou paternelles qui s'engagent pour l'avenir donnent aux jeunes en détresse face à la destruction du climat le sentiment d'être écoutés et compris – ce qui est déjà beaucoup.

L'absence de réponse adéquate des gouvernements aggrave l'anxiété des jeunes

Malgré leur échec – jusqu'à présent – à obtenir une action des gouvernements et des sociétés à la hauteur de la situation, ces mouvements montrent aux jeunes que tous les adultes ne les ont pas abandonnés. Et génère

en eux une très grande gratitude (page 35, l'interview de Jacques Dubochet).

Inversement, ce besoin de protéger les enfants et les jeunes peut être une formidable source de motivation et d'espoir pour les adultes. L'histoire de la lutte contre le dérèglement climatique est pleine d'exemples de parents et de grands-parents qui, tout d'un coup, à l'image du « coming out » de Jacques Dubochet en Suisse, réalisent qu'ils sont

responsables de protéger leurs enfants, leurs petits-enfants et les enfants en général.

Au début des années 1990, Aubrey Meyer, violoniste et compositeur britannique, voit sa fille de 4 ans faire dérailler sa carrière. Un soir, alors qu'ils lisent ensemble avant d'éteindre la lumière, elle lui demande : « Papa, la planète est-elle vraiment en train de mourir ? » Téméraire, il lui répond : « Je ne crois pas, ma chérie, mais papa va se renseigner, et si c'est le cas, il fera en sorte que cela cesse. »

Or, témoigne cet homme, « soudainement, la musique m'est apparue inutile ». Il vend alors son violon et achète à la place un ordinateur pour rassembler les émissions de dioxyde de carbone de tous les pays et imaginer la meilleure manière de les faire chuter (LaRevueDurable, 2005).

Le grand-parent militant pour le climat le plus célèbre est sans doute le climatologue états-unien James Hansen, qui affirme : « La naissance de mes petits-enfants m'a convaincu que je devrais faire tout ce que je pouvais pour informer le public. » Il ne voulait pas que, plus tard, ils pensent que leur grand-père savait et n'avait rien fait (Hansen, 2012).

L'exemple le plus récent d'une prise de conscience soudaine, et même brutale du besoin de faire quelque chose pour préserver les chances de ses enfants est la grève de la faim du Fribourgeois Guillermo Fernandez. Ce père de trois enfants s'est assis 39 jours sur une chaise devant le Palais fédéral, à Berne, pour exiger – et obtenir ! – que les élus fédéraux suivent une formation sur l'évolution du climat et ses causes. Il expliquait que s'il devait mourir, ses enfants seraient au moins consolés du fait que leur père avait cherché à les protéger.

A contrario, beaucoup de parents se sentent coupables de ne rien faire ou si peu pour défendre leurs enfants. Cette culpabilité écrasante a pour effet de les détourner du problème. Enfants, jeunes et adultes ont pourtant absolument tout à gagner à s'engager ensemble pour atténuer la destruction en cours du climat, de la biodiversité et de l'avenir. ■



Manzwire, Zimbabwe, 5 février 2020 : des enfants se rendent à l'école

BIBLIOGRAPHIE

HANSEN J. *Il est encore temps de stopper la course à l'abîme*, LaRevueDurable n°46, septembre-octobre 2012, pp. 12-16.

HICKMAN C ET COLL. *Climate Anxiety in Children and Young People and their Beliefs about Government Responses to Climate Change: a Global Survey*, The Lancet, Planetary Health, vol. 5, décembre 2021.

LA REVUE DURABLE. *Contraction et convergence : une stratégie simple et efficace pour l'après-Kyoto*, LaRevueDurable n°15, avril-mai-juin 2005, pp. 32-34.

LA REVUE DURABLE. *Pour nos enfants et nos petits-enfants, nous ferions n'importe quoi*, LaRevueDurable n°50, octobre-novembre-décembre 2013, pp. 64-66.

LA REVUE DURABLE. *Vers un mouvement de grands-parents pour le climat en Suisse romande*, LaRevueDurable n°51, avril-mai-juin 2014, p. 7.

OJALA M. *Regulating Worry, Promoting Hope: How do Children, Adolescents and Young Adults Cope with Climate Change?* Int. J. Environ. Sc. Educ, 2012, 7, pp. 537-561.

ROYAL COLLEGE OF PSYCHIATRISTS. *The Climate Crisis is Taking a Toll on the Mental Health of Children and Young People*, en ligne, novembre 2020.

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF). *The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index*. New York, 2021.

MARIA OJALA*

Aider les enfants et les jeunes à transformer leurs émotions en espoir

42

Pour que les destructions écologiques soient une raison d'agir chez les enfants et les jeunes et ne les empêchent pas de s'épanouir, la première chose à faire est de les aider à prendre acte des émotions que cette situation génère en eux et à en parler. Et plus encore de les amener à relier ces émotions à leurs valeurs et objectifs existentiels. Parents, éducateurs, écoles et politiques ont ici une responsabilité essentielle : il leur revient de valider ces émotions et de montrer qu'eux-mêmes s'impliquent dans les réponses urgentes et fortes à apporter à l'état de la planète.

1) Une grande partie de ce texte est extrait de l'article de Maria Ojala When Young People Worry about Climate Change, 2020. En ligne sur <https://sites.tufts.edu/earthstewards>.

Aujourd'hui, tous les jeunes se préoccupent de la destruction du climat et de l'évolution de la planète. Mais selon des modalités très différentes : tandis que certaines détournent des actions positives et du sens de la responsabilité vis-à-vis de la Terre, d'autres posent les fondements d'actions positives et de cette responsabilité. Comment discerner les unes des autres et soutenir celles qui posent les bons fondements ?

Mes recherches auprès de jeunes vivant en Suède de la fin de l'enfance aux débuts de l'âge adulte révèlent que loin d'être les victimes

* Maria Ojala est professeure de psychologie à l'Université d'Örebro, en Suède.



photocase.de/Aleksandra Suzi/Espoo/Finland

passives des émotions que le changement climatique évoqué à l'école ou dans les médias suscite, les jeunes gèrent au contraire plutôt activement ces émotions en faisant appel à diverses stratégies.

Ces stratégies étant source ou non de bien-être et d'action, toute personne impliquée dans le soutien aux jeunes et leur développement se doit de travailler sur leurs façons de gérer leurs préoccupations afin de les préserver des stratégies les moins constructives et de favoriser chez eux les plus constructives.

« Coping »

Quelles sont ces stratégies ? Mes recherches montrent qu'un petit groupe minimise la gravité du changement climatique, estimant que médias et chercheurs exagèrent ou que les effets négatifs ne surviendront que dans un avenir lointain. Et qu'un plus grand groupe se préoccupe du changement climatique, mais en évitant les informations anxieuses ou en cherchant des distractions. Ces deux groupes adoptent pour s'en sortir des stratégies qui ne sont pas conçues pour nourrir le sens de la responsabilité vis-à-vis de la Terre.

Une autre façon courante d'affronter la menace climatique consiste à s'informer et à chercher à comprendre comment agir pour atténuer cette menace. Ce sont souvent des petites actions comme cesser de manger de la

viande ou demander à ses parents de prendre le problème au sérieux. Les psychologues parlent de « coping », en l'occurrence fondé sur le problème et à un niveau individuel. Par opposition à des comportements automatiques ou inconscients, le coping renvoie à la gestion consciente de différents types de stress psychologique et de menaces (Ojala et coll., 2021).

Bien que cette façon d'affronter le problème aille de pair avec un sentiment d'encapacitement, ce qui est positif, deux de mes études relient aussi cette stratégie à un sentiment général négatif chez les jeunes (Ojala, 2012 ; 2013). En cause, peut-être, le fait que ces études ont eu lieu avant les Grèves pour le climat et les grandes manifestations en 2019, de sorte que les participants n'envisageaient pas du tout un engagement collectif, mais seulement des petites actions qu'un individu peut accomplir dans son quotidien, faisant sans doute peser une charge trop lourde sur leurs épaules.

Une quatrième façon pour les jeunes de gérer le stress que peut susciter la destruction écologique est le « coping » fondé, cette fois, sur le sens : en plus de prendre acte du problème et des émotions qu'il génère, il consiste à s'appuyer, pour agir, sur ses valeurs, ses croyances, ses objectifs existentiels.

Cette stratégie reconnaît la gravité du problème et l'existence de raisons d'espérer et de possibilités d'agir pour faire une différence positive, aussi minime soit-elle. Les jeunes qui optent pour cette stratégie ne s'estiment pas seuls à porter ce problème, ce qui leur évite un sentiment de surcharge. Cette forme de coping est celle qui protège le mieux leur bien-être.

Parler est une façon constructive de gérer les émotions

Validation

L'école peut aider les enfants et les jeunes à gérer leurs émotions négatives liées au changement climatique en premier lieu en les amenant à exprimer ces émotions et à les prendre au sérieux, à les valider. Les

jeunes qui tendent à minimiser le changement climatique disent en effet ne pas se sentir pris au sérieux par les enseignants et les parents lorsqu'ils évoquent leurs émotions négatives à propos des problèmes sociétaux et écologiques.

Les recherches révèlent que pour que les préoccupations conduisent à développer une stratégie de coping constructive, une personne doit juger la situation au moins en partie contrôlable. Or, mettre des mots sur ces préoccupations et parler de ses sentiments est un premier pas vers un certain contrôle de ses émotions.

Echanger sur ses émotions avec d'autres personnes peut aussi créer un sens partagé de ces problèmes. Des études auprès de jeunes confirment que parler de leurs préoccupations est pour eux une façon constructive de gérer leurs émotions (Ojala, 2015).

Ne pas rester seul

Une autre façon de promouvoir des stratégies de coping constructives est d'aider à trouver des moyens d'agir pour lutter contre le changement climatique. A cet égard, il importe d'informer sur les actions qu'une

De l'éco-anxiété à l'éco-empathie

« Nous pourrions changer notre perception de l'éco-anxiété en la considérant comme une éco-empathie ou une éco-compassion », écrit Caroline Hickman, psychothérapeute expérimentée dans le traitement de l'éco-anxiété et auteure principale de l'étude internationale sur l'anxiété liée au changement climatique chez les jeunes (page 38).

Sa pratique l'a amenée à ce constat : « L'anxiété est parfois réduite et peut être vécue différemment, valorisée et même accueil-

lie lorsqu'elle est formulée comme de l'éco-empathie. Les gens se disent même soulagés de ressentir cette détresse, car cela leur montre qu'ils se soucient de la planète, vivent une vie connectée en empathie avec elle.

Cette approche permet de parler de connexion, de relation, d'amour et de compréhension et aide à nous éloigner de tout cadre pathologique de maladie mentale » (Hickmann, 2021).

LRD

Lutter contre l'alexithymie

Les émotions peuvent être tout particulièrement rejetées ou dévalorisées dans les sociétés qui privilégient la raison aux émotions. Les émotions dites négatives, en particulier, sont souvent méprisées. Or, écrit Panu Pihkala (2020), expert finlandais des émotions liées au changement climatique, « toutes les émotions ont un rôle utile dans la vie ». Changer l'appréciation générale des émotions est donc fondamental pour affronter le changement climatique.

« Le fait de nommer les émotions aide à canaliser l'énergie émotionnelle de manière plus constructive et à comprendre les expériences particulières d'éco-anxiété. Cepen-

dant, comme l'alexithymie – l'incapacité à reconnaître ou à nommer les émotions – est largement répandue dans les sociétés contemporaines, ces compétences lexicales doivent être considérablement renforcées », affirme Panu Pihkala, qui conseille de canaliser l'énergie émotionnelle dans le sport, les rituels et l'expression créative.

LRD

Former les enseignants à regarder leurs émotions

L'Association finlandaise des professeurs de biologie et de géographie a commencé en 2019 le projet « Toivoa ja toimintaa » (Espoir et action). Son but : mettre au point des ressources pour une éducation environnementale sensible aux émotions, avec une attention particulière pour l'éducation climatique. Elle propose aux enseignants des ateliers sur l'éco-anxiété et les émotions climatiques.

Pendant une heure et demie, accompagnés de deux facilitateurs, les participants dessinent la carte de leurs émotions liées au changement climatique et en discutent en petits groupes. Le principal groupe cible est formé d'enseignants de l'école secondaire (élèves âgés de 13 à 15 ans) et post-obligatoire (élèves âgés de 16 à 18 ans) en présence, souvent, des directeurs d'école.

Le rôle des enseignants pour amener les élèves à explorer et exprimer leurs émotions liées au changement climatique est décisif. Des phrases telles que « Je sais qu'il est injuste que votre génération soit confrontée au changement climatique » ou « Je sais que cette lecture était déprimante » valident les

émotions des élèves, leur donnent le sentiment d'être écoutés et légitimes.

Cependant, les enseignants doivent aller plus loin en se plaçant dans le même espace émotionnel que leurs élèves, affirme Panu Pihkala (2020). « En déclarant simplement « Je ressens aussi du désespoir », un enseignant peut partager ses difficultés personnelles et éviter que les élèves aient l'impression d'être seuls ou que personne ne peut les guider. En admettant la vulnérabilité, la complexité et l'ambiguïté qu'il ressent lui-même, l'éducateur fournit un modèle très important et encourage à partager des sentiments difficiles dans des espaces sûrs. »

LRD

personne peut entreprendre dans son quotidien : même les plus petits gestes du quotidien concernant ces problèmes peuvent conduire à un plus haut degré de bien-être. Mais il importe aussi d'exiger des politiques et des autres acteurs plus puissants qu'ils encouragent et soutiennent la transformation vers une société plus soutenable.

Se concentrer uniquement sur l'action individuelle peut être trop lourd à porter dès lors que personne ne peut résoudre seul les problèmes écologiques. L'action individuelle doit être abordée dans le contexte de la résilience communautaire. Les approches participatives, la recherche de solutions collectives sont particulièrement utiles pour accroître le sentiment de contrôle et d'efficacité. Se réunir et agir collectivement dans différentes organisations accroît le bien-être et crée des formes constructives d'espoir.

Conscience émotionnelle critique

En plus de valider les préoccupations des jeunes, éducateurs et parents peuvent amener la discussion sur les problèmes écologiques mondiaux sur le terrain des valeurs, par exemple prendre soin des animaux et





photocase.de@greycoast

s'occuper de personnes qui souffrent des inondations, des feux de forêt et d'autres symptômes du changement climatique et de la dégradation de la biosphère.

Pour paraphraser le philosophe Ernst Bloch et l'éducateur Paulo Freire, affronter l'obscurité est, paradoxalement, un premier pas vers l'espoir. L'espoir vient ainsi d'une compréhension critique d'une situation dégradée et de la conscience que quelque chose manque et qu'il faut agir.

Les facteurs culturels et structurels influencent la façon dont les jeunes gèrent leurs émotions négatives liées au changement climatique. Le sociologue Zygmunt Bauman affirme qu'il est difficile aujourd'hui de prendre acte de ses émotions négatives liées aux problèmes de société et d'en faire quelque chose de constructif parce que la culture néolibérale privilégie des émotions positives et agréables.

Les émotions négatives sont jugées dangereuses, car susceptibles de perturber le système néolibéral. Une culture qui se concentre sur les émotions positives et dévalorise ou décourage les émotions négatives peut amener

les jeunes à se distancier du changement climatique ou à se limiter à des stratégies de coping individuelles, à ne pas réclamer des changements structurels indispensables pour affronter le changement climatique.

Vu l'influence de la culture sur la manière dont les gens ressentent le changement climatique, il est nécessaire, au-delà de la promotion de la « compétence émotionnelle », de favoriser l'émergence d'une « conscience émotionnelle critique » qui implique de s'interroger sur les émotions qui sont autorisées dans les discussions sur le changement climatique et l'éducation sur ce thème.

Quelles sont les émotions qui sont prises au sérieux et quelles sont celles qui ne le sont pas ? Traite-t-on les émotions des garçons et des filles de la même manière ? Pourquoi certains groupes d'élèves ressentent-ils de la culpabilité ou de la honte alors que d'autres éprouvent de la colère ? Pourquoi est-on si prompt à faire appel à des stratégies de distanciation et des stratégies

individualisées et si réticent à adopter des stratégies collectives ?

Existe-t-il d'autres moyens de gérer les émotions liées au changement climatique ? Quelles sont les sources pour construire un espoir constructif ? Quelles implications les sentiments et les stratégies de coping ont-elles pour l'action et l'éducation ? La conscience émotionnelle critique appelle à formuler ces questions et à discuter des réponses possibles.

Confiance et espoir

La confiance que les différents acteurs de la société apportent leur contribution à la lutte contre la menace climatique fait partie des stratégies de coping des jeunes axées sur le sens. Cette confiance est une des sources de leur bien-être et de leur engagement (Ojala et Bengtsson, 2019). Sans doute est-il plus facile de penser qu'il vaut la peine d'agir soi-même si l'on a confiance que les autres font aussi de leur mieux.

L'école peut aider les jeunes à nourrir cette confiance en invitant dans les classes des acteurs qui travaillent sur les problèmes climatiques et écologiques depuis diverses perspectives – scientifiques, ONG, politiques – pour évoquer leur travail, leurs difficultés,

leurs espoirs. Ces personnes peuvent servir de modèles aux jeunes.

Les recherches du psychologue du développement William Damon montrent que la meilleure façon de donner un sens à sa vie et de promouvoir le bien-être psychologique est de trouver un but qui

va au-delà de l'attention portée à soi-même, c'est-à-dire de s'engager dans une cause plus large qui inclut d'autres humains, la société ou la nature.

Les grandes manifestations sur le changement climatique qui ont eu lieu dans de nombreux pays avant la pandémie ont été pour

La culture néolibérale privilégie les émotions positives et agréables

quantité de personnes, pour de nombreux jeunes en particulier, un but dans la vie. Une tâche pour les éducateurs est de réfléchir à la manière d'inclure l'engagement des jeunes dans l'éducation au changement climatique et à l'écologie.

Qu'il s'agisse de trouver des valeurs pour lesquelles il vaut la peine de se battre, des

raisons d'espérer, un objectif plus élevé pour se définir ou tout autre résultat positif, l'école et l'entourage en général sont décisifs pour aider les enfants et les jeunes à transformer leurs émotions négatives en espoir. ■

Apprendre à bien vivre avec ses émotions

En phase avec sa très forte politique de bien-être (LaRevueDurable, 2021), le Gouvernement néo-zélandais a mis au point une série de ressources – information de base, conseils, propositions d'activités et guides pratiques – pour que l'enseignement sur le climat tienne compte du bien-être émotionnel des élèves.

« Les enfants peuvent réagir de plusieurs manières au matériel scientifique sur le changement climatique. Ils peuvent ressentir diverses émotions difficiles : la peur, l'impuissance, la frustration, la colère, la culpabilité, le chagrin et la confusion. Lorsqu'ils abordent ce sujet, les enseignants peuvent rencontrer des élèves qui pratiquent l'évitement, le déni, des tactiques de diversion, des vœux pieux et bien d'autres mécanismes pour s'en sortir.

« Les enfants peuvent avoir besoin d'aide pour comprendre, communiquer et faire face aux sentiments difficiles qui surgissent en rapport avec le sujet. Aborder le bien-être tout au long des sessions protège le bien-être des élèves et renforce leur capacité à prendre des mesures positives », écrivent les auteurs du *Guide du bien-être en rapport avec le changement climatique*.

Le but est autant de préserver le bien-être des enfants que d'éviter l'effet spectateur : lorsqu'un collectif est confronté à un problème qui invite à agir vite et fortement, mais que personne ne bouge, le réflexe commun semble être de se dire « Alors moi non plus ! » (LaRevueDurable, 2016).

Ce programme, qui vise les élèves à partir de 8 ans, s'adresse aussi à leurs parents et à leur entourage. Le manuel incite les proches à s'appuyer sur les expériences et les interactions quotidiennes pour donner aux enfants l'occasion de discuter de leurs émotions et de développer leur « vocabulaire émotionnel ».

Au cours des conversations, les parents peuvent montrer de l'intérêt, poser des questions, communiquer leur acceptation et normaliser les émotions, par exemple en disant « Tout le monde se sent triste parfois. » Les parents peuvent également donner l'exemple du langage émotionnel pour décrire leurs expériences. Exemple : « Je me sens frustré et triste qu'il n'y ait plus beaucoup de neige en hiver. »

Attention, écrivent les auteurs, « il peut être difficile de voir votre enfant se débattre, malheureux et anxieux. Vous pouvez même vous sentir coupable ou responsable. Votre enfant peut être frustré par vous et d'autres adultes au sujet de la situation actuelle du changement climatique. Avec tout sentiment désagréable que votre enfant éprouve, il est tentant de vouloir le rassurer.

« Cependant, la réponse la plus importante est d'accepter et de reconnaître des sentiments dans une relation bienveillante. Il est plus difficile – et plus important – qu'il n'y paraît d'être avec votre enfant pendant qu'il trouve ses propres solutions et ses propres façons de gérer les choses » (Wellbeing Guide, 2020).

LRD

BIBLIOGRAPHIE

HICKMAN C. *We Need to (Find a Way to) Talk about... Eco-Anxiety*, *Journal of Social Work Practice*, 34 (4), pp. 411-424, 2020.

LA REVUE DURABLE. *Axer la relance sur le bien-être : la Nouvelle-Zélande montre la voie*, *LaRevueDurable* n°65, pp. 27-30, 2019.

LA REVUE DURABLE. *L'effet spectateur*, *LaRevueDurable* n°56, janvier-février-mars 2016, p. 36.

OJALA M. *How Do Children Cope with Global Climate Change? Coping Strategies, Engagement, and Well-Being*, *Journal of Environmental Psychology*, 32, pp. 225-233, 2012.

OJALA M. *Coping with Climate Change among Adolescents: Implications for Subjective Well-Being and Environmental Engagement, Sustainability*, Special Issue on Psychological and Behavioral Aspects of Sustainability, 5(5), pp. 2191-2209, 2013.

OJALA M. *Hope in the Face of Climate Change: Associations with Environmental Engagement and Student Perceptions of Teachers' Emotion Communication Style and Future Orientation*, *Journal of Environmental Education*, 46(3), pp. 133-148, 2015.

OJALA M, BENGTTSSON H. *Young People's Coping Strategies Concerning Climate Change: Relations to Perceived Communication with Parents and Friends and Pro-Environmental Behavior*, *Environment and Behavior*, 51(8), pp. 907-935, 2019.

OJALA M ET COLL. *Anxiety, Worry, and Grief in a Time of Environmental and Climate Crisis: A Narrative Review*, *Annual Review of Environment and Resources* 46, pp. 35-58, 2021.

PIHKALA P. *Eco-Anxiety and Environmental Education*. *Sustainability* 12, 2020.

Climate Change Learning Programme – Wellbeing Guide. Ministère de l'éducation, Nouvelle-Zélande, 2020.

LRD

La famille, tremplin privilégié pour l'action climatique

47

Les relations parents-enfants sont le lieu d'un apprentissage privilégié sur le climat et l'écologie. Un grand canal de transmission est l'exemplarité et les pratiques quotidiennes. Mais la parole, les conversations, les échanges forment de manière décisive les perceptions sur ces sujets : plus parents et enfants parlent d'écologie, plus les attitudes et les comportements des uns comme des autres sont susceptibles de bouger en faveur du climat et de la biodiversité. La famille étant au contact des autres sphères de la société, il y a là un vrai levier à actionner.

Ils et elles sont sept. Sept jeunes qui vivent dans des contextes sociaux et écologiques difficiles en différents lieux du globe terrestre. Leur point commun : œuvrer du mieux qu'elles et ils le peuvent pour amener des changements dans leur communauté. Le constat de Flore Vasseur dans *Bigger Than Us* est amer et fort : ces jeunes puisent dans l'énergie du désespoir pour sauvegarder leur monde.

Le manque saillant d'engagement des Etats sur l'écologie, la diversité sociale ou les égalités de genre les conduisent à tromper leur âge pour garder espoir. Or, le film ne le dit pas, mais Flore Vasseur témoigne de l'apport crucial des parents, de la mère en particulier, qui ont accompagné et inspiré depuis leur naissance les sept protagonistes de son film.

Des parents aux enfants

L'enquête des **Artisans de la transition** révèle la très faible influence du statut socio-économique des parents sur le nombre d'actions des jeunes en faveur de l'environnement (Félix, 2022). En revanche, la transmission de connaissances à l'intérieur de la famille apparaît déterminante : les enfants issus de foyers où l'on parle d'écologie agissent plus pour la Terre que les enfants issus de foyers où ces conversations n'ont pas lieu.

Cette étude réalisée dans quatre écoles du canton de Vaud corrobore ainsi le témoignage de Flore Vasseur : quel que soit l'origine sociale, la communication intrafamiliale, fondement du vivre en société, est une source majeure de la capacité des jeunes à agir pour freiner les dégradations en cours de la biodiversité et du climat.

Les discussions sur l'écologie influencent cependant plus ou moins les comportements des jeunes selon le milieu social. Dans les familles dont les parents exercent une profession intellectuelle, libérale ou scientifique, le score des gestes écologiques quotidiens des enfants passe d'un peu plus de deux (2,27) lorsqu'il n'y a pas de discussion en famille à plus de trois (3,36) lorsqu'il y en a. Chez les enfants de cadres, ce score passe de 2,86 à 3,03 gestes. Et chez les enfants des autres catégories sociales (aide-comptable, agent de police, serveur, commerçant, chef d'équipe ouvrière ou métier agricole), il passe de 2,42 à 2,86 gestes (graphique page 48).

Comment cette transmission parents-enfants s'opère-t-elle ? En premier lieu, la famille est fondamentale pour l'acquisition du style de vie : les habitudes alimentaires et de mobilité, par exemple, s'acquièrent dès le plus jeune âge (Kaufmann et Widmer, 2005 ; Gray, 2018).

Les choix de la famille pour les loisirs exercent aussi un fort impact sur la relation au milieu naturel. Les enfants apprennent par imitation et par la pratique, et les modes de vie des parents façonnent de manière durable leurs habitudes. Cet apprentissage s'applique aussi à la capacité à s'engager : l'action des parents influence les aptitudes comportementales des enfants.

Ensuite, les parents sont une source privilégiée dans la formation des perceptions

écologiques de leurs enfants, qui ont confiance dans les connaissances qu'ils et elles leur transmettent (Corner et coll., 2015).

Les animateurs des **Artisans de la transition** en ont fait l'expérience à plusieurs reprises. Des jeunes dont les parents sont abonnés à **LaRevueDurable** ont frappé à la porte de cette revue ou des **Artisans de la transition**. C'est d'ailleurs le cas du corédacteur de cet article, Amédée Félix. Dans tous les cantons, de nombreux enfants d'abonnés et d'amis de **LaRevueDurable** ont participé aux marches pour le climat.

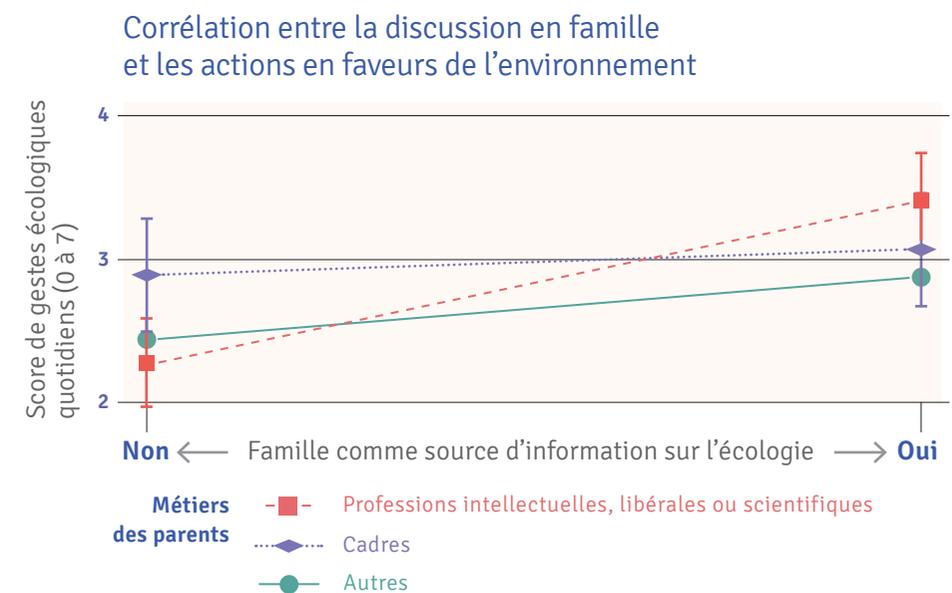
Durant la rédaction de cet article, les deux codirecteurs des **Artisans de la transition** avaient rendez-vous avec Paula Rouiller et Loukina Tille, étudiantes à Zurich, pour discuter du Traité de non-prolifération des énergies fossiles (page 63). La première lâche d'emblée : « Je crois que vous connaissez ma maman. » Danielle Rouiller, paysanne bio à Neuchâtel, est en effet une proche des **Artisans de la transition**.

Des enfants aux parents

« Moi, c'est tout l'inverse. La première fois que j'ai participé à une manifestation, j'étais coorganisatrice », contraste Loukina Tille. Dans sa famille, l'écologie n'était pas un sujet de discussion. Elle s'est pourtant engagée corps et âme dans la Grève du climat et, dit-elle, « mes parents m'ont soutenue et sont venus à toutes nos manifestations ».

Il n'y a donc pas que les parents qui influencent leurs enfants. L'inverse est aussi vrai. Et cette influence peut être forte. De façon inattendue, en 2019, le responsable d'un fonds d'investissement est venu participer à une assemblée générale des **Artisans de la transition** en quête d'idées pour agir : « Je suis là parce que ma fille est très engagée dans la grève du climat ! » a-t-il expliqué.

L'exemple le plus frappant de la capacité des enfants à modifier les attitudes et les comportements de leurs parents vis-à-vis de la catastrophe climatique est bien sûr Greta



Thunberg, qui a souvent raconté être sortie de sa dépression en voyant ses parents l'écouter au point d'engager d'énormes changements dans leur façon de vivre. « J'ai pensé que si j'avais réussi à les faire changer ainsi, je pourrais aussi le faire avec d'autres », raconte le jeune prodige.

La poule n'est donc pas seule à influencer l'œuf : l'œuf influence aussi la poule ! Mieux, chercheuse à l'Université d'Etat de Pennsylvanie, Danielle Lawson a pu montrer que les discussions en famille sur le changement climatique influencent beaucoup les attitudes et les actions des parents ou des adultes de référence même les plus rétifs à l'idée que le climat se réchauffe.

Lors d'une expérience menée dans des écoles sur la côte en Caroline du Nord, des élèves de 10 à 14 ans devaient mener des petits projets sur le thème de la nature – par exemple collecter et classer du plancton –, rédiger des textes pour un blog et faire de petits exposés (Lawson et coll., 2019a). Et aussi questionner leurs parents. Il ou elle pouvait demander à son père, par exemple, quels changements il avait constaté dans le climat de sa ville natale au cours du temps.

« A aucun moment, nous n'avons dit aux enfants ce qu'ils devaient penser ou dire », précise Danielle Lawson. Le but était de

déclencher des discussions entre parents et enfants sans que les enfants se sentent sous pression pour faire changer leurs parents d'avis sur quoi que ce soit » (Kowalski, 2019).

Résultat : les parents des enfants qui ont participé à cette expérience ont exprimé des niveaux plus élevés de préoccupation pour le changement climatique que les parents du groupe témoin. Les effets étaient les plus forts chez les parents de sexe masculin et les parents conservateurs, qui affichaient les niveaux les plus bas de préoccupation climatique avant l'intervention. Les filles semblent avoir été particulièrement efficaces pour influencer leurs parents.

Les principaux moteurs des perceptions du changement climatique sont l'idéologie politique et les visions culturelles du monde (Lawson 2019a ; Marshall, 2016a ; 2016b). Nombre d'adultes rejettent les messages sur le changement climatique parce qu'ils les associent à des groupes politiques avec lesquels ils sont en profond désaccord.

C'est pourquoi la diffusion d'informations, même de très bonne qualité, ne suffit pas à faire évoluer les attitudes de la population en faveur du climat : les individus ont tendance à choisir les informations qui correspondent le mieux à leur idéologie et à leur vision du monde.

Mais si c'est leur propre fils ou leur propre fille qui amène la question, les parents sont en situation de percevoir le sujet comme étant moins lié à un parti politique ou à une idéologie qu'ils rejettent, ce qui les rend mieux disposés à écouter et à apprendre. La famille nucléaire est un espace de discussion moins partisan, ce qui aide les parents à mettre leurs filtres politiques de côté et à être attentifs aux données qui leur sont transmises. La plus grande influence des filles viendrait du fait que dans cette tranche d'âge, elles savent mieux communiquer que les garçons (Kowalski, 2019).

De façon remarquable, cet effet fonctionne aussi en sens inverse. Dans une autre étude, Danielle Lawson a étudié les attitudes et les comportements sur le climat des parents et d'un de leurs enfants âgé de 10 à 14 ans dans 182 familles (Lawson 2019b). Conclusion : indépendamment de l'opinion et du degré de préoccupation des parents, la fréquence des discussions familiales sur le climat est le meilleur prédicteur des comportements vertueux pour le climat des enfants.

Cet effet peut s'expliquer par le niveau de développement cognitif des adolescents, « dont l'esprit est plus autodirigé et plus auto-régulé » (Lawson, 2019b). La plupart des enfants, des adolescents et des jeunes n'étant pas attachés aux croyances et aux idées de groupes politiques particuliers, ils sont plus à même d'agir en accord avec ce qu'ils et elles comprennent des données du problème indépendamment de ce qu'en pensent, notamment, leurs parents.

Espace privilégié

L'enquête des **Artisans de la transition** ne questionnait pas les parents. Mais elle aurait probablement elle aussi mis au jour l'influence sur les parents des discussions en famille sur le climat ou sur la biodiversité. Les échanges enfants-parents aident à dépasser les œillères politiques et à surmonter les obstacles à l'action en faveur du climat et de la biodiversité.

En conséquence, Danielle Lawson conseille aux jeunes : « Parlez à vos parents de ce que

vous observez. N'hésitez pas à partager vos pensées avec eux. Et ne vous découragez pas s'ils ne changent pas d'avis après une première conversation. Le plus important est de garder espoir et de solliciter ces conversations. »

Plus largement, la famille est un lieu primordial pour la formation des attitudes et l'acquisition de comportements à plus faibles impacts sur la biosphère. C'est aussi un lieu de ressourcement puisque la famille arrive en tête des ressources qui aident à faire face à la crise écologique que les jeunes qui ont participé à l'enquête des **Artisans de la transition** citent (page 18).

De la famille à l'école

L'éveil familial à l'écologie souffre cependant souvent d'un manque de structures, d'outils et de ressources : que faire de la compréhension de l'évolution destructrice en

cours ? Comment agir ? Par quels canaux démocratiques ? La formation de duos parent-enfant dans le cadre de formations écologiques permettrait une meilleure coopération et enrichirait les échanges sur les connaissances, en particulier sur les besoins émotionnels des jeunes pour digérer la situation dont ils héritent (page 42).

Pour favoriser la communication parents-enfants sur ce sujet, l'école pourrait créer des moments de rencontres lors de journées dédiées avec des ateliers, des exposés et d'autres lieux d'échanges et de réflexions (Corner et coll., 2015 ; voir aussi page 50). Ces moments de formation mutuelle pourraient être obligatoires au même titre que le service militaire ou les premiers secours lors de l'apprentissage du permis de conduire, qui répondent à des états de nécessité. ■

BIBLIOGRAPHIE

CORNER A, ROBERTS O, CHIARI S, VÖLLER S, MAYRHUBER ES, MANDL S, MONSON K. *How Do Young People Engage with Climate Change? The Role of Knowledge, Values, Message Framing, and Trusted Communicators*, WIREs Climate Change 6 (5), pp. 523-34, 2015.

FÉLIX A. *Fin du monde ou fin du mois ? L'urgence climatique sous l'angle de l'origine sociale*, Archives de l'Université de Genève, 2022.

FLORA J ET COLL. *Evaluation of a National High School Entertainment Education Program: The Alliance for Climate Education*, Climatic Change 127 (3), pp. 419-34, 2014.

GRAY LA, HERNANDEZ ALAVA M, KELLY MP, CAMPBELL MJ. *Family Lifestyle Dynamics and Childhood Obesity: Evidence from the Millennium Cohort Study*, BMC Public Health, 18, 2018.

KAUFMANN V, WIDMER E. *L'acquisition de la motilité au sein des familles. Etat de la question et hypothèse de recherche*, in : Espaces et sociétés n°120-121, pp. 199-217, 2005.

KOWALSKI K. *Students Can Sway How their Parents View Climate Change*, Science News for Students, en ligne, 2019.

LAWSON D ET COLL. *Children Can Foster Climate Change Concern among their Parents*, Nature Climate Change, May 6, 9, pp. 458-462, 2019a.

LAWSON D ET COLL. *Evaluating Climate Change Behaviors and Concern in the Family Context*, Environmental Education Research 25 (5), pp. 678-90, 2019b.

MARSHALL G. *Forger une conviction universelle sur le climat*, LaRevueDurable n°56, janvier-février-mars 2016a, pp. 16-61.

MARSHALL G. *Le syndrome de l'autruche*, Actes Sud, Arles, 2016b.

RENCONTRE

Le Gymnase d'Yverdon, laboratoire de la durabilité Rencontre avec Christian Henchoz

50

L'un des résultats les plus clairs de l'enquête des Artisansdelatransition est le souhait des élèves de voir leur école réaliser des projets concrets de durabilité. Au Gymnase d'Yverdon, ce vœu est comblé par de multiples projets pratiques auxquels les quelque 1400 élèves peuvent participer avec leurs professeurs et toute la communauté de cet établissement¹.

Les expériences qui s'y déploient depuis douze ans sont une source d'inspiration pour la politique de durabilité dans l'enseignement postobligatoire. Elles ont débouché sur un Agenda 2030 qui

formalise les objectifs et les moyens pour rendre tangible la durabilité dans un établissement scolaire public.

Christian Henchoz est l'une des chevilles ouvrières de cet accomplissement pionnier. Il travaille à 50 % au Gymnase d'Yverdon en tant que doyen et responsable de la durabilité. Et à 50 % à la Cellule durabilité du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC) du canton de Vaud, où il apporte ses connaissances et son expérience du terrain.

LaRevueDurable : Pour donner un contenu concret à la durabilité, le Gymnase d'Yverdon anime de nombreux projets pratiques sur son site : quand et comment ces actions ont-elles démarré ?

Christian Henchoz (CH) : Cela est parti, en 2010, de deux événements. L'un a été la création d'un rucher par deux professeurs de biologie au gymnase, Frédéric Dind et Amaël Chevalier, qui sont aussi apiculteurs. Depuis, le miel vendu à l'interne finance d'autres projets. L'autre événement a été la rénovation énergétique de trois bâtiments construits dans les années 1970 avec de faibles performances thermiques, pour les hisser au label Minergie P.

Ces travaux ont été entrepris à l'initiative de la Direction générale des infrastructures et du patrimoine (la DGIP, à l'époque le SIPAL), propriétaire des bâtiments pour l'Etat de Vaud. Les enveloppes ont été refaites en bois et un système d'aération semi-automatique a été installé pour maximiser la qualité de l'air dans les classes, car le CO₂ qui s'y accumule nuit à la concentration.

LRD : Comment êtes-vous passé de ces premiers pas à une dynamique de plus en plus systématique et cohérente à l'échelle du gymnase ?

CH : Lorsque je suis arrivé en 2013 comme enseignant en géographie, j'ai lancé des pro-

jets d'élèves liés à la durabilité et abordé ce thème dans mon enseignement. Si bien qu'à la fin de l'année, des élèves m'ont dit vouloir agir dans ce domaine. Nous avons alors formé un groupe de travail, qui se réunissait sur le temps libre de ses membres, et les élèves ont choisi divers sujets, dont la biodiversité, ce qui a abouti à la plantation d'un verger de dix-neuf pommiers. Puis le groupe a voulu mener des actions plus larges.

Agenda 2030

On a du coup été en contact avec Frédéric Dind et réalisé que d'autres initiatives exist-

taient dans le gymnase. Mais comment les mettre en valeur ? Sur le site des Nations unies, on a découvert l'existence de la Journée annuelle de la Terre nourricière, le 22 avril². Et en 2014, on a organisé une première journée pour valoriser ce qui se faisait sur la durabilité dans le gymnase.

LRD : C'est là que la dynamique s'est cristallisée.

CH : Oui, cette façon de rendre visible l'existant a eu un effet catalyseur. De mon côté, j'ai développé un cours avec deux ambitions : d'une part, décrire les problèmes et aborder des solutions, de l'autre, avec deux collègues de géographie, réaliser des projets concrets avec des élèves de deux classes de troisième année. Cet effort a débouché sur une vingtaine de projets dans plusieurs branches – impliquant quarante élèves – qu'on a présentés lors de la deuxième Journée de la Terre nourricière, en 2015. Il y avait des ateliers partout dans l'école : en aquaponie, en recyclage, en récolte d'habits, en projets artistiques, etc.

C'est ainsi qu'un mouvement est né dans le gymnase : en 2018, lorsque la troisième édition a eu lieu, de plus en plus d'élèves et de professeurs ont rejoint la dynamique. Alors on a voulu structurer cet élan à l'échelle de l'établissement avec un plan cadre, un plan d'intention et un plan d'action.

LRD : C'est le fameux Agenda 2030, que vous avez présenté lors de la première rencontre annuelle de la plate-forme durabilité pour l'enseignement postobligatoire, en septembre 2020, organisée à l'Université de Lausanne par la Cellule durabilité du DFJC du canton de Vaud.

CH : C'est exact : des professeurs, des élèves et des membres du personnel du gymnase ont mis un an et demi à préparer cet Agenda 2030 en lien avec la communauté du gymnase pour fixer des priorités pour la période 2020-2030.

La direction et la conférence des maîtres ont validé ce projet d'établissement qui s'appuie sur des actions du terrain solidifiées, l'Agenda 2030 qui donne le cap et la stratégie, et une équipe durabilité de dix personnes élues pour accompagner ces dix ans de travaux : trois élèves, trois enseignants, trois membres du personnel et un membre de la direction. Un appel à candidature et un vote ont permis de nommer aussi un référent durabilité : c'est Frédéric Dind qui a été choisi.

LRD : L'Agenda 2030 a donc démarré !

CH : Oui, on est ainsi passé à un niveau institutionnel. Et malgré la pandémie, on a

pu avancer en 2020-2021 et réaliser le projet phare, l'étang, qui a été inauguré en septembre. Fin 2021, on a pu réaliser l'entier du processus, recruter de nouveaux élèves et choisir, grâce à un sondage auprès de la communauté gymnasiale, les objectifs pour 2022.

LRD : Quels sont ces objectifs ?

CH : Le premier est l'éducation à la durabilité : comment l'insérer dans les cours ? Le deuxième est la transition intérieure. Le troisième est la réduction des déchets : chaque semaine, 50 000 feuilles de papier sont photocopiées et il y a du littering sur le site. Notre action en 2022 est orientée sur ces trois axes.

Il faut ajouter à ce programme l'accueil, depuis 2019, d'une antenne du

Centre d'orientation et de formation professionnelle (Cofop) qui forme des apprentis en intégrant la durabilité dans le fonctionnement de la cafétéria. Ainsi que le suivi énergétique des bâtiments, un bilan carbone global réalisé pour l'ensemble de l'établissement qui va déterminer des actions à mener, la question délicate de la mobilité et la poursuite du pôle ressources naturelles qui concerne beaucoup la biodiversité.

Les actions en faveur de la biodiversité sont pléthoriques sur le site de l'école

La biodiversité plus chaude que le climat

L'enquête des **Artisans de la transition** révèle chez les élèves une préoccupation plus forte pour la biodiversité que pour le climat. Au Gymnase d'Yverdon, Christian Henchoz ne peut pas confirmer si cette sensibilité est en effet plus élevée chez les élèves, mais les actions sur cette dimension de la durabilité sont pléthoriques sur le site de l'école.

Une fois l'entretien enregistré, il nous emmène découvrir les dix-neuf pommiers, tous de variétés différentes, les ruches et le mur en pierres sèches derrière les bâti-

ments, la grande prairie sèche à l'ouest du site et, à l'entrée de l'école, face au lac de Neuchâtel, l'étang flambant neuf.

« Si la biodiversité se prête très bien à des réalisations dans un établissement scolaire, le défi est plus délicat pour le climat », souligne Christian Henchoz. Les enseignants du Gymnase d'Yverdon abordaient le sujet en essayant de convaincre les élèves de ne plus prendre l'avion pour leur voyage de classe. Maintenant, c'est la politique cantonale qui n'autorise plus les départs en avion pour ces voyages.

A Yverdon, des élèves du gymnase ont réalisé leur bilan carbone personnel et mettent en place des mesures pour réduire leur empreinte carbone au niveau personnel et en créant des projets pédagogiques. « Lutter contre le changement climatique passe par des actions concrètes dans des domaines bien délimités comme le transport ou l'alimentation », relève Christian Henchoz. Les **Artisans de la transition** connaissent bien ce besoin d'ancrage dans le concret qui est au cœur de la méthode des Conversations carbone.

LRD



LRD : Du sondage que vous avez réalisé auprès de la communauté du gymnase pour définir votre Agenda 2030, il ressort que les professeurs veulent plus de formation théorique alors que les élèves aspirent à plus de concret – ce que confirme l'enquête des Artisans de la transition. Comment comprenez-vous ce remarquable décalage ?

CH : (Après réflexion) Je fais le même constat : les élèves ont très envie de faire des choses. Planter des arbres a été une révélation pour eux. Or, les études gymnasiales sont en général plutôt orientées théorie. Elles préparent les élèves aux hautes écoles, à une carrière académique. En école de maturité, qui concerne la majorité de nos élèves, ils sont assis sur des bancs une bonne partie de la journée. Toute notre culture est très cérébrale. Et quand on donne aux élèves la possibilité de créer un étang, de creuser, de mettre la main à la pâte...

LRD : ... ils adorent !

CH : Ils adorent ! Mais pour les professeurs, lancer un cours qui implique de créer des projets avec des élèves demande des compétences en gestion de projet qui ne font pas partie de leur bagage. On a donc besoin de développer ces compétences, ce que la Haute école pédagogique (HEP Vaud) met progressivement en place au niveau cantonal.

De l'importance du bien-être

LRD : La transition intérieure en deuxième objectif surprend : cela colle peu avec les résultats de notre enquête.

CH : Ce choix a plusieurs causes. La transition intérieure est tout d'abord dans l'ADN du Gymnase d'Yverdon, notamment la Conférence des maîtres, qui a une vraie tradition d'accueil. Je l'ai ressenti lorsque je suis arrivé. Les liens se font vite et sont profonds, notamment entre les professeurs, le personnel administratif et technique, et la direction. Ensuite, il y a eu, en 2018, un choc extrêmement douloureux pour l'établissement : deux



professeurs et quatre élèves sont morts, dont trois élèves par suicide.

Les suicides touchent les jeunes et ne sont pas propres au Gymnase d'Yverdon. C'est dans cette tranche d'âge qu'il y en a le plus. Certains nous ont cependant reproché de les avoir poussés au suicide. En réalité, les jeunes qui se sont ôtés la vie avaient au contraire trouvé dans ce gymnase des ressources, du soutien. Mais pour le public, cela n'était pas visible.

LRD : Faites-vous un lien entre ces suicides et la situation écologique et climatique très dégradée ?

CH : Nous avons dressé avec la Direction générale de l'enseignement postobligatoire (DGEP) et le DFJC un état des lieux sur le plan humain dans l'établissement³. Sur la base de ce travail, nous avons mis en place des mesures. Nous avons renforcé le comité des élèves et développé énormément la convivialité pour améliorer le bien-être, sujet sur lequel nous sommes très sensibles. Nous avons désormais une grosse équipe santé pour accompagner nos élèves : deux infirmières, une psychologue, un travailleur social, deux médiateurs, une aumônière. Et une coach en appui aux professeurs.

Et tout cet effort s'est effectivement traduit dans notre projet de durabilité. Nous nous sommes appuyés sur le troisième objectif de l'Agenda 2030 des Nations unies : permettre

à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge. On ne peut pas construire une société équilibrée sans se soucier du bien-être des populations. C'est ainsi que soutenir toute la communauté du gymnase pour l'aider à atteindre ce bien-être est sorti en deuxième priorité dans le processus d'élaboration de notre Agenda 2030.

LRD : Constatez-vous une montée de l'éco-anxiété chez les élèves ? Recevez-vous des témoignages de leurs préoccupations, voire de leur angoisse à propos de l'état du monde et de son devenir ?

CH : Il y a de l'éco-anxiété chez certains élèves, et aussi chez des membres du personnel. Sur ce plan, mon enseignement en géographie a beaucoup évolué. En 2007, lorsque je débutais, je présentais beaucoup les problèmes, ce qui n'allait pas. Jusqu'en 2010, on était un peu comme dans le film *Une vérité qui dérange* [film sur la campagne climatique d'Al Gore paru en 2006, ndlr], ambiance « On est fichus ». En fin d'année, beaucoup d'élèves repartaient les épaules basses.

Il faut des plages horaires orientées projet pour pouvoir avancer

J'ai vécu le film *Solutions locales pour un désordre global* [de Coline Serreau, paru en 2010] comme le premier documentaire plus équilibré sur la durabilité en termes de réponses à apporter. Puis il y en a eu d'autres, tels *En quête*

de sens [de Nathanaël Coste et Marc de la Ménardière, paru en 2010] et *Demain* [de Cyril Dion, paru en 2015]. Equilibrer mon cours de ce point de vue est devenu une priorité pour moi pour aider à être dans le faire.

Sur l'éco-anxiété, la question est de comprendre comment tenir un discours de futurs possibles quand on connaît les difficultés et l'inertie des systèmes. Et quand on ajoute l'éco-anxiété aux difficultés personnelles, familiales, sociales, et maintenant la pandémie, le tout peut être très difficile à vivre. Mais dans quelle mesure l'éco-anxiété elle-même augmente, il est très difficile de le savoir.

Le dur défi du référent durabilité

Le Gymnase d'Yverdon est en phase test. Et son référent durabilité Frédéric Dind en situation délicate : il s'agit de comprendre ce que ce référent peut faire et ne pas faire, voir ce qui est possible. « Dans les grandes lignes, témoigne cet adepte de la pédagogie de projet qui place enseignants et élèves dans le concret de l'action, j'anime et je préside l'équipe durabilité, j'organise ses réunions en moyenne quatre fois par année, rédige les procès-verbaux et assure le suivi des projets. L'équipe prend des décisions et établit les budgets lors de ces réunions. »

Pour faire ce travail, Frédéric Dind bénéficie d'une période de décharge, soit deux heures de travail administratif par semaine. Pour le reste, son budget annuel est de 500 francs. L'idée, à terme, est d'avoir un référent durabilité par établissement scolaire. Mais avec si peu de moyens, la tâche paraît pour le moins redoutable, voire insurmontable.

« La grande difficulté dans l'exercice de la mission qui m'incombe, souligne Frédéric Dind, est de parvenir, pour chaque projet, à recruter le plus de personnes possible, enseignants et élèves, prêtes à s'impliquer. Or, le problème est connu : dès qu'on compte sur le bénévolat, il est extrêmement difficile de mobiliser des personnes déjà très occupées et sollicitées par leurs tâches usuelles.

» Le plus difficile, continue-t-il, c'est de faire en sorte que les projets tiennent l'épreuve du temps. Au Gymnase d'Yverdon, si les ruches fonctionnent depuis plus de dix ans, c'est parce que mon collègue Amaël Chevalier et moi sommes des passionnés qui ne comptons pas nos heures. »

Il est aussi plus ou moins difficile de trouver des bénévoles selon les thèmes : « Pour l'étang, cela a été assez facile, car ce projet est plus porteur que, par exemple, travailler sur



les mégots qui sont jetés dans l'école. Tout le monde est d'accord pour juger la durabilité très importante, mais s'engager demande du temps et les grilles horaires des élèves et des enseignants sont très chargées. »

La conclusion pour Frédéric Dind est frappée au coin du bon sens : « Si l'on veut que la durabilité progresse dans les établissements scolaires, il faut lui allouer des moyens. Sinon, les enseignants et les élèves n'auront jamais le temps de s'engager dans des tâches aussi chronophages. Il faut des plages horaires orientées projet pour pouvoir avancer dans de bonnes conditions et sur la durée. Sinon, la durabilité restera dans les mains des supermotivés qui s'épuiseront et se laisseront. »

Problème : la grille horaire est fédérale. Et le récent refus du Parlement vaudois d'octroyer un budget aux écoles pour des projets pilotes est pour Frédéric Dind un

coup de massue. « Je n'ai pas d'argent pour acheter les arbustes fruitiers que nous voulons planter autour de l'étang. Pour trouver les fonds nécessaires, nous allons devoir nous débrouiller à l'interne, notamment en organisant un parrainage. » Autrement dit, comme en 2016 avec les pommiers.

Idem pour le tri des déchets : « Nous devons nous procurer des armoires de tri et il va certainement falloir se dépatouiller à l'interne pour trouver le budget nécessaire. »

Le référent durabilité du Gymnase d'Yverdon reste malgré tout très motivé et est loin d'être à court d'idées : en ce moment, Frédéric Dind met sur pied un projet de recyclage du marc de café issu de la salle des maîtres pour cultiver des pleurotes qui y seront vendus avec le miel. « Cela n'est pas très orthodoxe, mais je dois faire avec les moyens du bord. »

LRD



Lever les freins

LRD : Avec bientôt dix ans de recul, voyez-vous l'intérêt et la motivation pour agir sur la durabilité monter en force au sein du gymnase ?

CH : C'est une évidence ! Autant chez les élèves que chez les enseignants. Et ce avec les tensions qui entourent la durabilité : est-ce un dogme ? Est-ce politique ? Comment faire réfléchir sur la durabilité d'une manière qui ne soit ni idéologique ni dogmatique ?

LRD : Ce débat a lieu dans l'école ?

CH : Absolument !

LRD : Et il y a des résistances ?

CH : Tout à fait ! Il faut bien justifier et discuter : il y a des garde-fous, on ne peut pas faire n'importe quoi. C'est la démocratie et c'est une très bonne chose. Les actions en faveur de la durabilité doivent être cohérentes avec les plans international, fédéral et cantonal, l'approche pédagogique de l'établissement et les principes de base de l'école. Elles n'auront de poids que si elles sont construites avec la communauté gymnasiale.

LRD : Finalement, quels sont les principaux freins dans ce gymnase ?

CH : Le premier est pratique : comment faire, par où passe-t-on et où sont les outils ? Si j'enseigne le français, par exemple, comment puis-je me saisir de la durabilité ? Il y a des outils et des réponses concrètes qui restent à développer. Les plans d'études doivent évo-

luer pour inclure la durabilité et légitimer son intégration dans les cursus scolaires. C'est en partie le cas pour l'École de culture générale ou l'École de commerce et cela fait partie de la réflexion menée dans le cadre de la révision de la nouvelle maturité gymnasiale qui entrera prochainement en vigueur.

Deuxième difficulté, les nombreux chantiers du DFJC : il veut que nous fassions de l'école inclusive, du numérique, de la durabilité... mais le métier d'un professeur de français, pour garder cet exemple, demeure tout de même enseigner le français ! Il peut donc y avoir chez certaines personnes le sentiment d'une surcharge de missions qui n'ont pas été intégrées durant la formation des professeurs : comment tout concilier ?

Et puis, un troisième frein, c'est la nécessité de changer les schémas de pensée. Aborder la durabilité avec des écogestes, on y arrive. Mais prendre conscience qu'on doit faire évoluer le modèle de société actuel, questionner en profondeur les structures systémiques et, plus encore, les valeurs, voilà qui est plus difficile !

LRD : Les moyens financiers dont les directions disposent pour agir sont-ils suffisants alors que leur charge de travail est déjà très lourde ?

CH : Au niveau de l'intention, il n'y a pas de débat : la préoccupation est évidente dans la majorité des écoles. Les moyens à disposition sont en effet beaucoup plus problématiques. Il y a bien, là aussi, un frein. Si le référent durabilité doit travailler de façon bénévole, le mouvement ne décollera pas. On pourra l'initier, mais il ne prendra l'ampleur souhaitée que si les personnes désignées pour faire ce travail sont reconnues et payées pour cela.

LRD : L'intention est là, dites-vous. Ne constatez-vous pas des clivages entre professeurs de différentes disciplines, par exemple avec les enseignants en économie ?

CH : Il y a certes probablement des enseignants qui pensent que c'est du temps perdu,

mais il n'y a pas chez nous un groupe qui lutte contre notre action au motif qu'elle serait idéologique. Il n'y a pas de fronde anti-écologiste au Gymnase d'Yverdon ni de clivages par domaines d'étude. Il y a simplement des enseignants plus ou moins sensibles à la durabilité dans chaque domaine. Ces différences sont le reflet de celles qui traversent la société.

Difficile politique

LRD : La dynamique de durabilité progresse au Gymnase d'Yverdon. Mais ce n'est qu'un établissement parmi beaucoup d'autres. Pour étendre cette dynamique à toutes les écoles vaudoises, Cesla Amarelle, cheffe du Département de la formation, de la jeunesse et de la culture du canton, a présenté au Parlement vaudois un projet sur la durabilité à l'école, sur lequel vous avez beaucoup travaillé. Mais le parlement a refusé ce projet en novembre 2021⁴. Comment avancer désormais ?

CH : L'horizon voulu par le DFJC est que toutes les écoles envisagent la durabilité de manière globale, la construisent de façon transversale. En schématisant un peu, il n'est pas cohérent d'enseigner la durabilité dans des bâtiments à faibles performances énergétiques, dans des établissements où tout le monde vient seul en voiture et où personne ne sait d'où provient la nourriture qui est servie à la cantine. Il faut pouvoir aborder tous ces thèmes de manière cohérente. Nous devons pouvoir travailler sur tous ces aspects en coordination avec les politiques publiques concernées, qui sont parfois entre les mains d'autres départements du canton.

Avec Gaëlle Keim, déléguée départementale à la durabilité qui dirige la Cellule durabilité du DFJC du canton de Vaud, nous avons rédigé un rapport qui dresse un état des lieux pour toutes les écoles vaudoises⁵. Ce qui se passe est très encourageant, mais il y a des

Il y a des enseignants plus ou moins sensibles à la durabilité



freins. Le rapport propose d'avancer par étapes dans le cadre du Plan climat vaudois. Et pour mener l'étape suivante, nous avons estimé les fonds nécessaires à 7 millions.

Ce refus du parlement est, pour moi personnellement, un choc alors qu'un cadre international nous enjoint de nous occuper de durabilité non pas par des écogestes et du greenwashing, mais par une profonde remise en question, et alors même que la durabilité fait partie du Plan de législature du Conseil d'Etat vaudois et que le parlement a accepté son Plan climat cantonal.

LRD : Vous en avez parlé au DFJC ?

CH : Nous en avons discuté, oui : nous devons comprendre les résistances, pourquoi certains estiment qu'il n'y a pas de problème ! En Suisse, la politique repose beaucoup sur le compromis. Nous devons chercher des solutions aux difficultés que des parlementaires ont soulevées. On va donc retravailler, toujours dans le cadre du Plan climat, pour revenir avec de nouvelles propositions pour accompagner la transition dans les écoles.

A la Cellule durabilité, on sait que la question est sensible, mais on s'appuie sur la démarche scientifique, cette façon rigoureuse de construire des consensus, tant sur le plan pédagogique qu'académique, en partenariat respectivement avec la HEP Vaud et l'Université de Lausanne.

En attendant, plusieurs éléments mis en place vont heureusement pouvoir être activés

dès maintenant. D'abord dans la formation, l'une des trois priorités de la HEP Vaud, avec le CAS⁶ Agir pour la durabilité en milieu scolaire qui sera ouvert à l'automne 2022 : les premiers référents durabilité qui auront été nommés pourront le suivre. Pour les directions aussi, la formation appelée Fordif inclut un module sur la durabilité. Sur ce volet formation, on peut donc aller de l'avant.

On a aussi une plate-forme internet pour accompagner les écoles⁷ et on va constituer un réseau de référents. Ce que le refus du Parlement affecte profondément, ce sont les projets pilotes prévus dans les établissements : les 7 millions de francs leur étaient en grande partie affectés pour qu'ils puissent être testés et reproduits. Nous espérons maintenant revenir le plus rapidement possible avec un projet qui tienne compte des résistances.

LRD : Savez-vous quand vous pourrez présenter ce nouveau projet ?

CH : Le DFJC souhaite le présenter au plus vite. En attendant, il nous faut d'une part gérer ce qui est déjà possible, rassurer et encourager sur le terrain. Et d'autre part chercher des réponses aux difficultés soulevées dans les instances politiques. C'est un double mouvement. Techniquement, nous devons présenter au Grand Conseil vaudois un nouvel Exposé de motifs et projets de décret (EMPD). Certains s'engagent en manifestant

dans la rue. Ce qui me passionne est de réussir à amener la démarche de durabilité au sein de l'institution scolaire. ■

1) www.gyyv.vd.ch/developpementdurable

2) www.un.org/fr/observances/earth-day

3) Etude F. Cerchia et K. Carrasco sur les besoins des élèves et des professionnels du gymnase menée au Gymnase d'Yverdon en 2018 : www.gyyv.vd.ch/?page_id=137

4) Voir par exemple La droite ne veut pas d'une école verte. Colère de Cesla Amarelle après que l'UDC et le PLR ont coulé un projet au Grand Conseil d'une école plus durable, 24Heures, 16 novembre 2021.

5) Rapport disponible sur la plate-forme durabilité du canton : <https://ecolevaudoisedurable.ch>

6) Certificate of Advanced Studies.

7) <https://ecolevaudoisedurable.ch>

Du gymnase au festival

LRD : D'anciens élèves du gymnase ont créé en 2016, à Yverdon, un festival annuel sur la durabilité appelé Alternatyv¹. Etes-vous en lien avec eux ?

Christian Henchoz : Oui. Notre rôle est de préparer de futurs citoyens et citoyennes qui s'engagent ensuite à leur façon dans les domaines qui les intéressent. Une poignée d'élèves, associés à d'autres jeunes d'Yverdon, ont créé ce festival et nous sommes en contact avec eux.

LRD : Le gymnase est ainsi un point de repère sur la durabilité pour ses anciens élèves.

CH : Les relations vont dans les deux sens. Un ancien élève engagé en politique est venu témoigner en classe : quel impact il a eu avec ses cinq années de plus ! Un autre élève a fait une œuvre artistique, une vague en bouteilles en PET que sa maman boit à la maison. De tels témoignages ont un tout autre impact que les directives internationales !

LRD

1) <https://www.alternatyv.ch>

LRD

Guide sur les jeunes et l'écologie

RESSOURCES

Accompagner les jeunes

Les spécialistes de l'éco-anxiété chez les jeunes prônent quatre actions pour les aider à transformer leur détresse en espoir : créer des espaces pour explorer leurs émotions, trouver avec eux des actions pratiques à réaliser, les mettre en contact avec des adultes qui luttent contre le changement climatique et les aider à trouver un sens à leur vie en s'appuyant sur leurs valeurs. Voici quelques ressources pour aider parents et enseignants à mettre en œuvre ce programme.

Explorer ses émotions

En Finlande, le projet « Espoir et action » propose une foule de ressources pour améliorer les compétences des enseignants dans la gestion des émotions des élèves sensibles à la situation écologique. Articles de fond, exercices et propositions de séquences pour les aider à aborder leurs propres sentiments et ceux de leurs élèves notamment liés à l'état de la planète. Si la Suède est leader mondial dans la recherche sur le rôle des émotions dans l'engagement écologique, la Finlande est citée en exemple pour sa politique de promotion du bien-être chez les enfants et les jeunes.

En finlandais : <https://toivoajatoimintaa.fi>

La Nouvelle-Zélande aussi fait du bien-être de sa population une priorité et met la gestion des éco-émotions à l'ordre du jour du programme des écoles. En 2020, le Ministère de l'éducation a publié ce guide :

<https://nzcurriculum.tki.org.nz/Curriculum-resources/Education-for-sustainability/Resources>

Trouver des actions

L'offre disponible en français en ressources, animations et ateliers pour aider les enseignants et les écoles à aborder et à agir pour la durabilité est en revanche très abondante.

Centre national

Education21 est le centre national de compétences et de prestations pour l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) pour les écoles suisses. Sous mandat des cantons, de la Confédération et de la société civile, il propose des moyens d'enseignement, du soutien, des conseils et des aides financières pour les projets de classe et d'établissement liés à l'EDD.

www.education21.ch

Ecole santé

Le Réseau d'écoles21 réunit les écoles de tous les niveaux du primaire au collège ou gymnase qui s'engagent, à long terme, à promouvoir la santé et l'EDD. Il soutient les écoles qui font ce pas avec des ressources pédagogiques, des conseils, une personne de référence, des espaces de partage d'expériences et des journées d'étude régionales ou cantonales.

www.reseau-ecoles21.ch

Centre vaudois

La Plateforme durabilité pour une école vaudoise durable accompagne les enseignants dans l'évolution de leurs pratiques et leur offre du soutien et des outils pour rendre la durabilité concrète avec leurs élèves. Elle facilite le transfert vers l'enseignement des savoirs scientifiques les plus récents en collaboration avec l'Université de Lausanne. Et comprend deux volets : des rencontres avec les journées annuelles et des formations, et un site internet qui inventorie les principales ressources pédagogiques, projets d'établissement et possibilités d'éducation en plein air.

www.ecolevaudoisedurable.ch

Ecole climat

L'association My Blue Planet propose le programme Climate School, parcours de quatre ans pour amener le climat et la durabilité dans les écoles. Une de ses actions phares est l'installation d'un toit solaire avec

les élèves sur leur école. Pour l'instant, ce programme se déploie en Suisse alémanique, mais My Blue Planet aimerait pouvoir le déployer aussi en Suisse romande.

www.klimaschule.ch/fr

Programme international

Créé au Danemark en 1994, Ecoschool est le plus grand programme international de labellisation d'EDD au monde pour aider les écoles à fonctionner de manière plus durable et encourager les jeunes à être moteurs dans la société. Ce réseau présent dans près de 70 pays est actif :

en Suisse : www.ecoschools-ch.org
 en France www.eco-ecole.org
 en Belgique www.ecoschools.be

Bilan carbone

eCO₂profil accompagne les classes pour calculer l'empreinte carbone de chaque élève, celle de sa classe et celle de son école. Sur la base de leurs résultats, les élèves réalisent ensemble un projet ciblé de protection du climat. Pour des élèves de 14 à 20 ans.

<http://eco2profil.ch>

Economiser l'énergie

Active dans la sensibilisation et la formation aux économies d'énergie, l'association Terragir propose des solutions simples pour épargner l'énergie et être dès lors plus solidaire. Elle intervient dans les écoles, les collectivités, les entreprises et chez les particuliers via les Opérations énergie, l'accompagnement Green Team ou le programme Robin des Watts réalisé conjointement avec Energie solidaire et Terre des Hommes Suisse.

www.terragir.ch

Travailler ensemble

La société vaudoise Eqlosion organise le Climathon des jeunes, journée de réflexion collaborative durant laquelle les jeunes cherchent des solutions applicables à leur échelle à des problèmes précis tels que réduire la pollution due au système agroalimentaire ou promouvoir la mobilité douce. Le concept est adaptable pour des élèves à partir de 12 ans.

www.eqlosion.ch

Un million d'actions

Initié par l'Agence suisse pour le dévelop-

56



© pikselstock



©depositphotos/przemekkklos

pement et la coopération (DDC), le Défi 1 million d'actions jeunesse (1MYAC) mobilise les jeunes de 10 à 30 ans du monde entier pour réaliser un million d'actions pour un avenir plus durable. Toutes ces actions sont liées à l'un des quatre Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies suivants : eau potable et assainissement, consommation et production responsables, lutte contre le changement climatique, biodiversité.

<https://1myac.com/fr/how-it-works-youth>

Concours romand

Une année sur deux, le concours Environnement et jeunesse invite les élèves à réfléchir à un thème – qui change à chaque nouvelle édition – lié à leur environnement de manière transdisciplinaire. Sciences naturelles, sciences humaines et arts visuels sont mobilisés autour d'un projet de classe. Le prochain appel à candidatures sera ouvert à la rentrée 2022.

<https://environnementjeunesse.ch>

Pédagogie

Parmi les très nombreuses ressources pédagogiques disponibles en ligne, les Profs en transition se distinguent par leur approche très large et participative. Des milliers d'enseignants et acteurs de l'éducation francophones y partagent leurs idées pour construire une école, élaborer une pédagogie et développer des pratiques éducatives plus éco-responsables, citoyennes et solidaires. Haïkus, playlists de chansons écologiques, ateliers sur l'impact du numérique, MOOC (Massive Open Online Course) sur la place des énergies fossiles dans la société : ce site regorge de propositions pour les enseignants.

<https://profsenttransition.com>

Des leaders à l'école

Inviter des représentants d'associations et de collectifs qui agissent pour le climat, la biodiversité et d'autres causes écologiques aide les jeunes à se sentir moins seuls à porter le poids de l'évolution de la planète. Depuis peu, de nouvelles associations de parents tournées vers l'écologie émergent un peu partout.

Parents pour le climat

Des groupes de Parents pour le climat sont nés en Suisse romande dans le sillage d'Eltern fürs Klima en Suisse alémanique. A Fribourg, Parents pour le climat soutient les jeunes condamnés pour avoir mené des actions de désobéissance civile et a aidé à coller les pages du dernier rapport du Giec sur un bâtiment public. Leurs actions et celles du groupe romand sont annoncées sur les réseaux sociaux.

Parents pour la planète

Depuis la Drôme, 43 parents attaquent l'Etat français en justice pour « manquements fautifs en termes d'actions climatiques et environnementales ». Ils demandent à la justice d'imposer à la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes de remplir sa mission de protection de la population et de son environnement. La démarche a pour originalité d'identifier les problèmes locaux. Les demandes des parents concernent surtout l'eau – qui se raréfie –, les terres agricoles et la pollution atmosphérique. Les parents drômois ont établi un kit de démarrage pour des collectifs qui voudraient se constituer ailleurs.

<https://parentsourlaplanete.wordpress.com>

Grands-parents pour le climat

« Notre amour pour les enfants pourrait et devrait être une grande force de changement. Une politique climatique responsable n'est rien d'autre que de l'amour éclairé. » Les Grands-parents pour le climat Suisse ont été la première organisation, dans l'espace francophone, à se laisser inspirer par cette phrase de James Hansen parue dans le n°50 de LaRevueDurable en 2013. Aujourd'hui, les Grands-parents pour le climat Suisse, Belgique et France œuvrent pour faire émerger cet « amour éclairé » très souvent de manière intergénérationnelle.

www.gpclimat.ch

<https://gpclimat.be>

<http://grandsparentsclimatfrance.fr>

Conseils aux parents

Comment soutenir les enfants par temps de catastrophe climatique ? Les livres s'accroissent sur le sujet. Celui de Mary DeMocker, *The Parents Guide to Climate Revolution*, résume les conseils suivants aux parents concernés.

Ecouter

Le plus important est l'écoute. Ecouter les enfants et les jeunes les aide à valider leurs émotions et à comprendre ce qui les préoccupe. Certains redoutent des extinctions généralisées – très réelles – dans le monde entier. D'autres craignent leur propre disparition lors d'ouragans, d'inondations ou de feux de forêt. Des relances telles que « C'est vrai que cela est préoccupant », « Tu as le droit d'être en colère », « C'est dur de voir ce qui se passe » suivies d'une invitation à approfondir leurs sentiments peuvent aider à maintenir la conversation. Ce site explique comment valider les émotions d'une personne :

<https://fr.wikihow.com/valider-les-sentiments-d'une-personne>

Dire la vérité (avec précaution)

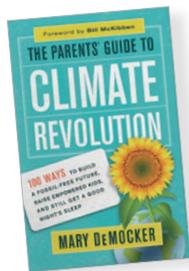
Dans les discussions sur le climat avec les enfants, les parents doivent trouver un équilibre entre rester honnête, avoir un niveau de détail adapté à l'âge de l'enfant et amener des raisons de garder espoir. Des phrases telles que « Beaucoup de gens travaillent pour protéger les animaux et nous pouvons les aider » ou « Je n'ai pas toutes les réponses et, tout comme toi, je suis en train d'apprendre, mais je sais qu'il est important que nous continuions à parler, et je suis vraiment ouvert à tout ce que tu ressens ou penses » sont des exemples de communication honnête et empreinte d'espoir.

Etre dans les milieux naturels

Marcher en forêt, prendre le soleil, jardiner, sauter sur des pierres, jouer dans le parc ou au bord de l'eau. Toutes ces activités ont des effets apaisants sur tout le monde. Se connecter aux éléments naturels répond à un besoin et canalise les émotions.

Faciliter la prise d'initiative

Les actions individuelles ne résoudront pas la crise écologique, mais elles aident à tempérer l'anxiété. Et à ce titre, elles sont très importantes. Mary DeMocker conseille d'expliquer aux enfants ce que la famille fait déjà pour l'écologie et pourquoi les parents ont fait ces choix. Ensuite, on peut lancer la discussion sur ce qu'il faudrait faire d'autre et réfléchir ensemble aux façons de s'y prendre.



MARY DEMOCKER,
The Parents Guide to Climate Revolution,
New World Library, Novato,
Californie, 2018.

www.marydemocker.com

Rester dans le système ou en sortir ?

Que faire lorsqu'on est jeune, doué, bûcheur, mais conscient que la formation académique qu'on a choisie, aussi prestigieuse soit-elle, n'accorde pas l'importance qu'elle devrait à l'évolution des équilibres de la Terre? Cette question fait l'objet de l'enquête bienvenue de Marine Miller, journaliste à la rubrique Campus du quotidien *Le Monde*.

Elle y explore notamment deux grandes pistes : l'une à l'intérieur du système pour le réformer, l'autre à l'extérieur pour expérimenter et inventer un autre modus vivendi. Entre ces deux voies, la journaliste ne tranche pas, mais son enquête donne une bonne idée des doutes et des difficultés que traversent ces jeunes qui formeront demain l'élite d'un monde chamboulé.



MARINE MILLER.
La Révolte, Enquête sur les jeunes élites face au défi écologique,
Seuil, Paris, 2021.

MANIFESTATIONS

Assemblées de jeunes

Le Geneva Youth Call (GYC) organise la première Assemblée mondiale de la jeunesse en collaboration avec l'Université de Genève et avec le soutien des Nations unies du 20 au 22 avril 2022. Le GYC invite les jeunes du monde entier, en présence et en ligne, à façonner des solutions et à échanger avec des spécialistes sur la protection de l'environnement, thème de cette première édition. Cette manifestation, initiative d'étudiants de l'Université de Genève, vise à porter la voix de la jeunesse sur la scène internationale et à lui fournir des outils pour déclencher les changements nécessaires.

<https://genevayouthcall.com>

Vivre ensemble en paix

La Journée internationale Vivre ensemble en paix vient d'une résolution des Nations unies adoptée à l'unanimité des 193 Etats membres en décembre 2017 pour mettre en lumière le besoin impérieux de la société civile à créer des sociétés plus pacifiques et inclusives.

Lors de cette journée, qui sera célébrée dans le monde entier, l'ONG soufie Aisa International organise un événement au Palais des Nations, à Genève, le 16 mai 2022, qui donnera la parole aux jeunes. Aisa cherche des jeunes engagés dans la transition écologique et le respect du vivant et de l'humain qui souhaitent témoigner de leurs actions. Pour s'annoncer ou se renseigner, écrire à

n.yassine@aisa-suisse.ch

www.16mai.org

Exposition

Tout contre la Terre, exposition temporaire du Muséum d'histoire naturelle de Genève, aborde le dérèglement du climat et l'érosion de la biodiversité sous l'angle des émotions. Où en est-on dans notre relation à la Terre alors que des limites planétaires sont dépassées ? Avec le psychologue Tobias Brosch et la linguiste Cristina Soriano, cette

exposition invite à expérimenter ses émotions pour mieux comprendre leurs impacts face aux dégradations écologiques. Jusqu'au 25 juin 2023.

Muséum d'histoire naturelle, 1, route de Malagnou, 1208 Genève.



Dans la tourmente des grèves pour le climat

Tout commence, documentaire de 92 minutes de Frédéric Choffat, est une photographie intime du mouvement des jeunes grévistes pour le climat en Suisse romande de 2018 à 2021. Il passe de l'euphorie

des manifestations géantes aux frustrations dues à la pandémie et aux procès – et aux condamnations – d'activistes choqués et meurtris par la manière dont les différents pouvoirs, notamment le judiciaire, les traitent. Frédéric Choffat filme avec beaucoup de finesse ses propres enfants, Solal et Lucia, son épouse, ses parents et lui-même, ainsi que quelques autres jeunes et intervenants tout aussi attachants.

Antigone toujours vivante et d'actualité

Dans cette version du chef-d'œuvre de Sophocle encore jamais jouée, Antigone est la nièce du président Créon. Face à la surdité de son oncle, dont le gouvernement poursuit une fuite en avant technologique au lieu de s'attaquer sérieusement au changement climatique, l'héroïne imagine une action extraordinaire de désobéissance civile. Hémon, son fiancé et fils du président, saura-t-il convaincre son père d'entendre les revendications d'Antigone et de revoir sa politique générale ?

Agrégée de lettres modernes et critique littéraire, Frédérique Zahnd a écrit cette pièce avec une intensité sans pareil en respectant au plus près la structure du monument écrit il y a 2500 ans. Elle cherche des metteurs et metteuses en scène professionnels et amateurs pour faire vivre sa pièce.

Contact : frederique.zahnd@bluewin.ch

Brèves

sur la guerre et autres désastres

Le pouvoir énergétique de la Russie

La Russie est le premier exportateur mondial de gaz, le premier exportateur mondial de produits pétroliers raffinés et le deuxième exportateur mondial de pétrole brut. L'invasion de l'Ukraine par l'armée de Vladimir Poutine a révélé l'extrême dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de ce pays. Un tiers du pétrole et 40 % du gaz consommés dans l'UE proviennent de Russie. La Suisse est moins dépendante du pétrole russe, mais importe 44 % de son gaz de Russie.

Pour se passer du pétrole et du gaz russes, la proposition circule qu'on pourrait prolonger la durée d'exploitation des centrales à charbon. Mais la position dominante de Moscou ne s'arrête pas au gaz et au pétrole : la Russie est le troisième exportateur mondial de charbon. Elle fournit notamment 50 % du charbon brûlé en Allemagne.

Prolonger la durée de vie des centrales nucléaires, voire en construire des nouvelles n'est pas non plus une bonne option du point de vue de l'indépendance énergétique. La Russie est en effet le premier exportateur mondial d'uranium enrichi, soit 35 % des besoins mondiaux. Les Etats-Unis ont d'ailleurs décrété un embargo sur le pétrole et le gaz russes, mais continuent d'acheter de l'uranium à Rosatom, qui couvre 20 % des besoins états-uniens en uranium enrichi.

Selon les sources, l'Europe dépense entre 650 et 900 millions d'euros chaque jour pour acheter du charbon, du gaz et du pétrole à la Russie. Un montant qui gonfle depuis le début de la guerre qui fait monter les prix. A elles seules, les exportations de pétrole et de gaz garantissent 45 % du budget de l'Etat russe.

www.aie.org

Sortir de la dépendance de Moscou

Le 8 mars, la Commission européenne a annoncé son intention de réduire de deux tiers ses importations de gaz russe d'ici l'hiver 2022-2023 et de s'en passer complètement d'ici 2030. Les pistes privilégiées sont les économies d'énergie, le remplacement des chauffages à gaz par des pompes à chaleur alimentées à l'électricité d'origine renouvelable et la diversification des approvisionnements en gaz :

recherche de fournisseurs non russes, augmentation des importations de gaz naturel liquéfié (GNL) et hausse des volumes de production et d'importation de biométhane et d'hydrogène renouvelable.

La guerre en Ukraine révèle une autre réalité embarrassante : la dépendance de l'économie suisse, et singulièrement de l'économie genevoise, à l'égard du négoce de matières premières russes. Selon l'ONG Public Eye, 80 % du négoce des matières premières russes ont lieu depuis la Suisse, plus précisément depuis Genève.

Une alimentation saine et durable plus que jamais

La guerre en Ukraine menace la sécurité alimentaire mondiale. L'Ukraine et la Russie sont les principaux producteurs mondiaux de blé, de maïs et d'oléagineux, ainsi que d'engrais. Le Moyen-Orient et l'Afrique dépendent fortement des importations de céréales de la région et seront les plus touchés. En réaction à cette situation, les propositions fusent pour intensifier la production alimentaire dans l'UE et en Suisse : il faudrait abandonner les jachères et suspendre, voire annuler les politiques qui ont pour objectif de rendre l'agriculture plus écologique.

Dans une lettre ouverte, plus de 600 scientifiques et experts de l'agriculture et de l'alimentation demandent au contraire d'accélérer la transition vers une alimentation plus saine, moins dépendante des énergies fossiles et meilleure pour la biodiversité : réduire la part des produits d'origine animale et le gaspillage alimentaire, et accélérer le déploiement de l'agriculture biologique.

<https://zenodo.org/record/6389348>

Traité international sur le plastique

Réunie à Nairobi, l'Assemblée pour l'environnement des Nations unies, plus haute instance internationale sur ce sujet, a adopté le mercredi 2 mars le principe d'un traité international juridiquement contraignant contre la pollution plastique. Un comité intergouvernemental de négociation a été chargé d'élaborer un texte d'ici 2024. Le cœur du traité devrait consister à obliger chaque pays à nettoyer ses déchets plastiques. Le traité serait juridiquement contraignant.

Ce futur traité serait une avancée pour lutter contre ce fléau qui détruit la biodiversité mondiale : 1,4 million d'oiseaux et 14 000 mammifères marins sont retrouvés morts chaque année en raison de l'ingestion de plastiques. Et les microplastiques se retrouvent désormais dans tous les écosystèmes et toutes les chaînes alimentaires.

En 2019, 460 millions de tonnes de plastiques ont été produits dans le monde, générant 353 millions de tonnes de déchets, dont moins de 10 % sont recyclés et 22 % sont abandonnés dans des décharges sauvages, brûlés à ciel ouvert ou rejetés dans l'environnement, selon les dernières estimations de l'OCDE.

Observatoire de la post-croissance et de la décroissance

Des acteurs de la recherche, du monde associatif et des citoyens se sont retrouvés à Clermont-Ferrand début avril pour lancer l'Observatoire de la post-croissance et de la décroissance (OPCD). Cette nouvelle institution se donne trois objectifs : poser les bases d'un futur centre de recherche interdisciplinaire et transdisciplinaire sur la décroissance ; articuler la recherche académique et les actions des mouvements citoyens pour la décroissance, et accompagner les collectivités territoriales et les différentes organisations (entreprises) dans leur transition vers une société sobre et conviviale. La France et, plus généralement, l'espace francophone ont été le berceau des idées décroissantes. C'est cette tradition que l'OPCD souhaite promouvoir et perpétuer.

<https://opcd.co>



LRD

Un traité mondial pour laisser les énergies fossiles sous terre

60

Tirer au plus vite le rideau sur la production d'énergies fossiles : tout politique qui s'intéresse à l'avenir avec un minimum de sincérité et de lucidité devrait en faire une priorité. Pourtant, à ce jour, il n'y a pas de cadre international qui organise la fin de cette activité en s'attaquant à la source du problème, l'extraction des énergies fossiles du sous-sol de la Terre.

L'accord de Paris donne des objectifs en termes de hausses limitées de la température et le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) documente les trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre compatibles avec ces objectifs. Mais l'un comme l'autre ne

disent rien de la production des énergies fossiles à l'origine de ces émissions.

Depuis 2021, l'idée d'instaurer un Traité de non-prolifération des énergies fossiles (TNPEF) inspiré du Traité de non-prolifération nucléaire (TNPN) pour mettre un terme progressif à cette production fait l'objet d'une campagne internationale. Encore peu connue en Europe francophone, cette campagne s'inscrit dans la continuité de celle pour le désinvestissement de l'industrie des énergies fossiles. Aussi les Artisans de la transition l'ont-ils naturellement rejointe. Voici une brève présentation de son histoire et de ses éléments centraux.

« C'est une décision difficile et coûteuse. Mais c'est la bonne décision ! » C'est en ces termes que Dan Jørgensen, ministre danois du Climat et de l'énergie, a commenté l'adoption par le Parlement danois de son projet de loi visant à mettre fin à l'exploitation pétrolière et gazière. Le 3 décembre 2020, les parlementaires danois ont accepté de ne plus attribuer de permis d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans ce pays.

Le Danemark est le principal pays producteur de pétrole de l'Union européenne. Et le plus grand pays producteur de pétrole à avoir fixé une date de fin de cette exploitation : à partir de 2050, il n'y aura plus d'extraction pétrolière dans ce royaume. D'ici là, les 4000 à 5000 salariés de ce secteur seront partis à la retraite ou auront bénéficié d'une reconversion professionnelle.

En 2020, les puits sur le plateau continental danois en mer du Nord ont produit 110 000 barils de pétrole par jour, plaçant ce pays au quarantième rang des producteurs mondiaux. L'arrêt de l'exploitation danoise en mer du Nord devrait entraîner un manque à gagner de 1 à 2 milliards d'euros par an pour ce pays dont le système social repose sur la rente pétrolière et gazière.

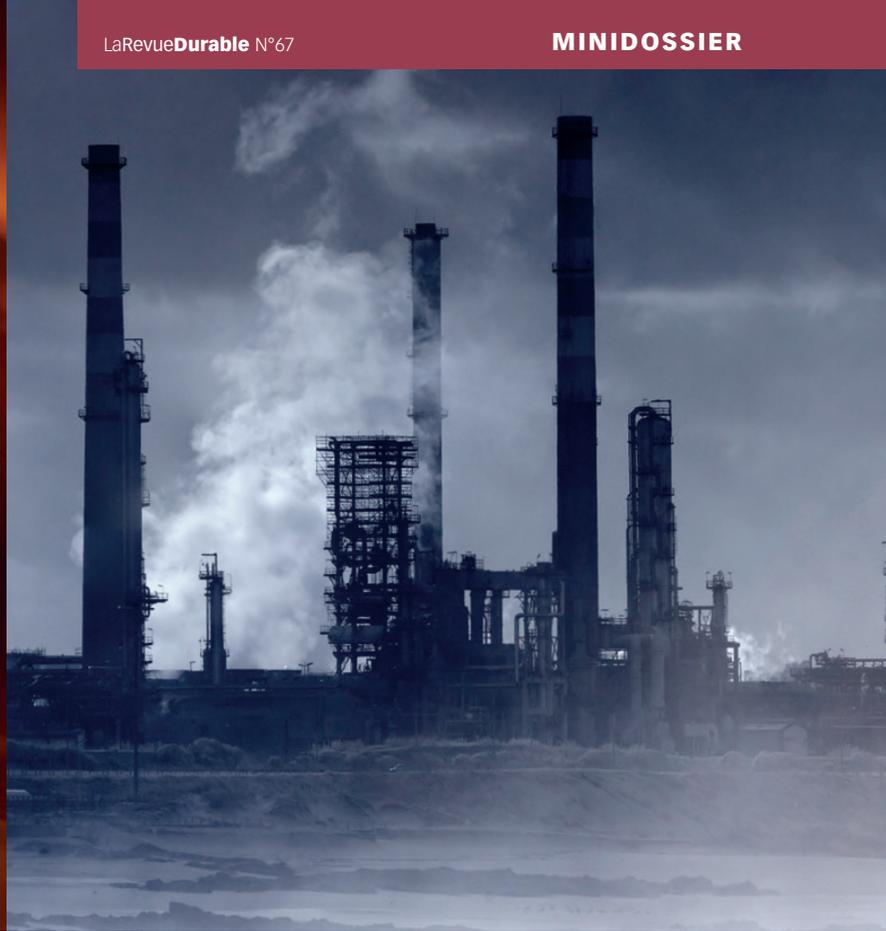
Mais bien sûr, tout le monde n'est pas d'accord ! « Vous voulez que nous arrêtions de pomper de l'argent du sous-sol pour que d'autres puissent le faire à notre place ? » a lancé un député opposé à ce grand pas en avant.

Rester digne de confiance

Depuis 1990, lorsque le charbon assurait 90 % de ses sources d'approvisionnement

électrique, le Danemark a parcouru un authentique chemin de transition énergétique (Hvelplund, 2014). Aujourd'hui, les centrales à charbon ne fournissent plus que 11 % du courant danois, l'éolien est passé de 1 ou 2 % à 50 % et le pays déploie un réseau de chauffage à distance largement alimenté par la biomasse, qui dessert près des deux tiers de la population.

D'ici 2030, le Danemark vise une baisse de 70 % de ses émissions de CO₂ par rapport à leur niveau de 1990, soit l'un des objectifs les plus ambitieux au niveau mondial. Le plan est de sortir du charbon, de mettre fin à la vente de voitures à essence et diesel et d'atteindre 100 % d'électricité d'origine renouvelable et 90 % du chauffage à distance alimenté par des énergies non fossiles (Agence internationale de l'énergie, 2021 ; Menu, 2021).



g:@Petrovich99 d:JohnNorth/istock

Pour ce champion mondial en termes d'ambition climatique, mettre fin à l'exploitation pétrolière et gazière est nécessaire pour « rester digne de confiance », estime Dan Jørgensen. La décision ne convainc cependant pas Greta Thunberg, pour qui « la vraie nouvelle est que le Danemark continuera de produire [du pétrole] jusqu'en 2050 ». La jeune femme a pourtant peut-être tort, cette fois, d'être aussi sévère. Voici pourquoi.

Sortir du schisme

Au moment de la COP21, à Paris, en 2015, les chercheurs français Amy Dahan et Stephan Aykut mettent en exergue le « schisme de réalité » qui sépare depuis ses débuts la diplomatie du climat du reste des décisions les plus structurantes des Etats, surtout pour leur économie (Aykut et Dahan, 2015 ; Dahan, 2016).

En 2022, force est de constater que ce schisme est toujours à l'œuvre : après avoir annoncé à la COP26, à Glasgow, en novembre 2021, que les Etats-Unis « montreraient l'exemple », le président Joe Biden s'est empressé, quatre jours plus tard, d'autoriser la plus grande mise aux enchères jamais réalisée de concessions de forage pétrolier et gazier dans le golfe du Mexique, qui induiront des émissions massives de CO₂ pendant au moins quarante ans.

En posant un couvercle étanche sur l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord, le Parlement danois crée les conditions cadres pour sortir de ce schisme,

de ce grand écart permanent qui voit les Etats promettre la neutralité carbone en 2050 tout en continuant d'autoriser la mise sur le marché de toujours autant sinon plus de combustibles fossiles.

Selon le rapport *Production Gap* du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) et de plusieurs institutions de recherche internationales, les gouvernements dans le monde prévoient de produire, en 2030, deux fois plus d'énergies fossiles que ce qu'il faudrait pour limiter le réchauffement à 1,5 °C : la production d'énergies fossiles prévue excède de 110 % le niveau compatible avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C, et de 45 % l'objectif de le limiter à 2°C de réchauffement (SEI et coll., 2021).

Depuis 2015, les **Artisans de la transition** alertent sur le caractère aberrant de négociations climatiques qui se focalisent sur les émissions de gaz à effet de serre en occultant la production des énergies fossiles en amont du cycle de carbone (LaRevueDurable, 2015 ; Marshall 2016 ; **Artisans de la transition** 2016 ; 2018 ; 2020 ; 2021).

La campagne pour amener les institutions financières à désinvestir des entreprises qui extraient ou qui commercialisent du charbon, du gaz et du pétrole stigmatise l'incohérence qui consiste à en appeler avec la main droite à la responsabilité individuelle

de milliards de consommateurs pour leur demander de faire l'effort de moins consommer, voire de ne plus du tout utiliser ces énergies tout en les incitant très fortement avec la main gauche à les utiliser en mettant sur le marché des quantités massives de combustibles et de carburants fossiles.

En décembre 2020, le royaume du Danemark a rompu avec cette schizophrénie étatique. Mais s'il reste seul à sortir du schisme, cela ne servira à rien. Aussi, plutôt que de reprocher à ce pays leader sur le climat de ne toujours pas en faire assez, sans doute est-il plus utile d'aider les autres Etats à lui emboîter le pas. C'est ainsi que des acteurs cherchent à construire, sur la base de ce précédent, un traité mondial pour mettre un terme à l'extraction d'énergies du sous-sol.

Vers une alliance internationale

Et c'est bien dans cette direction que le Danemark travaille désormais. En septembre 2021, il s'est allié au Costa Rica, petit pays d'Amérique centrale qui aspire à devenir leader de l'économie du bien-être, pour lancer la Beyond Oil and Gas Alliance (Boga). La Boga est un groupe de pays qui coopèrent pour faciliter l'élimination progressive de la production de pétrole et de gaz et défendre cette évolution dans les instances internationales et lors des négociations sur le climat. ►►

Les membres de la Boga s'engagent notamment à restreindre l'octroi de nouvelles licences de forage et à prendre d'autres mesures pour aligner la production mondiale de pétrole et de gaz sur les objectifs de l'accord de Paris. Des ONG danoises et costaricaines ont œuvré pour amener les deux pays à lancer cette alliance.

Le Costa Rica n'a jamais creusé son sol à la recherche de charbon, de gaz ou de pétrole. Et alors qu'un moratoire interdit l'exploitation de son sol à la recherche d'hydrocarbures jusqu'en 2050, le gouvernement cherche maintenant à faire passer une loi pour tirer un trait définitif sur cette option.

A Glasgow, lors de la COP26, la Boga a engrangé plusieurs adhésions : la France, le Groenland, l'Irlande, le Québec, la Suède et le Pays de Galles.

Fin 2017, la France est devenue le premier pays au monde à interdire la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur son territoire. L'octroi de nouvelles licences est interdit et l'exploitation en cours doit prendre fin en 2042. Cette décision, qui a pacifié la lutte contre la fracturation hydraulique dans l'Hexagone (LaRevueDurable, 2011-2012), permet à cet Etat majeur de figurer parmi les premiers à avoir rejoint cette alliance.

L'Irlande a interdit en février 2021 toute nouvelle attribution de licence d'exploration ou d'exploitation de pétrole ou de gaz. Arrivé au pouvoir en avril 2021, le Gouvernement du Groenland a décidé en juillet de ne plus délivrer de licences d'exploration pétrolière et gazière au Groenland malgré des réserves estimées importantes. La Suède doit adopter une telle mesure en mars 2022.

Le Pays de Galles a reçu de Londres, fin 2018, les pouvoirs relatifs à l'octroi de licences pour l'extraction de pétrole et de gaz. Depuis, il n'a accordé aucune nouvelle licence et a abandonné ou résilié plusieurs licences existantes. L'arrêt de l'exploitation du charbon est aussi à l'ordre du jour dans cette nation. ■

LRD

Faire connaître l'idée pour qu'elle s'impose

« On peut imaginer ce que donnerait la protection des éléphants et des rhinocéros si on se contentait d'interdire l'achat de leurs défenses et de leurs cornes sans limiter leurs mise à mort, exportation ou vente. On peut imaginer les effets d'essayer d'arrêter l'esclavage non pas en stoppant le commerce transatlantique, mais en cherchant seulement à décourager l'achat d'esclaves une fois qu'ils sont arrivés aux Amériques. »

En 2015, George Monbiot, chroniqueur au quotidien britannique *The Guardian*, stigmatise l'illusion sur laquelle repose toute la politique climatique internationale qui occulte les mots « énergie fossile », « charbon », « pétrole » et « gaz » pour ne parler que d'« émissions » sans jamais s'interroger sur leur origine (Monbiot, 2015).

C'est vers 2015 que cette « erreur cognitive extrême » commence à être reconnue comme telle et en tant qu'immense obstacle à toute prise en charge efficace de la crise climatique. On doit avant tout cet éveil intellectuel à une avancée scientifique, les premiers calculs du « budget carbone », c'est-à-dire la quantité maximale de gaz à effet de serre qu'on peut envoyer dans l'atmosphère d'ici 2050 tout en gardant une bonne chance de limiter la hausse de la température à un niveau donné, par exemple 1,5°C.

Du Pacifique au monde entier

Dès 2015, à Suva, capitale des îles Fidji, des leaders des îles du Pacifique menacées

par la montée des eaux rédigent une déclaration sur le changement climatique qui, pour la première fois, demande l'instauration d'un moratoire international sur le développement et l'expansion des industries qui extraient des énergies fossiles.

En août 2017, des chercheurs et des militants écrivent aux îles Lofoten, archipel au nord de la Norvège sous la menace de l'extraction pétrolière, une déclaration pour demander une baisse mondiale, négociée au niveau international, non plus des émissions de gaz à effet de serre, mais de la production d'énergies fossiles à la source de ces émissions. Cet appel reçoit un fort écho : plus de 500 organisations du monde entier l'ont signée.

Pour concrétiser cette attente, deux chercheurs de l'Université du Sussex, à Brighton, au Royaume-Uni, Peter Newell, professeur de relations internationales, et Andrew Simms, chercheur et activiste de premier plan, connu notamment pour son travail à la New Economics Foundation, imaginent un futur Traité de non-prolifération des énergies fossiles (TNPEF) inspiré de la structure en trois piliers du Traité de non-prolifération nucléaire (TNPN) (Newell et Simms, 2019).

En septembre 2019, la candidate à l'investiture démocrate aux Etats-Unis Kamala Harris relaie cette proposition. Son très ambitieux Plan climatique pour le peuple prévoit de rassembler, en 2021, les principaux

**Gérer
de manière
coopérative
la production
d'énergies
fossiles**



Mercredi 1^{er} juin 1988, conférence au sommet de Moscou : le président des Etats-Unis, Ronald Reagan, et le secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, se serrent la main au-dessus de la table de négociations le matin du quatrième jour de pourparlers.

KEYSTONE/AP Photo/Doug Mills

producteurs de pétrole (pays, régions et grosses industries pétrolières) pour « la première négociation mondiale pour gérer, de manière coopérative, le déclin de la production de combustibles fossiles » et supprimer les subventions à cette industrie afin d'assurer une transition équitable, efficace et juste pour tous les pays.

L'année suivante, l'écologiste canadienne Tzeborah Berman lance la campagne internationale pour un TNPEF depuis l'ONG qu'elle a cofondée en 2000, Stand Earth. Son but : compléter la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques et l'accord de Paris en fixant dans le marbre l'obligation de cesser progressivement de produire des énergies fossiles.

Le comité de pilotage comprend quelques figures internationales engagées pour le climat, dont Tzeborah Berman, Peter Newell et Andrew Simms, ou encore May Boeve, directrice de 350.org.

En à peine deux ans, la campagne a reçu le soutien de 1000 ONG, 3000 scientifiques,

Le TNPEF bientôt à l'agenda de la politique suisse

C'est au Forum économique mondial de Davos, en janvier 2020, que Loukina Tille croise la route de Tzeborah Berman et du Traité de non-prolifération des énergies fossiles (TNPEF). Auparavant très engagée dans la Grève du climat au Gymnase de Renens, où elle a terminé sa scolarité en 2019 avant de partir à Zurich, où elle étudie aujourd'hui les sciences politiques à l'université, cette jeune femme est alors à Davos en compagnie d'autres activistes des grèves pour le climat.

Tzeborah Berman venait de recevoir le Climate Breakthrough Project Award, avec ses deux millions de dollars, pour lancer l'initiative pour un TNPEF. Ne pouvant pas être présente physiquement à Davos, elle participe au forum à distance, notamment pour inviter des jeunes à rejoindre cette campagne. « J'ai trouvé l'idée très pertinente », commente sobrement Loukina Tille.

Pour promouvoir le TNPEF en Suisse, la jeune Vaudoise s'est associée à la Neuchâteloise Paula Rouiller, étudiante comme elle à Zurich, mais en sciences de l'environnement à l'Ecole polytechnique fédérale. Malgré leur manque de temps, les deux jeunes Romandes ont contacté les Villes de Genève et de Lausanne pour leur demander d'adopter une motion de soutien à l'initiative à l'instar de Paris, Londres, Amsterdam, Bonn et Barcelone.

Elles ont aussi approché des figures du monde politique de tous bords pour comprendre comment procéder pour faire adhérer la Suisse au traité. Deux voies parallèles se dégagent : travailler au niveau institutionnel fédéral et créer du soutien au sein de la population civile. Les Artisans de la transition voudraient les aider sur ces deux plans.

LRD



101 Prix Nobel et trente villes. « A ce stade, notre mission n'est pas de rédiger un brouillon de traité. Elle est de faire connaître l'idée pour qu'elle puisse s'imposer », informe Viviana Varin, Franco-Péruvienne responsable de la communication pour les mondes francophone et hispanophone depuis Lima, au Pérou.

« Nous souhaitons faire cesser la production d'énergies fossiles selon une transition juste. Nous pensons qu'il revient aux pays qui ont profité le plus longtemps de cette exploitation de faire preuve de solidarité envers les pays les plus pauvres », éclaire la jeune femme. ■

LRD

Les trois piliers du TNPEF

Se mettre d'accord pour conjurer une menace qui pourrait détruire la civilisation, le monde l'a déjà fait. De 1965 à 1968, au pic de la guerre froide, les grandes puissances et le reste du monde ont réussi en un temps record – à peine trois ans – à s'entendre sur l'arrêt de la course à l'armement à l'œuvre à l'époque.

Avec le TNPN, la communauté internationale – 191 pays l'ont signé – s'est unie pour stopper la diffusion des armes nucléaires (non-prolifération), détruire les arsenaux existants (désarmement) et garantir le droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Peter Newell et Andrew Simms (2019) pensent que la sortie des énergies fossiles pourrait être négociée au niveau mondial en se calant sur cette structure en trois piliers du TNPN.

Non-prolifération

Le premier pilier, la non-prolifération, nécessite de faire le point de l'« arsenal fossile » pour savoir qui possède quoi. Ce travail a commencé en février 2021 sous la responsabilité de Carbon Tracker, think tank britannique à l'origine de la notion d'actifs échoués (LaRevueDurable, 2015) et l'organisation Global Energy Monitor, basée aux Etats-Unis.

Selon Mark Campanale, fondateur et directeur de Carbon Tracker et membre du Comité de pilotage du TNPEF, ce registre « permettra aux gouvernements, aux investisseurs, aux

chercheurs et aux organisations de la société civile d'évaluer la quantité de CO₂ intégrée dans les projets de charbon, de pétrole et de gaz à l'échelle mondiale. Il pourra servir de modèle à un éventuel registre hébergé par les Nations unies » (Carbon Tracker, 2021).

Sur cette base, il deviendra possible de dessiner un schéma de répartition des gisements qu'il faudra renoncer à exploiter. Selon les dernières estimations, pour avoir 50 % de chances de respecter un budget carbone de 1,5 °C, près de 60 % du pétrole et du méthane fossile et 90 % du charbon doivent dormir à jamais dans le sous-sol (Welsby et Price, 2021).

La dotation en ressources du sous-sol de chaque pays étant très différente, on imagine bien que le cœur des négociations portera sur le mécanisme permettant de répartir équitablement le niveau de sacrifice. Certains n'ont pas d'énergies fossiles, d'autres en ont beaucoup. Certains les exploitent depuis longtemps, d'autres commencent à peine à le faire. Certains tirent l'essentiel de leurs revenus de cette exploitation, d'autres peuvent plus facilement se passer de cette industrie. Etc.

La création, en septembre 2021, de Boga est un premier pas pour amorcer ces

négociations. Mais il reste un long chemin à parcourir. Lors du débat sur l'arrêt de l'exploitation pétrolière au Danemark, un élu ingénu de l'opposition a bien résumé l'incompréhension qui prévaut chez une partie des Danois : « Pourquoi arrêter de pomper de l'argent du sous-sol ? » A fortiori, qu'attendre des plus gros pays producteurs de pétrole, de gaz et de charbon ?

En 2007, le président de l'Equateur, Rafael Correa, proposait à la communauté internationale de renoncer à l'exploitation d'un gisement de 920 millions de barils de pétrole dans le parc naturel Yasuni, en pleine Amazonie. Mais pour cela, il demandait une compensation financière correspondant à la moitié de ses gains attendus, soit de 350 millions de dollars annuels durant treize ans.

Le pays s'engageait à utiliser ces fonds pour promouvoir les énergies renouvelables, la conservation des zones protégées, la reforestation et le développement social durable en Amazonie (LaRevueDurable, 2007). Cette démarche a suscité un fort intérêt médiatique, mais n'a récolté que la promesse de quelques millions. De même, comment convaincre des pays autrement plus riches en





© depositphotoj mx9uk

La plate-forme pétrolière Ninian Northern, en cours de démantèlement dans le port de Lerwick sur l'île de Mainland, dans l'archipel des Shetland, en Ecosse, a servi à l'extraction de pétrole dans le champ pétrolifère de Ninian à 160 kilomètres au nord-est des Shetland pendant 37 ans.

65

réserves fossiles, et dont l'économie dépend encore plus de la manne financière qu'elles représentent, de ne pas faire usage d'un tel maître atout ?

Désarmement climatique

Le deuxième pilier du TNPEF porte sur le déclin accéléré des infrastructures de combustibles fossiles déjà existantes. Car pour tenir le budget carbone compatible avec un réchauffement de 1,5 °C, il ne faut pas seulement laisser dans le sous-sol les ressources encore intactes, il faut aussi arrêter de nombreux projets d'extraction en cours.

Ici, le schisme de réalité est particulièrement profond et les difficultés s'annoncent encore plus aiguës que pour le TNPN. Car si les armes nucléaires sont sous le contrôle des Etats, les gisements d'énergies fossiles sont souvent aux mains d'entreprises privées. Or, le droit international, qui n'a jamais été construit en tenant compte du climat, protège fortement les actifs des entreprises multinationales. Une protection qui risque de ralentir, voire de paralyser toute décision étatique courageuse pour arrêter l'exploitation des énergies fossiles. Qu'on en juge !

La situation aux Pays-Bas est emblématique. Fin 2019, le pays adopte une loi afin de diminuer ses émissions de 50 % d'ici 2030. La principale baisse doit venir de la fermeture de toutes les centrales à charbon du pays. En février 2021, l'entreprise d'électricité allemande RWE initie une action en justice contre le Gouvernement néerlandais. Elle brandit le

traité sur la Charte de l'énergie pour demander 1,4 milliard d'euros de réparation. Un autre électricien allemand, Uniper, suit son exemple fin avril : il exige 1 milliard d'euros.

Le traité sur la Charte de l'énergie, signé par 55 parties, vise à protéger les investissements étrangers dans le secteur de l'énergie en permettant aux investisseurs étrangers de demander une compensation par voie d'arbitrage pour des pertes injustes dues à la réglementation gouvernementale.

« A l'échelle mondiale, 3300 accords comprennent des dispositifs de protection des investissements similaires » (Canonne et coll., 2021). La société canadienne TC Energy poursuit ainsi les Etats-Unis suite à l'annulation, par le président Biden, de l'autorisation de construire l'oléoduc Keystone XL.

Autres exemples : la société britannique Ascent Resources poursuit la Slovaquie qui a interdit la fracturation hydraulique. Et une autre société britannique, Rockhopper, poursuit l'Italie qui a interdit le forage pétrolier offshore près de la côte.

Viser en premier le charbon

Pour avancer dans ce contexte très hostile, Peter Newell et Andrew Simms proposent de viser en priorité le charbon, responsable de 42 % des émissions mondiales. Les pays où l'industrie du charbon joue un rôle important étant peu nombreux, il serait possible de commencer à négocier avec une dizaine d'entre eux : Chine, Etats-Unis, Inde,

Australie, Russie, Allemagne, Pologne, Indonésie et Afrique du Sud.

Et tout le monde pourrait tomber d'accord qu'il revient aux plus riches d'agir en premier pour cesser cette exploitation. « Les Etats-Unis, l'Australie et l'Allemagne peuvent facilement être identifiés comme les premiers à devoir agir », écrivent les deux chercheurs. La Russie et la Pologne, deux pays à revenu moyen supérieur qui ont une longue histoire de fortes émissions de carbone, pourraient arriver lors d'une deuxième étape. Puis viendraient la Chine, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et l'Inde.

L'expérience du TNPN et la récente démarche du Danemark montrent que la voie bilatérale peut être fructueuse. A l'occasion des 50 ans du TNPN, la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française tirait un bilan plutôt encourageant du désarmement. « En 1986, au pic de la guerre froide, l'arsenal nucléaire mondial comprenait 70 000 ogives. Il est actuellement estimé à environ 16 000 têtes nucléaires, dont 6000 seraient en attente de démantèlement » (Commission des affaires étrangères, 2018).

Or, ce désarmement n'a pas été conduit dans le cadre d'un traité multilatéral, mais résulte d'initiatives bilatérales entre les Etats-Unis et la Russie, voire unilatérales pour la France et le Royaume-Uni.

Utilisation pacifique

Troisième et dernier pilier d'un futur TNPEF : la promotion de l'utilisation paci-

fique des technologies. L'accord à la base du TNPN est qu'en échange de leur renoncement à l'acquérir, les Etats qui ne possèdent pas l'arme nucléaire obtiennent de ceux qui la détiennent l'engagement à leur fournir une technologie adaptée au développement d'une industrie nucléaire civile et à limiter la spirale verticale des inventaires d'armes nucléaires.

Pour le climat, cela signifierait étendre massivement les initiatives existantes pour fournir aux pays les plus pauvres l'accès à des énergies et à des infrastructures propres à faible teneur en carbone et sans combustibles fossiles, et la technologie nécessaire à leur développement.

Mais là aussi, le chemin est bien sûr semé d'embûches. Le problème est que le schisme étatique ne pourra pas être brisé sans revoir le paradigme de développement économique et technologique actuel. ■

La France et le TNPEF

En France, Les Verts sont le principal relais du TNPEF. Des propositions de résolution sont en préparation dans plusieurs villes où le parti est aux commandes. Et le candidat à la présidentielle de 2022 Yannick Jadot a repris l'idée du traité dans ses propositions de campagne.

A l'Assemblée nationale, Matthieu Orphelin – notamment ex-La République en marche jusqu'en février 2019 – a déposé en novembre 2021 une proposition de résolution pour que la France « initie un accord multilatéral international pour mettre fin à toute nouvelle expansion de l'exploration et de l'exploitation de pétrole, de gaz et de charbon ». Toutefois, le député ne faisant partie d'aucun groupe parlementaire, les chances de voir cette proposition à l'ordre du jour des prochaines discussions sont minimes.

LRD

BIBLIOGRAPHIE

- AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE. *Denmark Country Profile*, en ligne, 2021.
- ARTISANS DE LA TRANSITION. *Les investissements de la BNS dans l'industrie fossile aux Etats-Unis : une catastrophe financière et pour le climat*, Fribourg, 16 décembre 2016.
- ARTISANS DE LA TRANSITION. *Les investissements de la BNS dans l'industrie des énergies fossiles sont contraires aux intérêts de la Suisse*, Fribourg, 24 avril 2018.
- ARTISANS DE LA TRANSITION. *Sur le climat, la BNS égare la place financière suisse*, Fribourg, 21 avril 2020.
- ARTISANS DE LA TRANSITION. *Pour le pire ou pour le meilleur*, Fribourg, 24 février 2021.
- AYKUT SC, DAHAN A. *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2015.
- CANONNE A, COMBES M ET HAERINGER N. *Les COP peuvent-elles organiser la sortie des énergies fossiles ?* T-Lab, Paris, 2021.
- CARBON TRACKER. *New Global Registry of Fossil Fuels to Enable Reserves Transparency*, 2021.
- COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. *Cinquante ans après le traité de non-prolifération nucléaire*, Assemblée nationale, Paris, 2018.
- DAHAN A. *Après l'accord de Paris sur le climat, le schisme entre les mots et la réalité reste entier*, LaRevueDurable n°57, avril-mai-juin 2016, pp. 15-19.
- HVELPLUND FREDE. *Le Danemark tourne le dos aux énergies fossiles et vise le 100 % renouvelable*, LaRevueDurable n°51, avril-mai-juin 2014, pp. 24-26.
- LA REVUE DURABLE. *Face aux changements climatiques, les peuples indigènes se défendent*, LaRevueDurable n°26, août-septembre 2007, pp. 28-29.
- LA REVUE DURABLE. *Gaz et huiles de schiste : bras de fer sur les territoires pour changer de paradigme énergétique*, LaRevueDurable n°44, décembre 2011-janvier-février 2012, pp. 48-51.
- LA REVUE DURABLE. *Histoire de la bulle carbone*, LaRevueDurable n°55, août-septembre-octobre 2015, pp. 36-39.
- MARSHALL G. *Tête de puits et queue du tuyau*, LaRevueDurable n°56, janvier-février-mars 2016, pp. 28-32.
- MENU T. *Denmark: A Case Study for a Climate-Neutral Europe*, Etudes de l'Ifri, Ifri, Paris, avril 2021.
- MONBIOT G. *Les négociations sur le climat ont perdu vingt-trois ans, mais cela peut changer*, LaRevueDurable n°55, août-septembre-octobre 2015, pp. 18-21.
- NEWELL P, SIMMS A. *Towards a Fossil Fuel non-Proliferation Treaty*, Climate Policy, 20:8, pp. 1043-1054, 2020.
- STOCKHOLM ENVIRONMENT INSTITUTE (SEI), INTERNATIONAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT, (IISD), OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE (ODI), THIRD GENERATION ENVIRONMENTALISM (E3G) et le PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (UNEP). *The Production Gap Report 2021*.
- WELSBY D, PRICE J, PYE S. ET COLL. *Unextractable Fossil Fuels in a 1.5°C World*. Nature 597, pp. 230-234, 2021.

POUR ALLER PLUS LOIN

<https://fossilfuel treaty.org/fra>

Livres

La France, l'atome et l'eau

Lorsque Daniel de Roulet voyage, c'est le plus souvent sur les pas d'un prédécesseur. Par exemple ceux d'Arnold Kübler, beau-père de Boris Vian, de Paris à Bâle, dans *L'envol du marcheur*. Ou ceux de Gall, fondateur de Saint-Gall, de Saint-Malo à Soissons, dans *Légèrement seul*. L'écrivain genevois s'intéresse aux effets du temps sur les terres qu'il traverse pour tenter de saisir où va le monde.

Avec *La France atomique*, il suit la trace de deux jeunes frères, Julien et André, qui, en 1877, ont parcouru la France de part en part pour admirer « ses beautés, le développement de ses industries, l'ardeur de la tâche et l'honnêteté de ses habitants ». Un siècle et demi plus tard, « en quoi et comment les paysages de France et les merveilles de la technique que ces deux orphelins ont admirés » ont-ils changé ? se demande Daniel de Roulet.

Ils ont changé notamment du fait de la construction de 56 réacteurs atomiques répartis sur dix-huit sites au bord d'une rivière, d'un fleuve, d'un estuaire ou de la mer. Et l'humeur n'est plus à l'enthousiasme, mais à une franche inquiétude à propos de cette énergie que l'auteur juge plus parlant de qualifier d'« atomique » plutôt que de « nucléaire ».

L'énergie atomique préoccupe Daniel de Roulet depuis que jeune ingénieur informaticien, il a travaillé dans une centrale atomique. Pour écrire ce livre, il a voulu à nouveau s'approcher du monstre, de sa radioactivité, de ses déchets, de ses dangers et de ses vulnérabilités, notamment de ses énormes besoins en eau froide.

« Année après année, écrit-il, les centrales sur le Rhône souffrent de la canicule et d'autres problèmes de sécurité, comme à Cruas, avec l'obstruction de la prise d'eau. L'arrivée massive de débris végétaux a provoqué une perte totale de la source froide, menaçant le cœur de fusion. »

A Blayais, dans l'estuaire de la Gironde, la tempête de décembre 1999 a noyé des galeries souterraines, obligeant les techniciens à arrêter les trois réacteurs en activité pour éviter tout risque de fusion du cœur d'un des réacteurs. A Civaux, au bord de la Vienne, la centrale subira, dès 2040, des pertes de puissance de 6 % dues au réchauffement de la rivière.

Le nucléaire est officiellement présenté, en France, comme l'option reine pour préserver le climat. A lire Daniel de Roulet, la raréfaction et la fragilisation de l'eau nécessaire pour refroidir les centrales invitent au contraire au plus grand scepticisme quant à la pertinence de redéployer l'énergie nucléaire alors que le changement climatique rendra sa gestion de plus en plus délicate.



DANIEL DE ROULET.
La France atomique,
Héros-Limite, 2021.

Attention aux fleuves

Avec ses *Leçons du Rhône*, Elisabeth Ayrault, qui a présidé la Compagnie nationale du Rhône (CNR) de 2013 à 2021, est d'accord avec Daniel de Roulet sur ce point : l'un des plus gros problèmes des centrales nucléaires, c'est l'eau. Dans ce grand cri d'alarme sur l'état des fleuves, elle se réjouit de l'intérêt croissant pour les océans, mais déplore que cet intérêt ne rejaillisse pas plus sur les fleuves alors que « 80 % de la pollution des océans proviennent des continents et majoritairement des fleuves ».

Et les immenses problèmes des fleuves vont bien au-delà de la pollution : fonte des glaciers et pertes considérables d'eau – 10 à 40 % en moins pour le Rhône ces prochaines décennies –, gestion des crues, besoins massifs en eau pour produire de l'électricité, irriguer, assurer la navigation et refroidir les centrales nucléaires. Face à tant de tâches et de difficultés, Elisabeth Ayrault tance l'irrésolution qui règne, espère un sursaut des populations, croit beaucoup à la responsabilité des entreprises et voit dans la CNR un modèle à suivre.

La gestion de la quasi-totalité des fleuves dans le monde souffre de « sectorisation, de silotage, d'intérêts divergents non conciliables », regrette-t-elle. Créée en 1933, la CNR se distingue – par exemple de l'électricien EDF – en étant d'abord un aménageur des territoires, mission très bien adaptée aux nombreux conflits d'usage dont les fleuves font l'objet.

« Financées par les recettes de l'énergie que le Rhône produit, les trois missions de la CNR – force motrice, navigation, irrigation et autres usages agri-

coles – sont *solidaires entre elles* », se félicite-t-elle. Ainsi, la CNR réconcilie « intérêt général et profit en respectant toutes les composantes du fleuve tout en produisant une énergie propre ».

Très informée, cette perspective glisse toutefois sur les nuisances dues aux barrages qui sont au fondement du modèle économique de la CNR. Certes, l'hydroélectricité est bien moins « sale » que l'électricité produite à partir du charbon ou de l'uranium. Il n'empêche, elle n'est pas « propre » non plus.

Elisabeth Ayrault ne dit notamment rien sur le sable que le Rhône ne peut plus apporter aux plages du Sud de la France, sur la régression de la Camargue due à l'absence de sédiments (et à la mer qui monte), sur la discontinuité écologique due à la fragmentation des rivières ou sur les ravages qu'entraîne l'usage colossal de béton nécessaire pour construire les barrages qui, de plus en plus, sectionnent les fleuves partout dans le monde.



ELISABETH AYRAULT.
Les leçons du Rhône.
Que serions-nous sans les fleuves ?
Actes Sud, Arles, 2021.

De la concrétude du béton

Notamment utilisé en quantités gigantesques pour ériger des barrages, le béton est « la face concrète de l'abstraction capitaliste », résume Anselm Jappe, philosophe et professeur à l'école d'art de Frosinone, en Italie. Son *Béton, arme de construction massive du capitalisme* fait la lumière sur les liens entre cette forme d'économie et ce matériau.

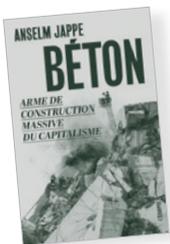
Anselm Jappe évoque la « nocivité du béton pour la santé humaine, les effets de l'extraction massive de sable et de gravier sur les milieux naturels et leurs habitants, la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ pour « cuire » le béton, ainsi que la stérilisation des sols ». Mais plus encore, il stigmatise « l'assassinat des architectures traditionnelles » et la laideur et la destruction des savoir-faire artisanaux dans la construction dues au béton.

Car les constructions traditionnelles ne sont pas seulement belles, « elles favorisent l'autonomie des habitants » grâce à la disponibilité sur place

et souvent gratuite des matériaux de construction ou d'énergie. « En règle générale, les techniques de construction sont faciles à exécuter et ne nécessitent ni l'intervention d'experts diplômés – tout au plus des artisans du coin – ni l'existence de longues chaînes de fournisseurs. » Mieux, l'architecture traditionnelle n'a pas besoin d'architectes, et c'est une excellente chose, grince Anselm Jappe !

En se prêtant particulièrement bien à la préfabrication de ses éléments et donc à la standardisation, « le béton est forcément l'ennemi juré des particularités locales et des variations infinies, observe-t-il. L'importance des matériaux locaux fait partie de la diversité du monde, au même titre que la nourriture et les langues, en s'opposant à la monotonie globalisée. »

Conclusion : au lieu d'augmenter la liberté, la modernité et sa monoculture ont amené un appauvrissement, une régression et une restriction des choix. Anselm Jappe loue l'œuvre de l'artiste, architecte et écrivain britannique William Morris, dont « le rejet de la laideur produite par l'industrialisation l'a incité à effectuer une critique plus complète de la société capitaliste que celle proposée par le mouvement ouvrier de l'époque ».



ANSELM JAPPE.
Béton. Arme de construction massive du capitalisme,
L'Echappée, Paris, 2020.

Débatte du nucléaire

La France est au pied du mur : son parc nucléaire vieillit et elle doit choisir entre poursuivre sur la voie de cette énergie ou bifurquer avec fermeté vers les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Antoine de Ravignan s'appuie sur une importante littérature technique pour détailler avec un fort esprit de synthèse trois éléments centraux de ce débat d'une actualité brûlante : le risque d'accident, la gestion des déchets radioactifs et la faisabilité technique, écologique et économique d'une sortie du nucléaire qui respecte l'accord de Paris sur le climat.

Mais si le titre de son livre *Nucléaire, stop ou encore ?* pose la question, sa conclusion ne souffre aucun doute : tourner la page du nucléaire est par-

faitement possible et nettement préférable à sa relance. Selon Antoine de Ravignan, rédacteur en chef adjoint à *Alternatives économiques*, les défis techniques et économiques qu'implique le passage aux énergies renouvelables, en particulier la gestion de la variabilité de la production électrique solaire et éolienne, sont maîtrisables. Les matériaux existent, les solutions aussi et les coûts ne seront pas plus élevés que dans un scénario avec nucléaire.

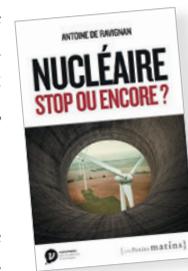
Car de toute façon, insiste fortement Antoine de Ravignan, la littérature démontre que même si le choix de relancer le nucléaire devait l'emporter, la décroissance massive de la consommation d'énergie et un investissement tout aussi massif dans le développement des énergies solaire et éolienne sont impératifs pour décarboner l'économie française à la vitesse nécessaire.

Alors pourquoi, quand de nombreux pays européens se détournent de l'atome, les locataires de l'Elysée s'alignent-ils tous comme un seul homme sur cette option au risque de les amener, comme Emmanuel Macron, à défendre une vision de la transition pour le moins baroque ? Pour faire en sorte que cette énergie soit reconnue favorable à la transition écologique dans la réglementation européenne, le président français a en effet formé un front commun avec les Etats membres de l'Union qui veulent voir... le gaz bénéficier du même privilège.

Cette volonté farouche de poursuivre à tout prix l'option nucléaire est-elle, comme le suggère notamment Daniel de Roulet, due au fait que la force de frappe nucléaire française a besoin d'une industrie nucléaire civile ? Antoine de Ravignan n'explore pas cette dimension stratégique du dossier, mais Alain Grandjean, membre du Haut Conseil pour le climat, pose la question dans sa préface.

Puisque le moment est venu de décider, ces deux auteurs plaident pour qu'un débat bien informé soit organisé en France. Mais dans un monde où une puissance nucléaire, la Russie, se sent suffisamment sûre d'elle pour oser envahir un grand pays souverain que cette arme ne protège pas, ce débat devrait, en plus d'exposer le plus complètement et honnêtement possible les éléments techniques des options maintien et sortie du nucléaire civil comme le fait Antoine de Ravignan pour certains d'entre eux, également affronter la dimension géostratégique du problème.

Les risques associés à l'arme nucléaire sont cataclysmiques, mais comment convaincre la Russie, la Chine, la Corée du Nord et tous les autres pays détenteurs d'un arsenal nucléaire de le neutraliser ?



ANTOINE DE RAVIGNAN.
Nucléaire, stop ou encore ?
Les petits matins, Paris, 2022.

Planifier les transformations physiques de l'économie

Jean-Marc Jancovici est viscéralement pro-nucléaire et ce positionnement tend naturellement à détourner les opposants au nucléaire de son travail. Cela est dommage, car le Shift Project, think tank qu'il a créé en 2010 pour décarboner l'économie française et qu'il préside, apporte une contribution originale et importante au débat sur la transition en France.

Pour ne pas dépasser une hausse moyenne de la température sur Terre de plus de 2°C, il faut baisser dès maintenant les émissions de gaz à effet de serre de 5 % par an. Or, ni la France, ni la Suisse, ni aucun pays industrialisé ne s'est, pour l'heure, organisé pour « tenir ce cap ». Et le tenir, cela signifie expurger progressivement et de façon planifiée les énergies fossiles du métabolisme industriel associé à l'économie.

L'une des causes de ce drame est que « l'économie académique ne fournit à peu près aucun travail exploitable sur la gestion optimale d'une société en contraction énergétique », écrit Jean-Marc Jancovici dans la préface de *Climat, crises : le plan de transformation de l'économie française* du Shift Project.

Il existe bien quelques théoriciens de la décroissance, reconnaît cet ingénieur formidablement actif sur le front du climat et de l'énergie, « mais personne qui se soit demandé combien d'ouvriers automobiles, de boulangers, d'éleveurs (avec combien de vaches par éleveur), ni combien d'employés de la Sécu il faut en pratique dans un monde où la puissance de nos auxiliaires mécaniques doit diminuer ».

Ce vide est la signature de la faillite du présupposé théorique que des ressources étant infinies,

leur gestion n'est qu'une affaire de coûts et de prix. Avec son plan de transition de l'économie française, le Shift Project voudrait aider à combler ce vide. Il passe ainsi en revue un à un, chapitre après chapitre, tous les secteurs ou axes essentiels de l'économie : énergie, industrie, agriculture et alimentation, fret, mobilité quotidienne et longue distance, emploi, administration publique, santé, culture, villes et territoires, finances publiques et épargne.

« Considérés à travers leurs flux physiques, les secteurs du plan apparaissent liés entre eux au sein d'un réseau de flux d'énergie interdépendants », écrit le Shift Project. Orchestrer le déclin des carburants liquides et gazeux, par exemple, aura bien sûr un impact massif sur le secteur des transports. Le plan analyse la cohérence de toutes les adaptations nécessaires, recense de ce fait les besoins physiques de la future économie bas carbone et propose des moyens de les satisfaire de manière aussi peu carbonée que possible.

Les adaptations nécessaires passent aussi par la formation et l'emploi. Certains secteurs, par exemple l'automobile, en perdront. D'autres en gagneront. C'est le cas en tout premier lieu de l'agriculture et de l'alimentation. Le Shift Project veut réinstaller des paysans dans les champs, car « un système alimentaire résilient et moins dépendant des énergies fossiles nécessite des pratiques plus intensives en travail ».

Il propose de créer près de 500 000 emplois en trente ans dans ce secteur : « Moins de machines, moins d'engrais, mais beaucoup plus de bras » afin de relocaliser la production de fruits et légumes et généraliser les pratiques agroécologiques. Pour décarboner la production agricole et augmenter son autonomie en énergie et en nutriments, le Shift Project voudrait faciliter l'accès au foncier et mieux rémunérer les paysans, raccourcir les circuits alimentaires et modifier les régimes alimentaires.

Il envisage, en parallèle, « la baisse de consommation des produits transformés [qui] entraînera une baisse des emplois agro-industriels, notamment à base de viande, et une réduction des activités de commerce de gros, car on mangera plus local ».

Ce plan de transformation de l'économie française va donc complètement à contre-courant de la tendance à supprimer les paysans et à les remplacer

par des entrepreneurs agricoles sur des fermes géantes robotisées et numérisées. Il ne rejette pas le capitalisme, mais le somme de composer avec l'impératif de la sobriété et la nécessité d'économiser massivement l'énergie : l'économie doit être adaptée à la physique, car l'inverse est impossible.

Ce travail ambitieux a pris deux ans à une équipe de salariés et de bénévoles, financé par un crowdfunding auquel près de 4000 personnes ont contribué. L'idée est que tous les corps sociaux – citoyens, travailleurs et consommateurs, entreprises, puissance publique et investisseurs – doivent contribuer à l'intelligence et à l'effort nécessaires.

« La transition vers les nouveaux modèles économiques n'interviendra que si tous ces acteurs se mettent en marche simultanément. Qu'un seul engrenage se grippe, et tout le système serait bloqué », prédit le Shift Project. Et il ne faut plus tarder, car éliminer les flux de carbone d'ici 2050 implique de transformer les infrastructures et les métiers, ce qui prend du temps.

Le Shift Project fait le choix de l'énergie nucléaire, rendant très difficile le consensus qu'il recherche. Mais ce document ne fait qu'amorcer le nécessaire travail sur les profondes remises en cause que l'objectif de l'accord de Paris sur le climat implique pour l'économie française – et toutes les économies avancées. Il offre un cadre encore lacunaire à la discussion publique, pas une feuille de route exhaustive ficelée à l'avance de manière définitive.

Le plan de transformation de l'économie française est ainsi une vraie et très précieuse contribution au chantier de la transition qui mériterait d'être étudié dans toutes les facultés d'économie.



THE SHIFT PROJECT.
Climat, crises : le plan de transformation de l'économie française,
Odile Jacob, Paris, 2022.

Le chantier politique de l'anthropocène

Visualiser l'anthropocène en une cinquantaine de doubles pages illustrées de courbes, cartes, histogrammes et schémas explicatifs qui résumant, en

un coup d'œil, la façon dont une foule de paramètres très divers bouleversent le monde de manière irréversible. Voilà le premier but de l'*Atlas de l'anthropocène* de François Gemenne, chercheur à l'Université de Liège et enseignant notamment à Sciences Po, et Aleksandar Rankovic, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), à Paris, et lui aussi enseignant à Sciences Po.

Ces deux auteurs ont sollicité l'atelier de cartographie de Sciences Po pour donner à voir la façon dont le destin des humains est inextricablement lié au devenir de la planète entière : « L'anthropocène pose un défi considérable à la théorie politique, écrivent-ils. Largement dénaturalisée, celle-ci tend à considérer le monde humain comme une entité distincte de la Terre, l'un régi par les lois des sciences sociales, l'autre par celles des sciences naturelles. »

L'anthropocène rend cette distinction caduque, oblige à inventer « de nouveaux paradigmes et de nouveaux dispositifs pour comprendre l'état actuel du monde ». François Gemenne et Aleksandar Rankovic en appellent à une géopolitique, qui pense la Terre « comme un sujet de politiques, et non plus comme un objet – ou comme la simple toile de fond des affaires humaines ».

Sans surprise, les tableaux qu'ils présentent n'ont pas de quoi réjouir. Les deux auteurs ne veulent cependant « pas accabler les lecteurs avec la litanie des catastrophes à venir – même si cet effet n'est pas totalement évitable – mais plutôt, autant que faire se peut, leur montrer tous les chantiers politiques qui s'ouvrent à eux [...]. L'époque est angoissante, mais pas désespérante. »

Document synthétique et pédagogique, l'*Atlas de l'anthropocène* est très utile pour penser la transition écologique et mériterait d'être étudié dans toutes les facultés de sciences politiques et de politique internationale.



FRANÇOIS GEMENNE,
ALEKSANDAR
RANKOVIC. *Atlas
de l'anthropocène*,
Presses de Sciences
Po, Paris, 2021.

Créer des îlots de beauté

Charles Hervé-Gruyer voudrait promouvoir un art de vivre en harmonie avec le vivant pour se préparer à l'effondrement du vieux monde. La collection de livrets qu'il lance décrit ses composantes : se nourrir de son jardin, faire son bois de chauffage sans pétrole, produire son électricité, créer une mare, élever des poules, fabriquer huiles, savons et dentifrices à base de plantes locales, faire son pain, concevoir un habitat bioclimatique, constituer sa pharmacie naturelle maison, etc.

Le soin apporté à la maquette, au design de la couverture, aux dessins, aux photos et à la mise en page fait honneur aux matériaux locaux et aux savoir-faire artisanaux que ces ouvrages mettent en avant. Les contenus sont riches de calculs, de conseils et de témoignages. On peut, au XXI^e siècle, créer des îlots de beauté et il est précieux de disposer de guides qui décrivent leurs éléments un à un.

La question survient cependant en lisant, par exemple, l'opuscule sur le bois de chauffage : est-ce une option pour chaque famille que d'aller dans la forêt dans une carriole tirée par un cheval avec scies et haches pour y couper des arbres ou même d'acheter du bois sur pied pour se chauffer ? Ou sinon, pour qui est-ce une option et pourquoi ? Jusqu'où est-il pertinent d'agir à l'échelle de son périmètre individuel et comment articuler action individuelle et indispensable approche collective ?

Ces petits livres font chaud au cœur et plaisir aux yeux. Néanmoins, pour ne pas prêter le flanc à la critique que la perspective « effondriste » est un métarécit simpliste qui détourne du politique, apporter des éléments de réponses à ces questions serait un vrai plus pour les lectrices et les lecteurs de cette jolie collection.



CHARLES HERVÉ-GRUYER.
Se nourrir de son jardin, une année au potager permaculturel

Faire son bois de chauffage sans pétrole.



TRISTAN URTIZBERERA.
Produire son électricité. Autoconstruire son installation photovoltaïque,
Ulmer, Paris, 2022.

Quitter la ville, renouer avec la terre

Pour vivre en harmonie avec le vivant, le plus simple est de s'installer à la campagne. Et si on le peut, d'y cultiver la terre. Linda Bedouet, Stéphanie Maubé et Claire Mauquié proposent un guide pour mettre ce plan à exécution. Si l'on veut que des centaines de milliers de paysannes et de paysans se réinstallent sur les territoires et les fassent à nouveau vibrer, alors des livres remplis d'expériences vécues tels que celui-ci, ou ceux de Charles Hervé-Gruyer, ont une grande pertinence.

Le parti pris de ces trois jeunes autrices est de construire leur récit en partant de leur vécu de citadines (pour deux d'entre elles) pour donner envie de les imiter. Maraîchère et autrice principale, Linda Bedouet donne des conseils pour trouver un terrain, répartir le travail dans la famille, mettre la main à la terre. Stéphanie Maubé, bergère et maire d'une petite commune de la Manche, a coécrit le chapitre sur les animaux. Claire Mauquié a rédigé celui sur la cueillette.



LINDA BEDOUE,
STÉPHANIE MAUBÉ ET
CLAIRE MAUQUIÉ.
Le guide de la micro-ferme familiale,
Rustica éditions,
Paris, 2021.

Deux siècles et demi de dévastation

Cent controverses et luttes contre les destructions et les pollutions en tous genres de la fin du XVIII^e siècle à aujourd'hui. D'Alexander Von Humboldt à Rachel Carson, des Lumières à l'Appel de Heidelberg, de la grande pauteur de Londres à

l'anthropocène, quatre historiens ont mis leurs connaissances en commun pour décrire les principaux points de frictions et conflits autour de la mise à mal du vivant et des biotopes depuis le début de l'industrialisation.

Les dégradations, voire les dévastations des milieux naturels sont présentes dès l'essor de la modernité industrielle et ces photographies successives – un texte court et une ou deux illustrations d'époque – résument le tort infligé aux conditions de vie sur Terre et les efforts d'individus ou de collectifs pour le freiner. Et si quelques batailles ponctuelles sont gagnées, comme dans le Larzac, la guerre, elle, par exemple sur le climat et la biodiversité, pourrait bien finir par être perdue.



ANNE-CLAUDE
AMBROISE-RENDU,
STEVE HAGIMONT,
CHARLES-FRANÇOIS
MATHIS

ET ALEXIS VRIGNON.
Une histoire des luttes pour l'environnement,
Editions Textuel, Paris, 2021.

Pour retrouver LaRevueDurable tous les six mois :

Je désire m'abonner / me réabonner (veuillez si possible mentionner votre numéro d'abonné)

	Tarifs individus	CHF	Euros
1 ACCÈS WEB	2 ans (4 numéros) ABO PAPIER	<input type="checkbox"/> 55.–	<input type="checkbox"/> 40.–
	2 ans (4 numéros + archives) ABO WEB	<input type="checkbox"/> 80.–	<input type="checkbox"/> 50.–
	2 ans (4 numéros + archives) ABO COMPLET WEB + PAPIER	<input type="checkbox"/> 105.–	<input type="checkbox"/> 70.–

Il faut compter 10 CHF/Euros de frais postaux supplémentaires pour les envois hors Europe

	Tarifs institutions/entreprises	CHF	Euros
3 ACCÈS WEB adresses nominatives	2 ans (4 numéros) ABO PAPIER	<input type="checkbox"/> 65.–	<input type="checkbox"/> 45.–
	2 ans (4 numéros + archives) ABO WEB*	<input type="checkbox"/> 160.–	<input type="checkbox"/> 100.–
	2 ans (4 numéros + archives) ABO COMPLET WEB + PAPIER	<input type="checkbox"/> 185.–	<input type="checkbox"/> 120.–

Chaque abonnement web comprend jusqu'à trois accès en ligne (comptes) au sein de la même institution.

Il est possible d'y ajouter autant d'accès que souhaité au prix de 8 CHF / 7 euros par adresse supplémentaire.

Les tarifs à partir de 50 accès sont disponibles sur demande.

Pour toute question : abos@larevuedurable.com

Madame Monsieur Société

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Adresses courriel (nominatives):

Date et signature

Vous pouvez régler:

- Par virement électronique: Clearing 768 / Swift BEFRCH22 / IBAN CH23 0076 8300 1409 3230 7
Association Artisans de la transition, rue de Lausanne 23, 1700 Fribourg
- Par BVR vierge: Banque Cantonale de et à Fribourg, CCP 17-49-3 / CH23 0076 8300 1409 3230 7
Association Artisans de la transition, rue de Lausanne 23, 1700 Fribourg
- Par carte Eurocard/Master Card ou Visa : par téléphone ou en ligne
- Par chèque bancaire (uniquement pour la France) libellé à l'ordre de: Artisans de la transition France, association
- Par virement bancaire pour **la France** et **la Belgique**: C.C. Artisans de la transition France, association, BNP Paribas d'Annemasse - RIB 30004 00683 000101 38795 93 - IBAN FR76 3000 4006 8300 0101 3879 593 - BIC : BNPAFRPPANC
- Par mandat administratif Je souhaite recevoir une facture Je souhaite recevoir une facture acquittée

Veuillez faire parvenir ce formulaire à: Association Artisans de la transition, rue de Lausanne 23
1700 Fribourg, Suisse • Tél: + 41 (0)26 321 37 11 • abos@larevuedurable.com

Il est aussi possible de s'abonner et gérer son abonnement
directement sur www.larevuedurable.com

La transition
vers une société écologique
viendra de personnes déterminées
qui retroussent leurs manches
et leurs méninges . . .

Adhérez ou soutenez par
votre don les **Artisans de la Transition**

DÉSINVESTISSEMENT
NON-PROLIFÉRATION DES ÉNERGIES
FOSSILES
CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES
COLLECTIFS
CONVERSATIONS CARBONE
LE CLIMAT ENTRE NOS MAINS
LAREVUEDURABLE

Bulletin d'adhésion

A compléter et à nous faire parvenir par la poste ou par courriel

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Courriel Tel.

Je souhaite devenir membre de l'association Artisans de la Transition
et règle 50 CHF/an

Je souhaite faire un don d'un montant libre de CHF

Association Artisans de la transition

Rue de Lausanne 23, 1700 Fribourg

IBAN CH2300768300140932307

Pour obtenir un bulletin de versement, pour s'inscrire
ou pour toute question : courriel@artisansdelatransition.org

En cadeau pour une inscription,
je choisis de recevoir le duo de **LaRevueDurable** n° _____ (voir ci-contre)

www.artisansdelatransition.org

1: Alimentation

L'agriculture regagne du terrain
dans et autour des villes (n°43)
Construire ensemble des circuits
courts alimentaires (n°66)



2: Bâtiments et sobriété

Sobriété et liberté : à la recherche
d'un équilibre (n°61)
Habitat : le pouvoir
de la participation (n°62)



3: Biodiversité

Eloge de la biodiversité
commune (n°39)
Des couloirs biologiques
pour laisser passer la vie (n°52)



4: Education et habits

Quels enfants laisserons-nous
à la Terre ? (n°42)
Débarasser l'industrie textile
du capitalisme de surveillance
(n°64)



5: Cognition et urgence

Forger une conviction
universelle sur le climat (n°56)
L'urgence climatique
est plus jamais totale ! (n°65)



6: Justice écologique

Extraction minière : de l'excès
à l'indispensable (n°53)
Justice environnementale
et climatique : au croisement
du social et de l'écologie (n°54)

